Cette publication est basée sur l'ouvrage collectif suivante :
Shaimaa Abdellah, Sina Tultschinetski, Julian Junk, Manuela Freiheit (Ed.)*

RÉSUMÉ

L'islamisme comme défi social contemporain

Causes, Effets, Pistes d'Action

RADIS

Mentions obligatoires

Traduction : Svetla Koynova

Rédaction : Violette Mens

Cette publication est basée sur l'ouvrage collectif suivante :

*Abdellah, S., Tultschinetski, S., Junk, J., & Freiheit, M. (Eds.). (2025). *Islamismus als gesellschaftliche Herausforderung. Ursachen, Wirkungen, Handlungsoptionen*. Springer VS. [Allemand] / Abdellah, S., Tultschinetski, S., Junk, J., & Freiheit, M. (Eds.). (2026). *Islamism as a Societal Challenge: Causes, Consequences, Strategic Responses*. Springer VS. [Anglais]. (À venir)

Crée par : RADIS Transfer Project
c/o **Peace Research Institute Frankfurt**
Leibniz-Institut für Friedens- und Konfliktforschung
Darmstädter Landstraße 110-114
60598 Frankfurt am Main
www.prif.org | www.radis-forschung.de
© 2026 PRIF Tous droits réservés.

IKG Institut für interdisziplinäre Konflikt- und Gewaltforschung

Violence Prevention Network

Gefördert durch:

Bundesministerium für Forschung, Technologie und Raumfahrt

Préface

Cette publication présente les contributions en format résumé de l'ouvrage collectif *L'islamisme comme défi social contemporain : causes, effets et pistes d'action,* publié aux éditions Springer sous la direction de Shaimaa Abdellah, Sina Tultschinetski, Julian Junk et Manuela Freiheit.

Chaque auteur·ice à donné son accord exprès à la reproduction, parfois mot pour mot, parfois avec de légères modifications de formulation, des extraits de leurs textes originaux.

L'ouvrage collectif en question rassemble les résultats de recherche du réseau RADIS, qui incluent des travaux interdisciplinaires autour des causes et des effets de l'islamisme en Allemagne et en Europe. Ceux-ci ont été menés pendant quatre ans, en intégrant l'expertise issue de la pratique professionnelle des experts externes.

Plus d'informations sur le réseau de recherche et les projets associés sont disponibles en anglais sur le site **www.radis-forschung.de/en/.**

Note

Ce texte a été traduit en français par Svetla Koynova avec la rédaction de Violette Mens. Des outils d'IA tels que ChatGPT ainsi que des dictionnaires électroniques tels que Larousse, Linguee et PONS ont été utilisés aux premières étapes du processus de traduction afin de faciliter la rédaction initiale et l'usage correct de la terminologie spécialisée. Le texte final est le nôtre et a fait l'objet d'une révision linguistique minutieuse. De légères divergences par rapport au texte original peuvent apparaître pour des raisons stylistiques ou afin d'en améliorer la compréhension.

Table des matières

Chapitre 1 : L'islamisme comme défi social : une introduction
Shaimaa Abdellah, Manuela Freiheit, Julian Junk et Sina Tultschinetski (RADIS) **5**

Chapitre 2 : Personne ne se réveille un matin en étant soudainement radical. Pourquoi les gens se radicalisent-ils ?
Susanne Pickel (Projet de recherche RIRA) **12**

Chapitre 3 : L'approche sociale et politique de l'Allemagne face à l'islamisme – Un aperçu des tendances et des défis essentiels
Reem Ahmed, Lea Brost, Julian Junk, Martin Kahl, Mona Klöckner, Lea Scheu, Manjana Sold et Isabelle Stephanblome (Projet de recherche KURI) **19**

Chapitre 4 : De la périphérie au centre ? Interprétations de l'islam proposées par la droite populiste et recommandations pratiques pour les confronter
Anna-Maria Meuth, Max Manuel Brunner, Liriam Sponholz, Mirjam Weiberg et Sabrina Zajak (Projet de recherche RaMi) **24**

Chapitre 5 : Comment les Juives et les Juifs vivant en Allemagne perçoivent-ils et interprètent-ils l'antisémitisme politico-islamique ?
Niklas Herrberg, Bjarne Goldkuhle, Heiko Beyer et Melanie Reddig (Projet de recherche ArenDt) **28**

Chapitre 6 : Entre méfiance et espoir de reconnaissance : effets d'interaction dans les relations entre l'État, la société et les musulmans
Jörn Thielmann, Tina Brosi, Charlotte Jawurek, Patricia Wiater, Inken Okrug, Katharina Weinmann, Stephanie Müssig, Tarek Badawia, Fatma Aydinli, Ertuğrul Şahin, Nina Nowar et Serdar Aslan (Projet de recherche WECHSELWIRKUNGEN) **32**

Chapitre 7 : Discours de surenchère salafistes dans le champ de l'islam en Allemagne : analyses du discours liées à la sociologie de la connaissance et recommandations d'action
Youssef Dennaoui (Projet de recherche Deutungsmacht) **37**

Chapitre 8 : Considération des facteurs spatiaux dans l'analyse de vulnérabilité à la radicalisation : une étude comparative
Sebastian Kurtenbach, Armin Küchler, Linda Schumilas, Yann Rees, Gerrit Weitzel et Andreas Zick (Projet de recherche RadiRa) **40**

Chapitre 9 : Expériences d'humiliation, ressentiment et radicalisation au sein de la population musulmane
Evelyn Bokler, Sarah Demmrich, Özkan Ezli, Mouhanad Khorchide, Olaf Müller, Detlef Pollack et Levent Tezcan (Projet de recherche Ressentiment) **44**

Chapitre 10 : « Un islam allemand » entre racisme antimusulman et « islamisme » : la coproduction d'un concept controversé
Özgür Özvatan (Projet de recherche D:Islam) **48**

Chapitre 11 : Communication de crise des associations musulmanes après des attentats à connotation islamiste
Gerrit Hirschfeld et Sabrina Hegner (Projet de recherche OKAI) **51**

Chapitre 12 : L'éducation religieuse islamique face à la tension entre attentes et réalité : potentiels et limites du travail de prévention contre la radicalisation islamiste
Margit Stein, Alexandra Schramm et Veronika Zimmer (Projet de recherche UWIT) **56**

Chapitre 13 : Défis et conditions de réussite de la prévention et du désengagement individuel des jeunes vis-à-vis de la radicalisation islamiste
Eike Bösing, Yannick von Lautz, Mehmet Kart et Margit Stein (Projet de recherche Distanz) **60**

Chapitre 1 : L'islamisme comme défi social : une introduction

Shaimaa Abdellah, Manuela Freiheit, Julian Junk et Sina Tultschinetski (RADIS)

1. Société polarisée et signification du phénomène

Au plus tard avec les attentats du 11 septembre 2001, les débats sur les activités islamistes en Allemagne, qu'il s'agisse de discuter des causes ou des effets, se répètent régulièrement (voir Brost et al. 2022 ; Damir-Geilsdorf 2023). Sur le plan de la politique de sécurité, ces débats ont conduit à un durcissement des lois sécuritaires et à un élargissement des compétences des autorités concernées, ainsi qu'à une réévaluation des dispositifs de prévention existants. Sur le plan sociopolitique, les discussions autour de l'islamisme ont souvent été amalgamées, avec les questions de migration et d'intégration, ou ont déclenché des controverses sur l'ancrage de l'islam en Allemagne.

Ces réactions sociales complexes demeurent insuffisamment étudiées, bien qu'elles soient à la fois d'une grande actualité et possédant une grande influence. En effet, elles concernent la sécurité, ainsi que sa perception par la population, mais peuvent également renforcer la polarisation sociétale et la stigmatisation des personnes musulmanes — deux dynamiques susceptibles d'alimenter encore d'avantage les processus de radicalisation. L'analyse de l'islamisme ne constitue donc pas une question périphérique, mais bien un défi central pour la société libérale et la démocratie représentative. De façon pratique, la recherche universitaire sur l'islamisme et les réponses qui y sont apportées par les autorités se sont considérablement développées au cours de la dernière décennie, mais la dimension sociétale du phénomène demeure encore trop peu explorée.

L'ouvrage collectif *Islamismus als gesellschaftliche Herausforderung: Ursachen, Wirkungen, Handlungsoptionen* (*L'islamisme comme défi social contemporain : causes, effets et pistes d'action*), cherche à combler cette lacune en réunissant diverses perspectives analytiques et disciplinaires issues de nombreux courants de académiques. Ses douze chapitres rassemblent les résultats de recherche d'un réseau de plus de cent chercheur· s·e·s réparti·e·s dans douze projets, menés sur une période de quatre ans. Les études portent sur la radicalisation, la polarisation sociale et les stratégies d'action au sein du monde politique, de l'administration, de la société civile et des institutions de sécurité, dans l'objectif d'offrir une vision d'ensemble de tous les défis associés. Ces travaux ont été financés entre 2020 et 2025 par le Ministère Fédéral Allemand de la Recherche, de la Technologie et de l'Aéronautiqu (BMFTR) dans le cadre du programme *Causes et effets sociétaux de l'islam radical en Allemagne et en Europe*.

L'ensemble des contributions de ce volume porte sur le phénomène de l'*islamisme*. Comme de nombreux autres concepts, celui d'islamisme est controversé et en constante évolution sociale. Les différents chapitres de l'ouvrage reflètent cinq perspectives interconnectées qui montrent la diversité des approches possibles face à ce phénomène :

(1) Du point de vue de la politique de sécurité et des enjeux concernant la stabilité sociale : l'islamisme peut représenter une menace directe non seulement à travers les attentats terroristes, mais aussi en ce qui concerne la stabilité sociale en général. Les processus de radicalisation, la polarisation et les idéologies extrémistes peuvent avoir un effet déstabilisateur pour la cohésion sociale.

(2) Interactions avec d'autres dynamiques sociales : l'islamisme est étroitement lié au racisme, à la discrimination, à l'exclusion sociale et aux conflits identitaires. Ces dynamiques se renforcent souvent mutuellement et provoquent des tensions qui dépassent largement les communautés musulmanes. Ces tensions constituent le contexte des débats sociopolitiques qui placent de plus en plus les communautés musulmanes au centre de l'attention — qu'il s'agisse de la reconnaissance institutionnelle de l'islam en Allemagne ou du rôle et responsabilités des acteurs musulmans.

(3) Prévention d'extrémisme et politiques publiques : une connaissance approfondie des facteurs de genèse de l'islamisme et des effets d'interaction avec la discrimination, ainsi qu'avec d'autres formes d'extrémisme telles que celle de l'extrême droite, est essentielle pour développer des mesures de prévention efficaces. Les stratégies de prévention peuvent inclure des mesures l'intégration sociale et de l'éducation civique comme des programmes publics destinés à identifier et à affronter précocement les phénomènes de radicalisation au niveau individuel.

(4) Renforcement de la cohésion sociale : l'islamisme peut exacerber et cristalliser des défis sociétaux déjà existants, tels que le racisme, la discrimination et l'antisémitisme. Une analyse nuancée de ce phénomène est donc indispensable, non seulement pour en combattre efficacement les effets, mais aussi pour promouvoir la tolérance, le dialogue et la résilience sociale dans un monde de plus en plus polarisé.

(5) Dimension transnationale et internationale : les réseaux islamistes opèrent à l'échelle transnationale, tandis que les stratégies de riposte demeurent souvent locales ou nationales. Une meilleure coordination au niveau international peut contribuer à mieux comprendre les réseaux islamistes, à renforcer l'approche préventive contre la radicalisation et soutenir les sociétés concernées, de façon à ce qu'elles puissent préserver un socle démocratique solide. L'islamisme est bien plus qu'un simple problème de sécurité : il s'inscrit profondément dans les processus sociaux, culturels et politiques — une diversité d'approches conceptuelles que cet ouvrage cherche à refléter.

2. Diversité terminologique, jonctions thématiques et champs de tension dans le domaine de l'islamisme

Les termes employés dans le contexte de l'islamisme, de la radicalisation et de l'extrémisme font l'objet de débats scientifiques et sociétaux. Cette diversité constitue à la fois une nécessité, un enrichissement et un défi.

Ces tensions se retrouvent dans les débats autour du terme d'*islam radica*l, sur lequel repose la ligne de financement intitulée « Causes et effets sociaux de l'islam radical en Allemagne et en Europe ». En effet, celui-ci est souvent utilisé pour décrire des phénomènes liés aux idéologies extrémistes ou à la violence, et suggère ainsi un courant homogène et clairement délimité au sein de l'islam. Ce faisant, on néglige souvent la diversité de cette religion, avec ses différentes écoles de pensée, pratiques et empreintes culturelles. De plus, le terme confond contenus religieux et idéologies politiques en regroupant, sous une même appellation, des groupes violents comme le soi-disant État islamique (*Daech*) et des courants conservateurs mais non violents comme plusieurs courants salafistes. Ce manque de précision induit un risque de stigmatisation généralisée des personnes musulmanes ou des personnes perçues comme telles (par ex. Hößl et al. 2020, p. 13 et suiv.).

Un autre enjeu afférant au terme d'*islam radical* réside dans l'assimilation de celui-ci à ceux d'*extrémiste* ou de *violent*. En effet, ce qui est considéré comme radical ou extrémiste dans une société peut évoluer au fil du temps et être évalué différemment selon les perspectives. Des notions comme *extrémiste* sont par ailleurs souvent influencées par le vocabulaire des autorités étatiques et des agences sécuritaires et associées à la qualification d'« ennemi de la Constitution ». Les limites entre ce que nous considérons comme radical et l'extrémisme sont également définies de manière variable, et à l'heure actuelle, la recherche ne s'accorde pas sur la question de savoir si une attitude radicale ou extrémiste implique nécessairement une disposition accrue à la violence (par ex. Neumann et al. 2018 ; Daase et al. 2019 ; Abay Gaspar 2020).

À l'origine, la *radicalité* est une attitude philosophique qui prétend aborder les problèmes sociaux à la racine. Cette attitude n'est pas forcément négative du point de vue normatif et peut également contribuer, de manière non-violente et démocratique, à un changement social positif. Cependant, le terme *islam radical* est généralement employé comme synonyme de mouvements extrémistes ou violents, effaçant ainsi la limite entre des opinions politiques radicales mais légales et légitimes et des activités hostiles à la Constitution ou considérées comme terroristes. De ce fait, le terme *islam radical* est à la fois analytiquement insuffisant et socialement problématique. Il masque la complexité des phénomènes décrits et peut favoriser le développement d'attitudes islamophobes qui, comme de nombreuses études l'ont montré, sont largement répandues en Allemagne, et dans divers groupes d'âge, niveaux d'éducation et courants politiques (par ex. Kaddor et al. 2018 ; Pickel et Pickel 2023).

Dans le discours scientifique, on propose donc d'utiliser des termes conceptualisés pour être plus précis comme *islamisme*, *extrémisme islamiste* ou *salafisme*. L'islamisme sert alors de terme générique désignant les courants qui visent à organiser la société et la politique selon des normes soi-disant islamiques. Mais ces termes eux aussi sont controversés et ne font pas l'objet de définitions univoques. Des notions comme *islam politique*, *fondamentalisme islamique* ou *djihadisme* sont souvent employées comme synonymes, parfois pour souligner un chevauchement, parfois pour marquer une distinction. Il en résulte que plusieurs termes désignent le même phénomène et que le même terme peut renvoyer à des phénomènes différents, compliquant d'autant plus la clarté terminologique (Damir-Geilsdorf 2023, p. 10).

S'y ajoute l'instrumentalisation politique multiple de ces termes. Comme le terme *islam radical*, le terme *islam politique* est fréquemment utilisé en Allemagne dans les discours conservateurs ou islamophobes afin d'infamer l'engagement politique d'acteurs musulmans en le présentant comme invariablement liés à l'extrémisme. Une différenciation précise est pourtant essentielle : l'*islam politique* renvoie à la représentation de valeurs islamiques au sein de structures démocratiques, tandis que l'*islamisme politique* vise à remodeler les systèmes démocratiques selon des principes religieux (par ex. Schmidinger 2021 ; Lenzen 2024). Il est particulièrement problématique d'assimiler globalement l'islamisme à l'exercice de violence ou au terrorisme. En réalité, de nombreux groupes islamistes agissent sans recours à la violence et se limitent à des activités politiques ou missionnaires légales dans leurs contextes d'action.

Le *salafisme* constitue, à son tour, un courant spécifique au sein de l'islamisme, fondé sur une interprétation littérale du Coran et de la Sunna. À l'intérieur du salafisme existent diverses tendances, allant de groupes puristes, qui rejettent la violence, jusqu'aux acteurs djihadistes, qui considèrent celle-ci comme légitime (voir, pour un aperçu des différents aspects et formes du salafisme en Allemagne : Biene et al. 2016). Dans les débats publics, le *salafisme* est souvent confondu sans nuance avec le *djihadisme*, ce qui occulte la réelle diversité de ce mouvement (Damir-Geilsdorf 2023, p. 25).

Le *djihadisme* désigne un courant idéologique qui érige en devoir religieux le combat armé pour l'instauration d'un ordre social et politique islamique. Ce combat violent peut être dirigée contre une domination non musulmane perçue comme occupation étrangère, mais aussi contre des responsables politiques de pays majoritairement musulmans considérés comme « apostats », ou encore, à l'échelle mondiale, contre les prétendus « ennemis de l'islam », comme c'est le cas pour des groupes tels que Daech ou Al-Qaïda. En raison de leur conception exclusive de l'islam, les djihadistes considèrent souvent d'autres musulmans comme des incroyants ou mécréants et les comptent parmi leurs ennemis (ibid., p. 18 s.).

Il est toutefois important de noter que, dans toutes ces catégories, des amalgames à la fois idéologiques et stratégiques peuvent exister. Les groupes djihadistes, caractérisés par leur apologie de la violence, peuvent, pour des raisons stratégiques, y renoncer temporairement, compliquant ainsi leur classification par les services de sécurité. L'attribution de certains groupements et organisations à ces sous-catégories de l'islamisme est donc souvent moins évidente qu'il n'y paraît (ibid.).

Les phénomènes de *radicalisation* et d'*extrémisme* (islamiste) entretiennent également un lien étroit, mais non nécessairement linéaire. Alors que la radicalisation est comprise comme un processus au cours duquel des individus ou des groupes développent progressivement des convictions et des comportements extrêmes, l'extrémisme, quant à lui, décrit le rejet manifeste des valeurs fondamentales de la démocratie et la justification ou l'emploi de la violence pour atteindre des objectifs idéologiques (par ex. Neumann 2013). L'interface entre les deux phénomènes réside principalement dans la question du moment où la radicalisation se transforme en extrémisme, car toute radicalisation ne conduit pas nécessairement à l'extrémisme ou à la violence.

Une autre jonction thématique, qui contribue à la complexité du sujet, se situe cette fois entre différents phénomènes d'extrémismes, tels que l'extrémisme islamiste et l'extrémisme de droite. Bien que leurs fondements idéologiques diffèrent, on observe souvent des parallèles dans les facteurs d'influence et les mécanismes de radicalisation tels que l'isolement social, le besoin d'appartenance ou l'attrait pour des réponses simples à des questions sociétales complexes (voir, pour une analyse détaillée, par ex. Srowig et al. 2018 ; Schneider 2023). Ces similitudes rendent possible le développement des stratégies de prévention transversales centrées sur les

facteurs individuels, sociaux et sociétaux de la radicalisation. Il est cependant crucial de ne pas négliger les spécificités et les dynamiques propres à chaque phénomène (par ex. Freiheit et al. 2021).

En outre, les interactions entre les différents courants idéologiques jouent un rôle central dans la dynamique des processus de radicalisation. Ainsi, les acteurs islamistes justifient souvent leur idéologie en invoquant une prétendue « croisade » antimusulmane, la discrimination des musulmans ou une « guerre contre l'islam ». Les acteurs d'extrême droite justifient à leur tour leurs actes par une prétendue « islamisation » de la société et la menace sécuritaire qui y serait associée. Ces constructions d'ennemis réciproques et l'escalade qui en découle peuvent mener à des processus de *co-radicalisation,* où les deux camps se renforcent mutuellement.

Le lien entre sécurisation et stigmatisation constitue un autre aspect central dans l'analyse de la radicalisation et de l'islamisme. La sécurisation, c'est-à-dire la focalisation sur les mesures de sécurité et la catégorisation de la radicalisation comme problème sécuritaire, peut entraîner une surveillance et un contrôle accrus de certains groupes de population. Cela comporte le risque que les personnes musulmanes ou perçues comme telles soient placées sous suspicion générale, ce qui augmente la stigmatisation et l'exclusion sociale (Bakali et Hafez 2022), de tels processus favorisant à leur tour la radicalisation, en renforçant le sentiment d'injustice et de marginalisation.

Pour conclure, la diversité des termes et des perspectives sur la radicalisation, l'extrémisme et l'islamisme illustre la complexité de cette thématique. Un usage précis de ces notions est essentiel pour créer de la clarté terminologique et analytique et ainsi éviter les jugements hâtifs dans la mesure où l'usage d'étiquettes génériques telles qu'islamisme ou islam politique/radical peuvent conduire à une assimilation indifférenciée de personnes et de groupes très différents. Mais il ne serait pas non plus adéquat d'adopter sans examen les auto-dénominations des groupes, indépendamment de leur idéologie et de leur pratique religieuse et ce tout particulièrement pour les groupes violents qui utilisent souvent des substantifs ou adjectifs « neutres » dans leur nom, tels qu'*islamique* ou *musulman*, afin de dissimuler leurs objectifs idéologiques (Damir-Geilsdorf 2023, p. 18).

Il n'existe donc pas de solution simple aux débats terminologiques, car tout comme il n'existe pas « un » islam unique, il n'existe pas non plus « un » islamisme unique. Néanmoins, des catégorisations claires sont nécessaires pour garantir la cohérence et la transparence analytiques dans la recherche, la politique et les médias. Un choix conscient des termes est essentiel pour analyser de manière différenciée l'orientation idéologique et stratégique des acteurs qualifiés d'islamistes. Il est dès lors crucial non seulement de déterminer quelles définitions sont employées, par quels acteurs, dans quel contexte et pour quels motifs, mais aussi de prendre en compte les dynamiques et nuances spécifiques à chaque mouvement.

3. Contenus centraux de l'ouvrage collectif

Les auteur·rice·s contribuant à cet ouvrage collectif cherchent à adopter une compréhension large et différenciée des notions de radicalisation, d'extrémisme et d'islamisme, ainsi que de la prévention et de l'intervention qui leur sont liées. Les termes et définitions utilisés dans l'ouvrage sont le résultat de longs et intenses débats entre les auteur·rice·s ; ils doivent être considérés avant tout comme des définitions opérationnelles et comme une base commune de compréhension.

L'ouvrage se divise en douze chapitres, qui abordent des questions centrales relatives à l'islamisme, à la radicalisation, à la polarisation sociale, à la prévention, ainsi qu'aux interactions entre différents acteurs de la société. Les contributions reflètent les résultats de plusieurs années de recherche trans- et interdisciplinaire sur les phénomènes complexes de l'islamisme en Allemagne et en Europe. En outre, elles offrent des pistes précieuses pour la pratique préventive, la réflexion politique et la recherche scientifique face aux défis qui y sont associés.

Les premiers chapitres sont consacrés aux dynamiques fondamentales de l'islamisme. Ils analysent les évolutions sécuritaires et sociopolitiques, les débats publics et les discours médiatiques, ainsi que leurs effets sur les processus de polarisation et de division sociale qui portent le potentiel, à leur tour, d'alimenter la radicalisation.

L'attention se porte ensuite sur les expériences des personnes concernées. Celles-ci incluent, par exemple, les vécus de personnes juives face à l'antisémitisme exprimé par des personnes et des courants d'origine musulmane, ainsi que, à leur tour, les expériences de discrimination de personnes musulmanes, les pratiques de régulation étatique et les vécus de ces individus face au racisme antimusulman[1].

Par la suite, des aspects relevant des sciences religieuses et de la sociologie des religions sont mis au centre de l'analyse. Les contributions examinent ainsi des sermons et des discours religieux dans leur contexte historico-social et éclairent le rôle de la religion dans le traitement des blessures psychologiques et des humiliations, qui seraient sinon susceptibles de déboucher sur une radicalisation de l'individu. Les chapitres suivants abordent d'autres facteurs possibles des processus de radicalisation, parmi lesquels les influences sociales, spatiales et affectives. Ils sont suivis d'analyses portant sur le rôle de la communication de la part de différents acteurs, par exemple les stratégies des acteurs islamistes dans l'espace numérique ou les stratégies de communication des organisations musulmanes après des attentats.

Les chapitres conclusifs portent enfin sur les secteurs de travail social et éducatif. Ils traitent notamment de l'école en tant qu'espace de négociation des questions sociales, culturelles et religieuses. Les conditions structurelles et pratiques dans lesquelles la prévention d'extrémisme évolue sont examinées, et les défis qui se présente aux professionnel·le·s de l'éducation et du travail social sont illuminés.

4. Recommandations et pistes d'action

Les conclusions de l'ouvrage montrent que les défis liés à la gestion de l'islamisme et de la radicalisation ne peuvent être relevés qu'à travers une approche intégrative et interdisciplinaire. Des mesures éducatives, une sensibilisation politique et publique accrue, une coopération renforcée entre les acteur·rice·s étatiques et de la société civile sont nécessaires, ainsi qu'une implication active des communautés musulmanes.

Les structure de prévention doivent constituer en réseau, la société civile doit être soutenue par les acteurs politiques et les structures de recherche doivent être renforcés :

Malgré de nombreuses initiatives de financement existant, il manque encore des structures de recherche durables et organisées en réseau stable. Le budget de la recherche reste faible en comparaison avec d'autres domaines, ce qui rend difficile l'établissement d'une continuité. Des études longitudinales et de développement sur dix ans sont nécessaires afin d'examiner empiriquement les processus de radicalisation, les identités musulmanes, les expériences quotidiennes et les influences transnationales. L'utilisation transparente des données issues des autorités de sécurité, dans le respect des normes juridiques et éthiques, est à cet égard essentielle. Il est également nécessaire de renforcer la mise en réseau des acteurs de recherche divers et de promouvoir des formats innovants qui associent prévention et communication stratégique. Cela commence par une plus grande sensibilité dans la communication politique et scientifique, et ne doit pas être restreint par des agendas politiques à court terme.

Des stratégies de prévention efficaces doivent intervenir dans les lieux de rencontre : écoles, groupes de jeunes, lieux de travail, universités, ainsi que sur les réseaux sociaux dans la mesure où la prévention dite de proximité et le travail socio-éducatif atteignent directement les individus dans leur environnement de vie. L'éducation civile et démocratique, qui promeut la tolérance, devraient être renforcées afin de prévenir la radicalisation et d'éviter la stigmatisation. En effet, de plus en plus de jeunes grandissent dans des milieux éloignés de la démocratie, certains pouvant même être considérés comme extrémistes.

De nombreuses études de cet ouvrage montrent que les processus problématiques de radicalisation naissent souvent dans des contextes locaux et/ou dans des réseaux numériques. La prévention doit donc créer des offres bien ancrées localement et adaptées au numérique. L'aide à la jeunesse, les écoles et les associations jou-

[1] Le terme « racisme antimusulman » ou « racisme anti-musulman » (AMR) désigne les pratiques et attitudes discriminatoires visant les personnes musulmanes ou perçues comme telles. En Allemagne, ce terme est fréquemment utilisé pour distinguer ce phénomène de l'« islamophobie », un concept parfois considéré comme euphémisant — suggérant une peur incontrôlable — plutôt que comme une hostilité générale et politique nourrie par des préjugés essentialisants ou biologisants.

ent ici un rôle central. Des structures financées de manière durable et la confiance dans le travail de prévention local forment la clef de voute d'une prévention efficace.

Les communes et les « Länder » ont besoin de gagner en autonomie, ainsi que de ressources plus importante et de la création de réseaux entre le niveau municipal et le niveau régional. Malgré les défis liés au fédéralisme, cela demeure indispensable pour une prévention efficace.

La dimension transnationale du phénomène de l'islamisme doit être activement prise en compte :

Les phénomènes de radicalisation sont liés aux mouvements migratoires, aux conséquences du changement climatique, aux crises économiques et aux nouvelles structures informationnelles. Il est donc nécessaire de conduire des recherches approfondies sur les interactions entre les processus globaux, transnationaux, nationaux et locaux – en incluant également des perspectives extra-européennes. Dans le même temps, une communication nuancée et un dialogue ouvert sont requis, intégrant des personnes d'horizons religieux, culturels et politiques différents. Cela inclut l'échange interreligieux, par exemple entre musulmanes et musulmans et juives et juifs, ainsi qu'un discours intra-musulman reconnaissant la diversité des communautés islamiques. Cette diversité devrait également se refléter dans les supports éducatifs et pédagogiques.

Une éducation politique et sociale intensive est la base d'une prévention efficace :

Les textes des manuels scolaires et les supports pédagogiques devraient promouvoir l'agentivité personnelle sociétale et politique. Des thèmes tels que la prévention de l'extrémisme, l'interculturalité, la promotion de la démocratie et le travail contre le racisme devraient être davantage intégrés dans les cursus de formation des enseignant·e·s et dans les filières de sciences sociales. L'objectif est de préparer les enseignant·e·s et les professionnel·le·s de l'éducation à élaborer des stratégies de manière indépendante, en prenant en compte le quotidien des jeunes et en favorisant la compréhension interculturelle. Les structures discriminatoires devraient être démantelées et les expériences musulmanes prises au sérieux.

Les amitiés interculturelles et interreligieuses, ainsi que les rencontres extrascolaires, permettent de déconstruire les préjugés et de renforcer les compétences sociales. Les projets de prévention devraient mieux prendre en compte les réalités de vie musulmanes et proposer des initiatives favorisant la cohésion sociale et la capacité de participer dans la vie politique au sein du régime démocratique. Les programmes d'éducation politique et culturelle nécessitent un financement continu et suffisant pour pouvoir renforcer une société marquée par le pluralisme. Les espaces d'engagement démocratique – y compris dans l'auto-organisation des communautés migrantes et musulmanes – doivent être préservés et développés.

Pour la mise en œuvre de ces mesures, il est nécessaire de disposer de personnel pédagogique bien formé. Les enseignant·e·s, travailleur·se·s sociaux et autres professionnel·le·s ont besoin de formations ciblées sur la prévention de l'extrémisme, la gestion des conflits interculturels et phénomènes de discrimination. Des thèmes tels que la compétence interculturelle, la lutte contre la discrimination et le travail relationnel devraient faire partie intégrante de la formation initiale et continue dans la mesure où ces compétences renforcent la capacité d'action dans la gestion des conflits religieux et permettent de repérer précocement les tendances à la radicalisation pour les accompagner de manière professionnelle. Un rapprochement plus étroit des enseignant·e·s avec les disciplines du travail social et de la pédagogie peut contribuer à une professionnalisation accrue. Les structures de conseil pour le personnel pédagogique devraient être renforcées. ■

Bibliographie

Abay Gaspar, H. (2020). *Abgrenzung von Extremismus, Radikalismus und Radikalisierung.* Bundeszentrale für politische Bildung. https://www.bpb.de/lernen/bewegtbild-und-politische-bildung/reflect-your-past/313920/abgrenzung-von-extremismus-radikalismus-und-radikalisierung. [Accessed: 18.01.2025].

Bakali, N., & Hafez, F. (Eds.). (2022). *The rise of global Islamophobia in the war on terror: Coloniality, race, and Islam.* Manchester University Press.

Biene, J. Daase, C., Junk, J., & Müller, H. (2016). *Salafismus und Dschihadismus in Deutschland. Ursachen, Dynamiken, Handlungsempfehlungen*. Frankfurt am Main: Campus.

Brost, L., Kahl, M., Morgenstern, T., & Sold, M. (2022). *Islamismus und islamistischer Terrorismus in Deutschland seit 2001. Aktivitäten – Strukturen – Merkmale.* Research Report, #011.

Daase, C., Deitelhoff, N., & Junk, J. (2019). *Gesellschaft Extrem. Was wir über Radikalisierung wissen.* Frankfurt a.M./New York: Campus.

Damir-Geilsdorf, S. (2023). *Islamismus – Eine Einführung*. Schriftenreihe der Bundeszentrale für politische Bildung.

Freiheit, M., Uhl, A., & Zick, A. (2021). Phänomenübergreifende Radikalisierungsprävention – Perspektiven aus Praxis und Forschung. In MAPEX-Forschungsverbund (Eds.), *Radikalisierungsprävention in Deutschland. Mapping und Analyse von Präventions- und Distanzierungsprojekten im Umgang mit Islamistischer Radikalisierung* (pp. 223–266). Osnabrück/Bielefeld.

Hößl, S. E., Jamal, L., & Schellenberg, F. (2020). Einleitung. In S. E. Hößl, L. Jamal, & F. Schellenberg (Eds.), *Politische Bildung im Kontext von Islam und Islamismus* (pp. 12–16). Bundeszentrale für politische Bildung.

Kaddor, L., Karabulut, A., & Pfaff, N. (2018). *„...man denkt immer sofort an Islamismus "–Islamfeindlichkeit im Jugendalter.* https://islam-feindlichkeit.de/wp-content/uploads/2020/04/UDE-01-IFIJ-PUBLIKATION-10-WEB.pdf. [Accessed: 18.01.2025].

Lenzen, R. (2024). Comparative summary. In T. Jäger, & R. Thiele (Eds.), *Handbook of political Islam in Europe.* Springer Handbooks of Political Science and International Relations. Springer, Cham. https://doi.org/10.1007/978-3-031-46173-6_37.

Neumann, P. (2013). Radikalisierung, Deradikalisierung und Extremismus. *Aus Politik und Zeitgeschichte, 63*, 29–31, 3–10.

Neumann, P., Winter, C., Meleagrou-Hitchens, A., Ranstorp, M., & Vidino, L. (2018). *Die Rolle des Internets und sozialer Medien für Radikalisierung und Deradikalisierung.* PRIF Report, 10, Frankfurt/M.

Pickel, S., & Pickel, G. (2023). Radikaler Islam vs. Radikaler Anti-Islam: Gesellschaftliche Polarisierung und wahrgenommene Bedrohungen als Triebfaktoren von Radikalisierungs- und Co-Radikalisierungsprozessen bei Jugendlichen und Post-Adoleszenten. In S. Pickel, G. Pickel, O. Decker, I. Fritsche, M. Kiefer, F. Lütze, R. Spielhaus, & H.-H. Uslucan (Eds.), *Gesellschaftliche Ausgangsbedingungen für Radikalisierung und Co-Radikalisierung* (pp. 1–29). Springer.

Schmidinger, T. (2021). *Zwischen Analyse, Instrumentalisierung und Praxistauglichkeit. Zur Begriffsdebatte um „Islamismus", „islamistischen Separatismus" und „Politischen Islam"*. Ufuq.de, 29.01.2021. https://www.ufuq.de/aktuelles/zwischen-ana-lyse-instrumentalisierung-und-praxistauglichkeit-zur-begriffsdebatte-um-islamismus-islamistischen-separatismus-und-politischen-islam. [Accessed: 18.01.2025].

Schneider, V. (2023). Was Expert: innen sagen. Betrachtungen des Forschungsfeldes Radikalisierung. In S. Pickel, G. Pickel, O. Decker, I. Fritsche, M. Kiefer, F. Lütze, R. Spielhaus, & H.-H. Uslucan (Eds.), *Gesellschaftliche Ausgangsbedingungen für Radikalisierung und Co-Radikalisierung* (pp. 31–74). Springer.

Srowig, F., Roth, V., Pisoiu, D., Seewald, K., & Zick, A. (2018). *Radikalisierung von Individuen: ein Überblick über mögliche Erklärungsansätze.* PRIF Report, 6, Frankfurt/M.

Chapitre 2 : Personne ne se réveille un matin en étant soudainement radical. Pourquoi les gens se radicalisent-ils ?

Conditions et effets des processus de co-radicalisation

Susanne Pickel (Projet de recherche RIRA)

1. Contexte

Les enjeux de la radicalisation ne sont généralement éclairés dans les médias que lorsqu'un parcours a déjà dégénéré en extrémisme, c'est-à-dire, par exemple, lorsqu'un auteur présumé – le plus souvent masculin – a commis un acte de violence. La radicalisation est alors souvent expliquée par la socialisation de l'auteur de l'attentat, sa consommation de certains médias (aussi dans les réseaux sociaux) ou l'origine de l'extrémiste et, donc, mais juste parfois et éventuellement, par le contexte idéologique de ses actions (Abay Gaspar et al. 2019, p. 17). Pourtant, la conviction idéologique est précisément centrale pour l'attaque finale, car celle-ci vise non seulement – en premier lieu – les personnes tuées, mais en règle générale aussi la société concernée et ses normes et valeurs. La violence des extrémistes d'extrême droite et islamistes constitue en général une déclaration de guerre à l'ordre démocratique et libéral.

Pour expliquer plus précisément pourquoi les gens se radicalisent, plusieurs questions se posent : Que signifie réellement la radicalisation ? Quel est son rapport à l'extrémisme ? Quel rôle jouent la violence et le recours à la violence dans les processus de radicalisation ? Quel rôle joue l'intégration dans certains groupes sociaux dans le processus de radicalisation ? Et, au moins depuis qu'Ebner (2017) a démontré que la radicalisation des groupes ne se produit jamais entièrement en vase clos, il faut également se demander quels liens existent entre islamisme extrémiste et extrême droite. Cela est d'autant plus important que ces deux types d'extrémisme peuvent se renforcer mutuellement.

Le déclencheur des processus de radicalisation est le plus souvent une perte de signification sociale ou individuelle. La personne a l'impression de perdre le contrôle sur sa vie (Fritsche et al. 2024). Le sentiment de ne pas pouvoir décider de sa propre existence, d'être marginalisé, « bousculé », harcelé, pas pris au sérieux ou de ne pas être reconnu comme individu ou membre d'un groupe, devient la perception dominante de l'individu (Fritsche et al., 2011).

Le déplacement partiellement réussi du discours de la droite autoritaire vers le grand public a favorisé les préjugés et l'incitation à la haine contre les migrant·e·s et a rendu une partie de la population réceptive aux représentations d'ennemies promues par des discours antimusulmanes et islamophobes (Pickel et al. 2023 ; Pickel et Öztürk 2022 ; Öztürk et Pickel 2021 ; Pickel 2024a, 2024b ; Spielhaus 2011 ; Strabac et Listhaug 2007). Les constructions identitaires excluantes et les perceptions de menace sont une base pour les représentations ennemies antimusulmanes. Le sentiment de menace s'accompagne d'une sensation de perte de contrôle par une partie de la population qui se replie alors vers un « nous » idéalisé, homogène, en opposition à la menace des « étrangers » (Turner et al. 1987 ; Fritsche 2022).

Les processus de radicalisation islamiste présentent des similitudes, mais possèdent leurs particularités : les expériences de rejet, de dévaluation, de discrimination et de violence raciste, ainsi que la crainte de la répétition de ces événements, éventuellement en lien avec des expériences de violence, suscitent le besoin de restaurer la reconnaissance collective et individuelle et de retrouver un contrôle personnel et social (Kruglanski et al. 2019 ; Fritsche 2022). L'accent plus marqué sur le besoin d'appartenance à un groupe peut se manifester par un retrait vers la communauté musulmane, voir une interprétation fondamentaliste de l'islam, augmentant ainsi, dans certaines parties des communautés migrantes, l'attrait des offres islamistes (Aydin et al. 2010 ; Verkuyten 2018).

La référence à d'autres groupes rejetés peut donc renforcer la radicalisation. En ce sens, les processus de radicalisation peuvent alors être imaginés comme une spirale se développant entre deux groupes diamétralement opposés en termes d'idéologie politique ou de convictions religieuses, les positions des uns influençant celle des autres.

Le projet « Islam radical vs anti-islam radical » (RIRA) a étudié la radicalité de droite et islamiste et a examiné les voies de la radicalisation à travers différentes méthodes empiriques. La question de recherche centrale étant peut-on identifier une spirale de radicalisation qui repose sur un climat social généralement négatif et qui, à travers des étapes d'escalade, conduit à une radicalité des groupes sociaux islamistes et anti-islamiques?

2. Méthodologie

La présente analyse est basée sur une enquête représentative auprès de la population nationale en coopération avec l'institut pour l'étude sur l'autoritarisme de Leipzig (*Leipziger Autoritarismus Studie*, LAS), entre mars et mai 2022. L'enquête portait sur les attitudes vis-à-vis de l'autoritarisme, du nationalisme, du chauvinisme, de l'antisémitisme, de l'hostilité envers les musulman·e·s ainsi que de la culture politique et 2522 personnes y ont répondu.

Pour établir une comparaison entre les musulman·e·s et les non-musulman·e·s, un échantillon de la population musulmane vivant en Allemagne a été constitué au second semestre 2022. Les 607 personnes interrogées ont répondu aux questions d'attitude mentionnées ci-dessus, ainsi qu'à des questions spécifiques sur leurs expériences de discrimination et leurs convictions religieuses. L'échantillon ne peut pas être considéré comme représentatif de l'ensemble des musulman·e·s vivant en Allemagne, car il n'existe pas de recensement statistique complet de la population de base. Bien qu'une couverture aussi large que possible ait été recherchée au moyen d'un plan de quotas et de différentes méthodes de recrutement, la généralisabilité des résultats reste limitée. Les données recueillies reflètent avant tout les opinions et expériences du sous-groupe effectivement interrogé et ne peuvent pas être directement extrapolées à l'ensemble de la population musulmane en Allemagne.

Dans une étude suivante, des enseignant·e·s ont été interrogé·e·s sur leur perception des attitudes et comportements religieux et politiques de leurs élèves, ainsi que sur leurs propres attitudes. À cette fin, une enquête en ligne a été menée en décembre 2023 auprès de 405 enseignant·e·s en Allemagne.

De plus, l'analyse a porté sur la manière dont l'islam est représenté dans les manuels scolaires, documents d'autant plus importants qu'ils contribuent à façonner la perception des musulman·e·s et influencent ainsi le climat social général.

Sur la base de diverses autres collectes de données – par exemple des discussions de groupe et des entretiens sur les motivations de radicalisation, des entretiens avec des travailleur·se·s sociaux·ales et des professionnel·le·s de la prévention, ainsi que des études de cas dans le travail de prévention – des conclusions ont été tirées concernant la gestion des comportements déviants, et de nombreux outils de prévention spécifiques aux groupes cibles, fondés sur les ressources et les besoins identifiés, ont été développés. Ceux-ci comprennent, entre autres, des mesures visant à renforcer la compétence discursive et la résistance aux influences radicales, à promouvoir la formation à la démocratie et à prévenir la radicalisation dans le cadre scolaire, ainsi qu'à favoriser la compréhension et l'intégration de l'islam dans l'enseignement religieux.

3. Résultats principaux

La spirale de radicalisation

a. Islam radical

La perception de la discrimination vécue par les musulman·es peut conduire à un repli sur leur propre groupe et à l'adoption d'interprétations religieuses radicales. La peur d'être discriminé·e par des non-musulman·es est largement répandue : environ 40 % des personnes interrogées craignent la discrimination et la violence raciste. Cette peur n'est pas sans fondement : environ 45 % des musulman·es interrogé·es déclarent avoir déjà été discriminé·es en raison de leur appartenance religieuse. Les groupes les plus souvent cités comme auteurs de discrimination sont les personnes perçues comme d'extrême droite (34 %) ou pour 41%, simplement comme non-musulmanes. Les autorités publiques sont également souvent perçues comme discriminatoires.

Les personnes ayant déjà subi une discrimination craignent d'en subir à nouveau mais ils ne se concentrent pastant sur l'identité des personnes discriminantes que sur les faits même de la discrimination. Cette renforce la conscience d'appartenir à un groupe distinct de la société majoritaire. Un effet indirect devient alors significatif : la discrimination, notamment au sein des institutions, est fortement liée au sentiment de perdre le contrôle sur sa propre vie. Si les personnes discriminées, en quête de sens individuel, s'identifient fortement et uniquement à un groupe, perçu comme « étranger », un stade initial du processus de radicalisation est atteint, dont il est difficile de sortir.

Les données de l'enquête montrent que les conséquences de ces expériences, chez de nombreuses personnes musulmanes, s'accompagnent d'un repli sur leur propre groupe et d'un tournant vers une pratique religieuse fondamentaliste, de la formation d'images d'ennemis (par ex. envers la population juive), d'un détournement de la démocratie et d'attitudes radicales :

Presque deux tiers des personnes interrogées s'identifient au groupe des musulman·es. Environ la moitié considèrent l'islam comme la seule vraie religion et placent le Coran, pour elles personnellement, au-dessus des lois allemandes. Environ un tiers croit que seul l'islam peut résoudre les problèmes actuels ou souhaite un retour à un ordre social semblable à celui du temps du Prophète. Presque 40 % des musulman·es interrogé·es estiment que les juives et juifs sont « sournois », « étranges » ou « trop influents », et les rejettent pour ces raisons (Öztürk et Pickel 2023). Près de deux tiers accepteront des restrictions autocratiques de la démocratie. Ces deux tiers sont capables de combiner leur sentiment de légitimité vis-à-vis de la démocratie (en approuvant le propos « la démocratie convient le mieux à notre société ») avec le désir d'avoir un chef politique autocratique ou avec le souhait de vivre dans 'un système ethno-national à parti unique, jusqu'à considérer une dictature comme une forme d'État éventuellement meilleure. Environ 11 % des personnes interrogées seraient, à l'ultime étape de radicalisation, prêtes à accepter ou à utiliser la violence pour faire valoir leurs intérêts et besoins.

Les analyses ultérieures au sein de ces 11% montrent que l'appartenance au groupe renforce la signification sociale propre, et le sentiment de menace est surmonté par le fondamentalisme religieux et la disposition (active) à la violence. Le fondamentalisme religieux favorise en outre les attitudes hostiles envers les juives et juifs. Celles-ci sont en outre renforcées par des facteurs tels que l'importance de l'appartenance au groupe, un sentiment de perte de contrôle, des schémas de pensée autoritaires, une mentalité complotiste et des orientations de dominance sociale. Des schémas d'attitudes hostiles au système apparaissent le plus souvent parallèlement aux convictions antisémites traditionnelles.

Les analyses montrent cependant que les expériences de discrimination ne conduisent pas directement à la radicalité mais renforcent toutefois le sentiment d'appartenance à son propre groupe, ce qui peut avoir des effets directs et indirects sur les attitudes radicales.

b. Anti-islam radical

Du côté des personnes radicalement antimusulmanes, saisies principalement en enquêtant sur des facteurs liés aux attitudes d'extrême droite, on peut constater des corrélations similaires, qui ne reposent toutefois pas

sur la discrimination, mais sur la perception de menace provenant de l'islam et sur la crainte de la violence islamiste. Les perceptions de menace et les attitudes anti-islamiques ne sont cependant pas réservées à l'extrême droite, mais largement répandues dans la société allemande.

Au sein de la population non musulmane, on observe fréquemment un sentiment de menace, associé à la tendance amalgamer islamisme et pratique musulmane. Le sentiment de menace est aussi en corrélation avec des attitudes chauvinistes et nationalistes. Environ 30 % des non-musulman·es interrogé·es déclarent se sentir menacé·es par « l'islam ». Presque la moitié considèrent les musulman·es comme « dangereux·ses », presque 40 % s'identifient à des personnes critiques envers l'islam et un peu plus de 20 % craignent de devenir eux-mêmes victimes de la violence islamiste. L'appartenance au groupe propre est mise en avant, les musulman·es étant perçu·es comme un groupe étranger. Environ 44 % des non-musulman·es considèrent les musulman·es en général comme des islamistes voulant introduire la charia en Allemagne et islamiser l'Occident (environ 45 %). Ce groupe croit en outre que les jeunes musulman·es sympathisent avec le terrorisme islamiste (environ 42 %). La perception des musulman·es comme islamistes se confond ici avec la perception de l'islam en Allemagne.

Environ 41 % souhaitent répondre à ce sentiment de menace par une force nationale accrue, dans l´objectif d´accroitre aussi bien le pouvoir que le prestige de l´Allemagne sur la scène internationale (20 % sont d'accord, 30 % approuvent partiellement), en imposant fermement et vigoureusement les intérêts allemands (30 %/ 20 %) et en promouvant un fort sentiment national (30 %/ 30 %). Environ la moitié des non-musulman·es sont prêt·es à accepter des restrictions à l'ordre démocratique libéral. Un peu plus de 80 % estiment que la démocratie est la forme politique la plus adaptée à notre société. Un régime ethno-national à parti unique (15 %/25 %), mais aussi un chef politique autoritaire (7 %/15 %) ou une dictature (5 %/12 %) ne sont envisageables ou même souhaitables que pour une partie des non-musulman·es.

Environ 4 % acceptent la violence contre les musulman·es comme légitime. Environ 12 % considèrent la violence comme nécessaire pour provoquer un changement social, 7 % éprouvent de la compréhension pour des auteurs de violence motivés par les critiques de l'islam et 4% participeraient à des manifestations critiques de l'islam même si ces actions les mettent en violation de la loi.

Les analyses complémentaires montrent : plus l'importance attribuée à l'appartenance au groupe propre est élevée, plus fréquemment les non-musulman·es ont tendance à attribuer l'islamisme à tou·tes les musulman·es. Plus cette attribution est forte, plus les attitudes chauvinistes sont fréquentes, et plus ces attitudes chauvinistes sont prononcées, plus souvent des attitudes hostiles au système sont exprimées. Celles-ci sont à leur tour étroitement liées à des attitudes radicales comme l'acceptation de la violence et la disposition à la violence.

Enquête auprès des enseignant·es

15 à 22 % des enseignant·es perçoivent des discriminations à l'encontre des élèves musulman·es ou voient qu'ils souffrent de l'islamophobie générale répandue dans la société. Déjà dans les écoles, on trouve donc des indices d'expériences de discrimination, qui peuvent conduire à un repli sur le groupe d'appartenance perçu et constituer une première étape vers l'entrée dans des processus de radicalisation. En même temps, les enseignant·es voient des problèmes remarquables dans les relations entre élèves musulman·es et non musulman·es. 29 % rapportent que les élèves musulman·es et non musulman·es se provoquent mutuellement, et un tiers croit reconnaître un sentiment de supériorité des élèves musulman·es envers les élèves non musulman·es.

38 % des enseignant·es pensent que certains de leurs élèves apportent de la maison des convictions fondamentalistes chrétiennes. Chez les élèves musulman·es, 65 % supposent quelque chose de comparable parmi certains de leurs élèves. Concernant les attitudes d'extrême droite, 59 % des enseignant·es voient un transfert depuis le domicile familial vers l'école chez certains élèves.

Cependant, seulement 7 % des enseignant·es ont observé des disputes fréquentes entre musulman·es et élèves avec des convictions de droite. Environ un·e enseignant·e sur dix rapporte avoir déjà vécu « plus souvent » des conflits justifiés religieusement, ou des différends concernant l'interprétation religieuse.

Il est préoccupant de constater que 59 % des enseignant·es déclarent que leurs élèves ne savent tout au plus qu'approximativement ce qu'est la démocratie et comment elle fonctionne. Il est important de noter que les évaluations des enseignant·es dépendent aussi de leurs propres structures d'attitudes envers l'islam. Si celles-ci sont plutôt négatives, alors les attitudes protectrices diminuent aussi. Ainsi, chez les enseignant·es ayant des attitudes hostiles à l'islam, la conviction que les élèves musulman·es souffrent de l'islamophobie générale se réduit de moitié (11 %). En général, on observe un besoin considérable de formation continue sur les thèmes de l'extrémisme de droite et de la radicalisation islamiste.

Un peu plus de la moitié des enseignant·es souhaite que l'islam soit un thème plus présent dans l'enseignement. Le matériel d'information préféré par les enseignant·es sont les brochures courtes (63 %) et les offres de prévention sur la radicalisation islamiste (51 %) et d'extrême droite (43 %).

Analyse des manuels scolaires

Des analyses de discours menés par Shalaby et Spielhaus en 2023 sur l'analyse de manuels scolaires (p. 328) montrent que trois complexes thématiques forment le contexte pour une discussion de l'islam dans l'enseignement scolaire en Allemagne. Le plus souvent, l'islam est en effet abordé dans le cadre de (1) *l'éducation à la démocratie*, dans la thématique (2) *sécurité et paix*, plus précisément les droits humains, les guerres et les conflits armés comme la paix mondiale, ainsi que dans le champ thématique (3) *migration et diversité*. Dans ce cadre, on choisit souvent des exemples qui présentent l'islam dans le contexte de l'extrémisme religieux, du salafisme ou du terrorisme à motivation islamique, donnant ainsi l'impression que l'islam en tant que religion est identique à l'islam politique ou extrémiste.

Dans le contexte de l'extrémisme et du terrorisme, on fait souvent référence aux pays d'origine des islamistes, et l'islam est présenté comme un *choc des civilisations* ou comme un danger pour la démocratie (Shalaby et Spielhaus 2023). Ces exemples négatifs montrent une conception de l'islam comme religion violente et intransigeante. Dans ces cas, les manuels scolaires illustrent les situations de menace à l'exemple de "l'extrémisme religieux : islamisme."

4. Conclusion et recommandations

Alors, quand est-ce qu'un être humain se réveille le matin en étant soudainement radical ? Surtout lorsqu'il a peur et croit avoir perdu le contrôle sur sa vie ; lorsqu'il peut alors aller vers un groupe qui l'accueille dans un tel moment, et avec bienveillance et est capable de renforcer son sentiment de valeur personnelle ; lorsqu'il peut y adopter un récit qui souligne l'importance de son propre groupe ainsi que de ses valeurs et normes, mais distingue d'autres groupes et remet en question leur égalité ; lorsqu'il développe une image ennemie correspondante et apprend à croire dans une domination de son propre groupe sur d'autres groupes sociaux, ainsi que lorsqu'il développe des convictions autoritaires dont découle une hostilité envers la démocratie ; et lorsqu'il ressent un désir pour un dirigeant fort et autocratique, alors, tous ces facteurs réunis, la probabilité est très grande que cet être humain se réveille le matin prêt à la violence radicale.

Pour éviter ce type d'engrenage, il est nécessaire que la prévention de l'extrémisme en tant que champ professionnel ainsi que le travail social soutiennent l'équilibre et se renforcent mutuellement – à l'intérieur et à l'extérieur des écoles. Une bonne coexistence sociale des différents groupes n'existe que par la reconnaissance, l'estime et le respect d'une cohabitation entre des personnes avec multiples identités dans une société diverse. Les stratégies efficaces de prévention de l'extrémisme sont celles qui fonctionnent aussi dans le travail social ou éducatif de manière plus générale. En effet, elles interviennent là où se trouvent les personnes en voie de radicalisation ou celles présentant un comportement déviant, c'est-à-dire directement à l'école, dans les groupes de jeunes, sur le lieu de travail, à l'université ou sur Internet et les réseaux sociaux.

Les stratégies contre la radicalisation sont efficaces lorsqu'elles :

- s'adressent aux jeunes dans leur situation de vie respective avec leurs questions individuelles,
- introduisent déjà à l'école des solutions pour l'expression des intérêts et une interaction respectueuse avec autrui, en soulignant ce qui est commun,
- prennent les jeunes au sérieux, les encouragent à agir par eux-mêmes, leur font faire l'expérience de la démocratie et brisent les hiérarchies de manière ouverte,
- apportent dans les groupes sociaux des modèles de rôle positifs, et
- témoignent aux jeunes du respect et de l'estime.

La base du succès de ces stratégies est une éducation politique et sociale démocratique, active et intensifiée. Pour cela, il faut des supports pédagogiques adaptés, des textes de manuels scolaires, ainsi que des mesures scolaires et extrascolaires. Celles-ci devraient viser à renforcer les exigences des adolescents et post-adolescents en matière d'efficacité sociale et politique, ainsi que leurs compétences en résolution de problèmes. ■

Bibliographie

Abay Gaspar, H., Daase C., Deitelhoff, N., Junk, J., & Sold M. (2019). Vom Extremismus zur Radikalisierung: Zur wissenschaftlichen Konzeptualisierung illiberaler Einstellungen. In C. Daase, N. Deitelhoff, & J. Junk (Eds.), Gesellschaft Extrem. *Was wir über Radikalisierung wissen* (pp. 15–43). Campus.

Aydin, N., Fischer, P., & Frey, D. (2010). Turning to god in the face of ostracism: effects of social exclusion on religiousness. *Personality and Social Psychology Bulletin,* 36(6), 742–753.

Ebner, J. (2017). T*he rage: The vicious circle of Islamist and far-right extremism*. I.B. Tauris.

Fritsche, I. (2022). Agency through the we: Group-based control theory. *Current Directions in Psychological Science, 31*(2), 194–201.

Fritsche, I., Jonas, E., & Kessler, T. (2011). Collective reactions to threat: Implications for intergroup conflict and solving societal crises. *Social Issues and Policy Review, 5*(1), 101–136.

Fritsche, I., Hoppe, A., & Hess, F. (2024). Gruppenbasierte Kontrolle und Rechtsradikalisierung. In T. Rothmund, & E. Walther (Eds.), *Psychologie der Rechtsradikalisierung. Theorien, Perspektiven, Prävention* (pp. 57–68). Kohlhammer.

Kruglanski, A. W., Bélanger, J. J., & Gunaratna, R. (2019). *The three pillars of radicalization: Needs, narratives, and networks*. University Press.

Öztürk, C., & Pickel, G. (2021). Eine Stimme gegen die Invasion der Muslim*innen? Zur Bedeutung muslim*innenfeindlicher Einstellungen für die Mobilisierungserfolge und den machtpolitischen Aufstieg rechtspopulistischer Parteien in Europa. In W. Muno, & C. Pfeiffer (Eds.), *Populismus an der Macht. Strategien und Folgen populistischen Regierungshandelns* (pp. 61–100). Springer VS.

Öztürk, C., & Pickel, G. (2023). Antisemitismus unter Muslim:innen: Ein Problemfeld potentieller Radikalisierung oder nur ein Instrument rechter Akteure? In S. Pickel, G. Pickel, O. Decker, I. Fritsche, M. Kiefer, F. Lütze, R. Spielhaus, & H.-H. Uslucan (Eds.), *Gesellschaftliche Ausgangsbedingungen für Radikalisierung und Co-Radikalisierung* (pp. 351–398). Springer VS.

Pickel, G., & Öztürk, C. (2022). Die Bedeutung antimuslimscher Ressentiments für die Erfolge des Rechtspopulismus in Europa – Konzeptionelle Überlegungen und empirische Befunde. In M. Wohlrab-Sahr, & L. Teczan (Eds.), Islam in Europa, Institutionalisierung und Konflikt (pp. 303–355). *Soziale Welt. Sonderband 25*. Nomos.

Pickel, G., Pickel, S., Celik, K., & Schneider, V. (2023). Elemente und Rahmenbedingungen der (Co-)Radikalisierung. Erste Analysen und Erkundungen des Forschungsfeldes. HIKMA. *Zeitschrift für Islamische Theologie und Religionspädagogik*, 14, 31–53.

Pickel, G. (2024a). Antimuslimische Einstellungen und antimuslimischer Rassismus. In G. Pickel, O. Decker, & K. Reimer-Gordinskaya (Eds.), *Der Berlin-Monitor 2023. Berlin in Zeiten multipler Krisen* (pp. 61–89). Zu Klampen.

Pickel, G. (2024b). Die Melange von Rechtspopulismus und antimuslimischen Rassismus als Bedrohung des gesellschaftlichen Zusammenhalts. In A. Salheiser, M. Alexopoulou, C. Meier zu Verl, & A. Yendell (Eds.), *Die Grenzen des Zusammenhalts. Wie Inklusion und Exklusion zusammenhängen* (pp. 101–118). Campus.

Shalaby, R., & Spielhaus, R. (2023). Islam und Islamismus im Kontext von politischem Extremismus in aktuellen Schulbüchern für den Politikunterricht. In S. Pickel, G. Pickel, O. Decker, I. Fritsche, M. Kiefer, F. Lütze, R. Spielhaus, & H.-H. Uslucan (Eds.), *Gesellschaftliche Ausgangsbedingungen für Radikalisierung und Co-Radikalisierung* (pp. 321–350). Springer VS.

Spielhaus, R. (2011). *Wer ist hier Muslim? Die Entwicklung eines islamischen Bewusstseins in Deutschland zwischen Selbstidentifikation und Fremdzuschreibung.* Ergon.

Strabac, Z., & Listhaug, O. (2007). Anti-Muslim prejudice in Europe: A multilevel analysis of survey data from 30 countries. *Social Science Research*, 37(1), 268–286.

Turner, J. C., Hogg, M. A., Oakes, P. J., Reicher, S. D., & Wetherell, M. S. (1987). *Rediscovering the social group*. Blackwell.

Verkuyten, M. (2018). Religious fundamentalism and radicalization among Muslim minority youth in Europe. *European Psychologist*, 23(1), 21–31.

Chapitre 3 : L'approche sociale et politique de l'Allemagne face à l'islamisme – Un aperçu des tendances et des défis essentiels

Reem Ahmed, Lea Brost, Julian Junk, Martin Kahl, Mona Klöckner, Lea Scheu, Manjana Sold et Isabelle Stephanblome (Projet de recherche KURI)

1. Contexte

Le discours médiatique et politique des deux dernières décennies a souvent été tourné autour de préoccupations impliquant des acteurs islamistes ou des actes de violence planifiés ou effectivement réalisés au nom de l'islam, parfois de manière continue et ce pendant des semaines. Au centre de débat se retrouve à la fois les mesures de sécurité étatiques et les approches préventives de la société civile, lesquelles n'ont pour l'instant pas encore été soumises à une recherche empirique systématique.

Le projet KURI (« Configurations des pratiques sociales et politiques dans la gestion de l'islam radical ») analyse comment se sont développés les différentes réactions au phénomène d'islamisme en Allemagne. Ce projet s'intéresse à la fois au domaine de la gestion politique ainsi qu'aux actions des autorités de sécurité et de la société civile, y compris en domaine de gestion politique, les actions des autorités de sécurité et de la société. En Allemagne, les attentats du 11 septembre 2001 ont servi de point de départ à la prise de nombreuses contre-mesures et ont induit l'introduction d'importantes nouveautés légales. En parallèle, de nombreuses activités de la société civile ainsi que des programmes de soutien ont émergé, reflétant les différentes perceptions du problème et les diverses stratégies de réaction qui les accompagnent.

Pour dresser un tableau complet de la gestion de l'islamisme en Allemagne, les questions suivantes ont été explorées :

(1) Quelles tendances se démarquent dans les manifestations concrètes de la gestion politique, des réactions des autorités de sécurité et de la société face à l'islamisme en Allemagne depuis 2001 ?

(2) Comment 'une société peut-elle faire face aux enjeux de terrorisme, phénomène à la fois complexe et imprévisible, tout en respectant l'équilibre fragile entre liberté individuelle et sécurité, et ce, dans le cadre de l'État de droit ?

(3) Plus largement, comment la société civile, en dehors de la pratique sécuritaire et préventive, perçoit-elle le discours de justification des mesures contre l'islamisme ?

(4) Dans quelle mesure la perception de la menace immédiate concernant l'islamisme diffère-t-elle de la perception de la menace d'autres phénomènes regroupés sous le terme « extrémisme » ?

2. Méthodologie

Quatre volets d'enquête ont été poursuivis :

Premièrement, dans une étude longitudinale, tous les événements pouvant être attribués au domaine du phénomène islamisme ont été identifiés. Les modifications légales essentielles concernant la gestion de l'islamisme ont aussi été enregistrées et ajoutées à la même chronologie. Des bases de données existantes sur les attentats terroristes, de données des autorités de sécurité accessibles au public et de rapports médiatiques ont servis comme base pour une analyse du modus operandi des acteurs islamistes en Allemagne depuis 2001. De plus, toutes les lois fédérales adoptées entre 2001 et 2023 en lien avec le terrorisme ont été regroupées dans une base de données propre au projet. Les lois ont été soumises à une analyse légale afin de retracer les dynamiques et changements de régime dans différents domaines du droit ainsi que leurs conséquences.

Le deuxième volet de recherche concerne des analyses qualitatives structurées en dossier. Celui-ci inclut notamment la façon dont les autorités de sécurité ont représenté les menaces qui les concernent, les débats sur la gestion de l'islamisme au Bundestag allemand, les thèmes principaux des reportages médiatiques et les mesures opérationnelles essentielles contre l'islamisme qui se laissent identifier dans les politiques publiques de cette période.

Troisièmement, entre mars 2023 et août 2024, 45 entretiens semi-structurés ont été réalisés avec des acteurs de l'administration étatique et des autorités de sécurité ainsi qu'avec des acteurs représentant la société civile et la vie politique. Il leur a été demandé d'évaluer les menaces existantes, de donner leur avis sur l'efficacité des mesures cherchant à contrecarrer l'islamisme et d'expliquer les facteurs qui influencent le cadre institutionnel chargé de la gestion de l'islamisme, en se basant sur leur perception et expertise propre.

Enfin, plusieurs enquêtes et sondages ont été menées parmi la population allemande. Les participants ont été interrogés en quatre vagues sur la période d'un an en utilisant un outil accessible en ligne. Le contenu des enquêtes portait sur le ressenti de menace face à l'islamisme, à l'extrémisme de droite et à l'extrémisme de gauche ainsi que sur leurs attitudes envers différentes mesures de politique de sécurité.

3. Résultats principaux

Activités islamistes entre 2001 et 2023

Entre 2001 et 2023, 15 attentats à motivation islamiste ont eu lieu en Allemagne, faisant au total 21 morts et au moins 120 blessés. La majorité des attentats a été commis par des auteurs isolés. À partir de 2017, une diminution des activités d'attentat et de préparation a été constatée, tandis qu'entre 2021 et 2023, une reprise de certains cas suspects et activités associées ont été observées.

Concernant les activités politiques des islamistes, on peut constater qu'à partir de 2003, la propagande audiovisuelle et les menaces publiques ont d'abord dominé l'image du courant. En 2015/2016, des campagnes de rue plus larges et visibles, telles que l'action de distribution du Coran « Lis ! », ont concentré l'attention publique. Actuellement, on observe plutôt un travail missionnaire à petite échelle et un « retrait dans la sphère privée » (Office fédéral pour la protection de la Constitution 2022, p. 196), bien qu'une augmentation des activités publiques ait été observée à nouveau depuis 2021/2022 (Office de protection de la Constitution de Rhénanie-du-Nord-Westphalie 2022, p. 218).

Beaucoup de craintes concernant le développement et les menaces liées à l'islamisme après le 11 septembre 2001 ne se sont en fait pas réalisées. On peut supposer que cela est lié à l'élargissement des compétences et des moyens des autorités de sécurité depuis 2001, ce qui a permis de prévenir plusieurs attentats et d'exercer une pression considérable sur les scènes islamistes.

Changements juridiques depuis 2001

Entre 2001 et 2023, un total de 80 lois dites « antiterroristes » ont été adoptées. Les compétences des autorités de sécurité ont été systématiquement étendues. Ces lois concernaient surtout la collecte, le traitement et l'échange de données, offrant aux services de renseignement et à la police une plus grande marge de manœuvre en cas de danger imminent, notamment en ce que concerne la surveillance électronique, les perquisitions et la création de bases de données complètes. De nombreuses mesures ont également été adoptées pour cibler la protection des frontières, les infrastructures, la protection civile et la lutte contre le financement du terrorisme.

En droit pénal, moins de changements concrets ont été réalisés, mais ils ont été d'autant plus marquants. À titre d'exemple, la loi sur « la poursuite de la préparation d'actes de violence graves mettant en danger l'État » (Allemand : « Gesetz zur Verfolgung der Vorbereitung schwerer staatsgefährdender Gewalttaten », GVVG) a rendu les actes préparatoires punissables et a élargi le champ pour la justice pénale. Il y a également eu plusieurs modifications du droit de séjour visant aussi la lutte contre le terrorisme.

Ces tendances montrent une normalisation des mesures de lutte contre le terrorisme, qui ne se rapportaient plus uniquement à des situations d'attentat concrètes, mais étaient décrites comme une partie nécessaire du répertoire permanent des autorités de sécurité.

Représentations des menaces par les autorités de sécurité

Alors que l'intensité de la représentation de la menace islamiste dans les rapports du Service de protection de la Constitution a fluctué entre 2001 et 2013, on observe de 2014 à 2018 une perception accrue de la menace islamiste. En 2016 et 2017, il a notamment été régulièrement souligné qu'en Allemagne un attentat pourrait se produire « à tout moment » (Office fédéral pour la protection de la Constitution 2017, p. 155, 2018, p. 164). Ensuite, la représentation de la menace a de nouveau diminué, tout en restant à un niveau élevé. En 2019, la menace islamiste a été décrite comme « diffuse et sous-jacente » (Office fédéral pour la protection de la Constitution 2020, p. 173). Depuis l'attaque du Hamas contre Israël en octobre 2023, le Service de protection de la Constitution constate une nouvelle augmentation du danger, accompagnée d'une forte hausse des infractions pénales.

Débats au Bundestag allemand

Dans la période d'observation, on constate un large consensus parmi les groupes parlementaires sur la nécessité de mesures contre l'islamisme, et ce dès le stade préventif. Cependant, les opinions ont divergé quant à la manière dont l'État devait agir concrètement et jusqu'où il pouvait aller. Toutefois, les demandes en faveur de plus de pouvoirs étatiques l'ont emporté sur celles prônant la retenue et la crainte de la création d'un « État sécuritaire ».

Avec son arrivée au pouvoir fin 2021, la coalition dite « en feu tricolore » a initié un déplacement du discours au Bundestag, mettant davantage l'accent sur la lutte contre l'extrémisme de droite. Les orateurs de la coalition ont montré une grande retenue dans leurs demandes de nouvelles mesures, en particulier l'extension des compétences des autorités de sécurité, et ont plaidé pour un renforcement de la prévention et de l'éducation civique.

Représentations de la menace et exigences d'action dans les médias classiques (analyse des discours des journaux *Süddeutsche Zeitung* et *Die WELT*)

Immédiatement après des attentats, la couverture médiatique augmente fortement. Notre analyse montre dans quelle mesure les circonstances et conséquences des actes ont été discutées, ainsi que les antécédents des acteurs et leurs motivations présumées. Concernant les menaces présentées, il n'était pas seulement question de la peur des attentats islamistes en Allemagne, mais aussi de la montée de l'islamophobie, d'une société polarisée et de la menace pour les valeurs démocratiques et de l'État de droit. Les exigences d'action rapportées concernent à la fois le traitement répressif de l'islamisme et les mesures préventives, ainsi que la prévention d'une division de la société. Globalement, même aux pics de couverture après les attentats, un traitement relativement équilibré a été observé.

Mesures contre l'islamisme en Allemagne

L'analyse de l'évolution des mesures contre l'islamisme après les attentats du 11 septembre 2001 a montré, outre l'élargissement des compétences des autorités de sécurité, qu'une criminalisation préventive a eu lieu et que des bases de données extensives ont été créées. En parallèle, la promotion d'approches préventives étatiques et de la société civile a été priorisée, avec une concentration toute particulière sur les processus de radicalisation.

Deux « paquets de sécurité » adoptés quelques mois après le 11 septembre 2001 ont conduit à plusieurs modifications légales limitant le champ d'action des organisations terroristes internationales et prévenant les préparations d'attentats. Les années suivantes ont vu l'adoption d'autres lois. Depuis 2001, les autorités de sécurité ont obtenu des pouvoirs supplémentaires pour des mesures de surveillance étendues. Après les attentats de Madrid (2004) et Londres (2005), et surtout à partir des années 2010 avec l'expansion de programmes

fédéraux tels que « Vivre la démocratie ! », l'accent a davantage été mis sur les approches de la société civile, après avoir constaté que l'extrémisme violent et le terrorisme ne pouvaient être empêchés ou combattus uniquement par des mesures répressives.

Perceptions des acteurs étatiques et de la société civile

Les entretiens avec les experts montrent que les évaluations de la menace diffèrent fortement selon l'appartenance institutionnelle et la localisation régionale. Malgré certaines fluctuations, il ressort comme point commun que l'islamisme est décrit comme une menace élevée mais abstraite. Cependant, il a également été souligné qu'actuellement la menace posée par les attentats terroristes est plus faible en comparaison des années 2015-2017 et que le domaine de l'extrémisme de droite représente désormais un danger plus grand. Ceci étant, les politiciens interrogés après l'attaque du Hamas sur Israël le 7 octobre 2023 ont de nouveau évalué l'islamisme comme fortement menaçant.

Les acteurs de la société civile ont souvent souligné l'ignorance généralisée de la population sur l'islam et ont critiqué les attitudes discriminatoires de certains enseignants et policiers. Selon eux, le domaine de lutte contre le racisme antimusulman devrait donc être soutenu à la fois financièrement et structurellement, et ils réclament que l'éducation à la discrimination soit mieux intégrée dans la formation des enseignants et des policiers. Du point de vue des autorités de sécurité, on constate une professionnalisation et une sensibilisation du Service de protection de la Constitution et de la police à la lutte contre l'islamisme.

Les personnes interrogées sur les principales évolutions dans le domaine de la lutte contre l'islamisme décrivent une « économie de l'attention » dans la politique et les médias, marquée par des vagues qui produisent et reproduisent un intérêt pour le thème d'islamisme selon un dynamisme propre et suivant les modes, parfois en lien avec des attentats terroristes, parfois indépendamment de ceux-ci. Cette particularité peut conduire à une politique symbolique et à un faux activisme sans répercussions durables du fait de son ignorance des enjeux plus larges de cohésion sociale. Les mesures contre l'islamisme ont ainsi été introduites de manière cyclique et ont souvent été justifiées en réaction à des événements ou comme adaptation au modus operandi changeant des islamistes.

Perceptions individuelles et attitudes face à l'islamisme dans la population allemande

Les participants aux enquêtes soutiennent les mesures étatiques de manière variable selon les phénomènes ciblés : les perquisitions systématiques et la détention préventive ont été particulièrement soutenues quand elles concernaient des individus recherchés pour des crimes liés à l'islamisme, tandis que l'application de peines maximales et la surveillance ont été peu approuvées quand liées à l'extrémisme de gauche. Le soutien aux mesures est directement lié à la perception de menace dite « menace pour l'Allemagne ». L'auto-positionnement politique sur l'axe gauche-droite joue également un rôle important : les personnes qui s'identifient comme électeurs appartenant à la droite soutient surtout les mesures contre l'extrémisme de gauche et l'islamisme, mais moins contre l'extrémisme de droite, tandis que celles à gauche soutient surtout les mesures contre l'extrémisme de droite.

Sur l'ensemble de tous les participants, l'extrémisme de droite a été évalué comme le plus menaçant pour l'Allemagne, suivi de l'islamisme et de l'extrémisme de gauche. La perception de la menace fluctue plus que l'approbation des mesures, qui semble plus stable à long terme. Concrètement, lors de la dernière vague d'enquête en novembre/décembre 2023, on a observé une augmentation de la perception de la menace par l'islamisme. Cela peut être interprété comme une réaction à l'attaque du Hamas sur Israël le 7 octobre 2023 et à l'escalade qui a suivi dans le conflit Israël/Palestine.

En résumé, les perceptions de menace sont « spécifiques au phénomène » et les personnes se situant aux extrêmes du spectre politique donnent la priorité aux répressions contre certaines formes d'extrémisme qu'ils lient à leurs « ennemis politiques ».

4. Conclusion et recommandations

Les résultats montrent une tendance progressive à placer les mesures pour contraindre l'islamisme en amont des actes criminels et vers la prévention des processus de radicalisation. Néanmoins, les analyses montrent que dans le complexe entre débat public, contraintes prétendues de la politique de sécurité et interventions de la société civile, aucune insistance démesurée des mesures de sécurité n'est observable ces dernières années. On réagit plutôt à des événements isolés en équilibrant alarmisme et retenue politique, ce qui est aussi influencé par la jurisprudence de la Cour constitutionnelle fédérale. Parallèlement, on constate l'élargissement des compétences et la mise en réseau des autorités de sécurité – par exemple à travers la création de centres de coopération, l'expansion des bases de données et l'utilisation de nouvelles technologies de surveillance – qui se sont consolidées structurellement, et qui vont certainement perdurer au-delà de la menace actuelle.

Ces développements soulignent les défis et ambivalences continus quand il s'agit de négocier et équilibrer l'intérêt publique de sécurité et les libertés individuelles. Ce processus de renégociation se produit sous les projecteurs des perceptions sociétales de menace et les exigences qui en découlent pour la politique et les autorités de sécurité.

Toutefois, la complexité de la gestion de l'islamisme en Allemagne – due aux interactions fédérales, aux dispositions légales, aux intérêts institutionnels et aux pratiques historiques de résolution de problèmes dans les domaines sécuritaires et socio-politiques – ne peut être pleinement saisie dans un projet de recherche limité dans le temps. Les débats sur les procédures de contrôle et de vérification, ainsi que l'évaluation prévue de la législation sur la sécurité dans le contrat de coalition du gouvernement en feu tricolore, montrent en outre combien il est indispensable d'étudier scientifiquement les tendances à long terme dans ce domaine. ■

Bibliographie

Bundesamt für Verfassungsschutz. (2017). *Verfassungsschutzbericht 2016*.

Bundesamt für Verfassungsschutz. (2018). *Verfassungsschutzbericht 2017*.

Bundesamt für Verfassungsschutz. (2020). *Verfassungsschutzbericht 2019*.

Bundesamt für Verfassungsschutz. (2022). *Verfassungsschutzbericht 2021*.

Landesamt für Verfassungsschutz Nordrhein-Westfalen. (2022). *Verfassungsschutzbericht des Landes Nordrhein-Westfalen über das Jahr 2022.*

Chapitre 4 : De la périphérie au centre ? Interprétations de l'islam proposées par la droite populiste et recommandations pratiques pour les confronter

Anna-Maria Meuth, Max Manuel Brunner, Liriam Sponholz, Mirjam Weiberg et Sabrina Zajak (Projet de recherche RaMi)

1. Contexte

Le projet RaMi (« De la periphérie au centre ? Les interprétations populistes de droite de l'islam comme défi sociétal en Allemagne, en Europe et au-delà ») part du constat que, dans les sociétés européennes, les débats autour de l'islam sont largement marqués par des sentiments de peur et d'insécurité. Ce projet part de l'hypothèse que le populisme de droite, en pleine expansion dans les démocraties d'Europe occidentale (cas étudiés : Allemagne, France et Royaume-Uni), joue un rôle central dans la construction et la diffusion d'un discours présentant l'islam comme une menace. Le projet questionne l'évolution du discours public dans les dernières décennies. Plus précisément, il questionne la manière dont celui-ci a pu se transformer, selon quelles conditions et dans quelle direction, notamment en prenant en compte l'effet de la rhétorique populiste liant identité nationale, migration (musulmane) et représentation d'un islam perçu comme radical.

Les mécanismes sociaux par lesquels des acteurs établis, soient-ils politiques, ecclésiastiques ou issus de la société civile, reprennent et normalisent des positions et valeurs populistes de droite au sein même du centre démocratique retiennent particulièrement l'attention des chercheurs (Krzyżanowski et al. 2023 ; Wodak 2018, 2020). L'adhésion croissante aux partis populistes de droite dans les pays étudiés ne serait d'ailleurs pas pensable sans le rôle des médias de masse. Leur présence dans les talk-shows et les interviews de presse a fait des populistes de véritables acteurs à part entière du champ politique et les légitimisent.

A cela s'ajoute le fait que les acteurs populistes exploitent également les réseaux sociaux de manière hautement professionnelle et efficace (Serrano et al. 2019 ; Engesser, Fawzi & Larsson 2017). Il paraît donc essentiel d'examiner dans quelle mesure les conditions sociales et politiques – notamment la médiatisation accélérée de cette dernière– contribuent à la diffusion d'interprétations populistes présentant l'islam comme radical et menaçant. On s'attend hypothétiquement à ce qu'au sein du discours médiatique et du champ politique, une normalisation de l'intolérance et du dénigrement de l'islam et des musulman·es se soit intensifiée et solidifiée au cours des dernières décennies (Sponholz et al. 2023).

La question directrice de recherche est donc d'étudier si et comment les récits populistes et islamophobes sont passés "de la périphérie au centre". Autrement dit, dans quelle mesure ces récits s'imposent-ils comme norme au cœur de la société, en étant soutenus ou instrumentalisés par les acteurs populistes de droite.

2. Méthodologie

La démarche méthodologique combine des analyses contextuelles historiques propres à chaque pays, des analyses de contenu automatisées et manuelles d'articles de presse, ainsi que des entretiens qualitatifs semi-directifs. Les analyses contextuelles ont comparé les partis populistes de droite en France, en Allemagne et au Royaume-Uni, leurs constructions de l'islam et de la migration comme figures de l'ennemi, ainsi que leur évolution historique.

À partir des articles de presse, nous avons examiné dans quelles conditions et de quelle manière le discours public (médiatique) sur l'islam et les musulman·es s'est formé et transformé durant les vingt dernières années. L'étude a porté sur la presse nationale de référence : *Süddeutsche Zeitung, DIE WELT, The Guardian, The Times, Libération* et *Le Figaro.*

Les principales questions de recherche étaient les suivantes :

(1) Quelle est la répartition thématique de l'attention médiatique consacrée à l'islam et aux musulman·es ?

(2) Quelles questions ou quels événements ont provoqué les pics d'attention médiatique entre 2000 et 2020 ?

(3) Quels acteurs sociaux s'expriment dans les médias sur l'islam et les musulman·es lorsque l'attention médiatique est la plus forte ?

(4) Comment ces acteurs interprètent-ils l'islam ?

Une analyse chronologique a d'abord permis de mesurer la fréquence des articles consacrés à l'islam entre 2000 et 2020. Une analyse automatisée du contenu a ensuite été réalisée sur les articles publiés dans les quatre semaines suivant les pics d'attention.

L'analyse des mots et associations les plus fréquents a permis d'identifier les événements déclencheurs. Un échantillon aléatoire de 600 articles a ensuite été soumise à une analyse manuelle, afin de déterminer quels acteurs ont été invités à s'exprimer après ces pics d'attention. Leurs déclarations ont été codées selon les mentions et associations évoquant l'islam et les musulman·es (termes dominants : *criminalité, terrorisme, genre, démographie, maladie, génétique, retard, discrimination, charge économique, sexualité, antisémitisme*, etc.).

Finalement, en 2022/2023, vingt entretiens semi-directifs ont été menés auprès d'acteurs engagés de la politique locale, de l'administration et de la société civile (inter)religieuse en Allemagne et au Royaume-Uni. Ces entretiens visaient à comprendre les mécanismes de diffusion de l'islamophobie dans la société et de cartographier les effets de ces récits.

3. Résultats principaux

La recherche montre que les interprétations populistes actuelles de l'islam s'inscrivent dans une continuité de schémas discursifs établis de longue date et se manifestent actuellement et simultanément dans plusieurs sociétés d'Europe occidentale. Les analyses historiques conduites situent le début des processus de normalisation de ces récits dans les années 1970. Depuis les années 2000, le populisme de droite a construit l'islam comme une nouvelle menace pour la « civilisation occidentale ». Cependant, dans les journaux étudiés (Allemagne, Royaume-Uni, France), le populisme de droite n'a pas joué le rôle déterminant dans la formation du discours médiatique : il agit plutôt comme accélérateur et catalyse les tendances médiatiques préexistantes.

L'analyse de l'évolution du discours montre que, depuis les attentats du 11 septembre 2001, les médias ont fortement accru leur couverture de l'islam et des musulman·e·s. En 2000, le nombre moyen d'articles quotidiens sur le sujet variait entre 2,6 et 5 par journal ; en 2001, il a quasiment doublé, et ce niveau élevé s'est maintenu tout au long des vingt années suivantes. La couverture médiatique s'est largement concentrée sur les actes terroristes : selon le journal et l'événement, jusqu'à un tiers des articles sur l'islam ou les musulman·e·s évoquent un attentat. Cette focalisation renforce l'association entre islam, violence et terrorisme dans la perception publique. Les acteurs populistes y jouent un rôle marginal (environ 1 % des déclarations) et ils sont visibles seulement à partir de 2010. L'analyse des acteurs montre qu'après un attentat, ce sont surtout les représentant·e·s de l'État et les responsables politiques qui s'expriment. Les acteurs médiatiques (journalistes, intellectuel·les publics, médias d'information) sont ceux qui associent le plus souvent islam et musulman·e·s au terrorisme. Pour leur part, les citoyen·nes mobilisent de telles associations beaucoup plus rarement. Les entretiens d'expert·es révèlent que le racisme antimusulman au quotidien joue un rôle tout aussi important dans la diffusion des récits islamophobes que la normalisation croissante des positions populistes de droite. Dans les processus décisionnels politiques et dans les mécanismes de participation et d'engagement, la présence d'un racisme antimusulman, couplé à la représentation parlementaire progressive des partis populistes de droite, est perçue comme particulièrement préoccupante.

Trois formes et conditions contextuelles ont pu être dégagées des champs d'engagement local et civique :

(1) Racisme institutionnel, se manifestant par des stratégies de diffamation politique servant à préserver le propre pouvoir.

(2) Obstacles à la participation politique, liés au manque de diversité dans les postes de responsabilité et autour du recrutement des partis (avec des différences régionales).

(3) Manque de transparence dans les processus décisionnels, notamment quand il s'agit des processus informels, ce qui conduit à l'ignorance des perspectives des groupes marginalisés.

4. Conclusion et recommandations

Un point commun essentiel identifié parmi les évolutions observées dans les démocraties d'Europe occidentale est que la normalisation d'idéologies radicales ne conduit pas seulement à la radicalisation d'individus ou de marges extrémistes : c'est le courant dominant lui-même qui devient, ou demeure parfois, radical (Sponholz & Meuth et al. 2025). Ce qui était considéré comme extrême devient alors la nouvelle normalité, ou une normalité défendue (Quent & Virchow 2024 ; Zick et al. 2023). Ces glissements idéologiques, leurs conditions et leurs causes doivent être rendus plus visibles, discutés et pris en charge, car ils constituent une menace pour la démocratie et son évolution.

Recommandations pour la recherche

Une redéfinition du cadre d'analyse dans la recherche sur la démocratie et la radicalisation nous parait nécessaire : il faut dépasser la focalisation sur les marges dites « extrémistes » pour pouvoir analyser la dynamique continue entre normalisation et dé-normalisation au sein du centre social hétérogène. Les chercheur·e·s devraient aussi, dans les analyses de discours médiatiques sur l'islam et les musulman·e·s, tenir davantage compte du caractère événementiel de la couverture médiatique, notamment après des attentats. Le lien disproportionné entre islam et terrorisme doit être examiné de manière critique, car il éclipse d'autres discours relatifs à l'islam. Les recherches futures devraient également s'intéresser aux canaux de communication alternatifs, aux réseaux sociaux et aux messageries privées.

Recommandations pour les autorités et les responsables politiques

L'intensité de la couverture médiatique des attentats terroristes constitue non seulement un facteur décisif du débat public sur l'islam, mais aussi un facteur évoluant très rapidement, car elle se manifeste en quelques jours seulement. Les porte-paroles du gouvernement et les autorités de sécurité contribuent largement à l'image d'un islam perçu comme menaçant et arriéré Il n'est pas exclu qu'en agissant ainsi, ils réagissent aux revendications islamophobes et anti-migratoires des populistes de droite. Toutefois, la reproduction de ces rhétoriques peut aussi parfois servir d´amplificateur à ces discours extrémistes. La lutte contre l'islamophobie et le racisme antimusulman suppose donc l'élaboration préalable de stratégies de communication adaptées, permettant aux responsables politiques et aux institutions de réagir de manière non discriminatoire et adéquate en cas d'attentat.

Il est également recommandé d'investir davantage dans des programmes d'éducation civique et de culture démocratique, et de développer de nouvelles alliances démocratiques autour de projets concrets de transformation progressive de la démocratie. La visibilité publique des groupes marginalisés doit être renforcée, et leur reconnaissance sociale accrue. Des outils d'évaluation concrets devraient permettre de mesurer régulièrement les progrès des mesures de lutte contre l'islamophobie et la normalisation populiste.

Recommandations pour les médias et les journalistes

Il est nécessaire de renforcer la formation des journalistes à la couverture du terrorisme, afin qu'ils puissent analyser correctement les dynamiques entre les différents acteurs et organisations terroristes. Toute association généralisante entre terrorisme et islam et/ou musulman·es doit être évitée et contestée. Sur le plan narratif, les arguments dit « ponts » entre acteurs démocratiques et acteurs d'extrême droite doivent être mieux compris dans leur fonction et leur contexte, car ils constituent des points d'entrée pour la normalisation de

contenus d'extrême droite (par exemple, l'idéologie ethno-nationaliste). Il est indispensable d'y répondre par une analyse critique des positions racistes au sein même du discours dominant. ■

Bibliographie

Engesser, S., Fawzi, N., & Larsson, A. O. (2017). Populist online communication: Introduction to the special issue. *Information, Communication & Society, 20*(9), 1279–1292.

Krzyżanowski, M., Wodak, R., Bradby, H., Gardell, M., Kallis, A., Krzyżanowska, N., Mudde, C., & Rydgren, J. (2023). Discourses and practices of the "new normal": Towards an interdisciplinary research agenda on crisis and the normalization of anti-and post-democratic action. J*ournal of Language and Politics, 22*(4), 415–437.

Quent, M., & Virchow, F. (2024). R*echtsextrem, das neue Normal? Die AfD zwischen Verbot und Machtübernahme*. Piper.

Serrano, J. C. M., Shahrezaye, M., Papakyriakopoulos, O., & Hegelich, S. (2019). The rise of Germany's AfD: A social media analysis. In *Proceedings of the 10th international conference on social media and society* (pp. 214–223).

Sponholz, L., Meuth, A. M., & Weiberg-Salzmann, M. (2023). Hatespeech, aber normal? Empirische Evidenz von Hatespeech im Bundestagwahlkampf 2021 auf Facebook. In *Digitale Wahlkämpfe: Politische Kommunikation im Bundestagswahlkampf 2021,* 205–233. Springer Fachmedien Wiesbaden.

Sponholz, L., Meuth, A. M., Weiberg, M., Zajak, S., & Berger, S. (2025). *Radicalizing the mainstream in Western Europe: The far right and narratives of Islam in contemporary and historical perspective*. Palgrave Macmillan.

Wodak, R. (2018). Vom Rand in die Mitte: "Schamlose Normalisierung". *Politische Vierteljahresschrift, 59,* 323–335. https://doi.org/10.1007/s11615-018-0079-7.

Wodak, R. (2020). *The politics of fear: The shameless normalization of far-right discourse*. SAGE.

Zick, A., Küpper, B,. & Mokros, N. (2023). *Die distanzierte Mitte: rechtsextreme und demokratiegefährdende Einstellungen in Deutschland 2022/23*. Dietz.

Chapitre 5 : Comment les Juives et les Juifs vivant en Allemagne perçoivent-ils et interprètent-ils l'antisémitisme politico-islamique ?

Niklas Herrberg, Bjarne Goldkuhle, Heiko Beyer et Melanie Reddig (Projet de recherche ArenDt)

1. Contexte

Pour les Juives et les Juifs, l'antisémitisme constitue un « problème collectif d'action » (Reimer-Gordinskaya et Tzschiesche 2021, p. 34), auquel ils sont confrontés dans leur vie quotidienne. L'anticipation de comportements antisémites, la recherche de manières appropriées d'y faire face, ainsi que l'explication et l'interprétation des actes vécus représentent autant de défis auxquels ils ne peuvent souvent pas échapper, et qui peuvent avoir des conséquences graves sur leur bien-être et leur vie de tous les jours.

Un défi sociétal croissant réside dans l'antisémitisme politico-islamique (API), qui a, ces dernières années, attiré une attention accrue dans les débats publics comme dans la recherche scientifique. Les personnes juives concernées attribuent fréquemment les actes antisémites à des groupes ou individus musulmans, et soulignent que, selon leur perception, la menace liée à l'antisémitisme présente parmi les musulman·e·s s'est renforcée ces dernières années (Zick et al. 2017).

Ces constats s'inscrivent dans le cadre d'un débat public mené depuis plusieurs années sur la question de savoir si, et dans quelle mesure, l'antisémitisme dans l'Allemagne contemporaine serait un « problème musulman » (Öztürk et Pickel 2023). Ce cadrage projectif d'un « antisémitisme importé » est à juste titre remis en question par des chercheur·e·s (par ex. Arnold 2018), qui rappellent l'histoire de l'antisémitisme européen et surtout allemand, ainsi que la persistance actuelle d'attitudes antisémites dans l'ensemble des milieux sociaux. Simultanément, la recherche sur l'antisémitisme montre que celui-ci était présent parmi les musulman·e·s bien avant les événements survenus en Israël le 7 octobre 2023 et la vague mondiale d'antisémitisme qui a suivi (Salzborn 2020 ; Jikeli 2019 ; Öztürk et Pickel 2022 ; Fischer et Wetzels 2024).

L'étude présentée ici s'inscrit dans la continuité des analyses antérieures portant sur les perspectives juives face à l'antisémitisme parmi les musulman·e·s, et met en avant les questions centrales suivantes :

(1) Comment les Juives et les Juifs perçoivent-ils l'antisémitisme qu'ils attribuent à des auteurs musulmans, en comparaison à celui qu'ils rattachent à d'autres groupes ?

(2) Quelle est la fréquence des expériences liées à l'antisémitisme politico-islamique et quels critères influencent l'interprétation d'un acte comme « motivé par l'islam » ?

2. Méthodologie

Afin d'étudier l'expérience de l'antisémitisme au quotidien et la manière dont les personnes concernées y font face, une approche mixte (qualitative et quantitative) a été adoptée. Entre octobre 2021 et février 2023, 21 entretiens qualitatifs centrés sur les problèmes vécus des répondants ont été réalisés avec des Juives et des Juifs, invités à raconter leurs expériences récentes de l'antisémitisme dans la vie quotidienne et à décrire des incidents qui les ont particulièrement marqués. Ces entretiens ont été analysés en s'appuyant sur la *Grounded Theory.*

L'étude mobilise une sociologie phénoménologique de la connaissance, inspirée des travaux d'Alfred Schütz (1974). Son approche met l'accent sur l'expérience subjective au sein d'un monde social intersubjectif partagé.

Dans la vie quotidienne, nous présupposons réciproquement que les autres comprennent le monde de façon comparable à la nôtre. Or, la confrontation avec l'antisémitisme peut révéler aux personnes juives que l'autre interprète le monde commun d'une manière fondamentalement différente, en recourant consciemment ou inconsciemment à des récits antisémites, et qu'il agit en conséquence de façon distincte envers autrui. Cela remet en question l'idée selon laquelle la réalité quotidienne, perçue comme acquise, continuera de fonctionner demain comme aujourd'hui, et que l'on pourra y exercer la même influence. L'irruption soudaine de l'antisémitisme dans la vie de tous les jours peut ainsi ébranler les certitudes fondamentales de l'individu.

En complément, une enquête quantitative en ligne a été menée entre mai 2022 et février 2023, afin de mesurer la fréquence des expériences liées à l'API et les perceptions qui y sont associées. Les 295 participant·es ont été recruté·es via les listes de diffusion des communautés juives, la fondation étudiante ELES, ainsi qu'une annonce publiée sur le site du journal *Jüdische Allgemeine.* Le questionnaire portait sur la compréhension générale de l'antisémitisme des participant·es, leurs expériences d'antisémitisme politico-islamique et les raisons qui les conduisaient à interpréter un acte comme « motivé par l'islam ».

Enfin, une *expérience de sondage* (*survey experiment*) a permis d'examiner le rôle de l'attribution de radicalité et comment cette attribution influence la perception du problème et le sentiment respectif de menace. À cette fin, les participant·es ont été réparti·es aléatoirement en deux groupes expérimentaux de taille comparable : le premier répondait à des questions portant sur les « musulmans », le second sur les « musulmans radicaux ». Trois niveaux de problématique ont été distingués : l'antisémitisme en tant que problème général parmi les musulmans en général versus les musulmans radicaux ; la menace générale que représentent les musulmans pour les Juives et les Juifs versus la menace qui représentent les musulmans radicaux ; et enfin, la menace personnelle ou la peur concrète suscitée par les musulmans en général versus la menace ressentie par les Juives et Juifs envers les musulmans radicaux. Ce dernier niveau touche le plus directement la vie quotidienne des personnes interrogées et exige, en conséquence, un effort d'adaptation et de confrontation plus important.

3. Résultats principaux

Étude d'entretiens : expériences vécues d'antisémitisme

Pour de nombreux Juives et Juifs, l'antisémitisme constitue une réalité quotidienne qui affecte leur sentiment de sécurité, leur participation sociale et leur autonomie. Les entretiens montrent que l'importance récemment accordée par la recherche et le débat public à l'antisémitisme spécifiquement musulman (Zick et al. 2017 ; Bundesverband RIAS 2023a, 2023b) ne se reflète pas directement dans les expériences vécues par les personnes potentiellement concernées. Pour les participant·es, l'expérience de l'antisémitisme provenant de personnes musulmanes est structurellement identique à celui d'autres formes d'antisémitisme. L'éventuelle confrontation à un antisémitisme politico-islamique (API) s'inscrit dans une réalité quotidienne où les Juives et les Juifs peuvent être exposé·es à des insultes ou à des agressions antisémites dans des contextes très variés et de la part de groupes très divers.

L'analyse des passages d'entretiens relatant des confrontations antisémites fait apparaître trois types d'expériences, la première étant un sentiment d'imprévisibilité accrue :

Les Juives et les Juifs interrogé·es constatent que l'antisémitisme ne peut être anticipé qu'en partie. Certes, certaines situations permettent de s'y préparer – par exemple dans le cadre de manifestations anti-israéliennes ou dans les sections de commentaires des réseaux sociaux. Mais l'antisémitisme peut surgir aussi dans des contextes où il n'était pas attendu. Ces individus vivent une contrainte d'adaptation des priorités provoquée dans la mesure oùêtre confronté·e à l'antisémitisme oblige les personnes concernées à réorienter leurs priorités quotidiennes et à s'occuper de thèmes ou de menaces qu'elles n'ont pas choisies. Cette interaction forcée crée une pression d'agir immédiate et interrompt les routines établies du quotidien, l'antisémitisme limitant finalement leur capacité d'action. La possibilité de se défendre activement contre l'antisémitisme dépend fortement du contexte. Le comportement des témoins, l'immédiateté de l'interaction, le degré d'anonymat et les rapports de pouvoir entre les personnes impliquées jouent tous un rôle décisif.

Enquête en ligne sur la diffusion de l'antisémitisme politico-islamique

Environ 29 % des participant·es déclarent avoir fait l'expérience d'un antisémitisme « motivé par l'islam » au cours des dix dernières années. À titre de comparaison, 39 % mentionnent uniquement des expériences d'antisémitisme non islamique, et 33 % déclarent n'en avoir subi aucun. Lorsqu'on distingue les types d'incidents (menaces/insultes, vandalisme, violences physiques), on voit l'apparition d'autres tendances. En effet, alors que parmi les personnes ayant subi des menaces ou insultes antisémites (67,5 % de l'échantillon), 38 % estiment que ces actes étaient motivés par l'islam, un motif d'extrême droite est soupçonné dans 24 % des cas, un motif d'extrême gauche dans 6 %, et un motif chrétien dans 2 %. Dans les cas de vandalisme ou de dégradation, 37 % des victimes y voient un motif islamiste et 37 % un motif d'extrême droite. En ce qui concerne les agressions physiques, 57 % des victimes estiment que les actes étaient motivés par l'islam, contre 17 % pour l'extrême droite.

L'attribution d'un motif islamique repose toutefois sur plusieurs critères :

77,4 % des répondant·es mentionnent les propos des auteur·es comme critère principal, 61,9 % se réfèrent à la langue utilisée, et 57,1 % à l'apparence. Les contextes spatio-temporels (par ex. manifestations propalestiniennes, escalades du conflit au Proche-Orient) jouent, en revanche, un rôle secondaire.

Les résultats de l'expérience expérimentale indiquent que les participant·es perçoivent les musulman·es radicaux·ales comme nettement plus menaçants ou problématiques que les musulman·es en général, et cela à tous les niveaux d'analyse. La perception de la menace décroît cependant à mesure que l'on se rapproche du vécu personnel. Ainsi, 30 % attribuent une forte dangerosité aux « musulman·es » en général, contre 66 % pour les « musulman·es radicaux·ales ». Cette différence est encore plus marquée pour la peur personnelle, globalement ressentie de manière plus faible : 6,5 % disent avoir peur des « musulman·es », tandis que 46 % affirment craindre les « musulman·es radicaux·ales » (réponse : « tout à fait d'accord »).

Les personnes interrogées font donc une distinction claire entre « musulman·es » et « musulman·es radicaux·ales » dans leur perception du problème et du danger que représente l'API, surtout lorsqu'il s'agit de la menace ressentie personnellement. Celle-ci demeure toutefois, de manière générale, moins forte que la perception globale du problème ou de la menace collective.

4. Conclusion et recommandations

L'étude met en évidence que l'antisémitisme constitue pour les Juives et les Juifs une menace constante, susceptible d'apparaître de manière inattendue et exiger une attention quotidienne immédiate. Les réactions de l'entourage jouent un rôle déterminant pour la préservation de leur capacité d'action. En ce qui concerne l'antisémitisme politico-islamique en particulier, il apparaît que les auteur·es sont le plus souvent identifiés à partir de caractéristiques perçues comme islamiques, la radicalité perçue étant le principal critère associé au sentiment de menace.

Comme il n'est pas établi de manière définitive si les actes à l'origine de ce sentiment de menace sont effectivement commis par des auteur·es idéologiquement convaincu·es, il est recommandé de mener de nouvelles études mixtes (quantitatives et qualitatives) afin d'approfondir la compréhension du concept de « l'islam politique » chez les Juives et les Juifs.

Les programmes d'éducation politique pourraient s'appuyer sur ces résultats pour mieux faire connaître les perspectives actuelles des Juives et des Juifs. Il serait particulièrement pertinent de souligner que, si celles et ceux-ci perçoivent l'antisémitisme comme problème pouvant émaner de toutes les strates de la société, l'antisémitisme de musulman·es radicalisé·es représente néanmoins un aspect central de cette menace. Si l'antisémitisme est compris comme un problème pratique qui concerne l'ensemble de la société, y compris par la population non juive, cela constituera une avancée importante vers un meilleur soutien aux victimes dans leurs confrontations quotidiennes. ■

Bibliographie

Arnold, S. (2018). *Kann man Antisemitismus abschieben*? FAZ. http://www.faz.net/aktuell/politik/inland/kann-man-antisemitismus-abschieben-15509998.html. [Accessed: 27.08.2024].

Bundesverband RIAS (2023a). *Antisemitische Reaktionen auf den 07. Oktober Antisemitische Vorfälle in Deutschland im Kontext der Massaker und des Krieges in Israel und Gaza zwischen dem 07. Oktober und 09. November 2023*. https://www.report-antisemitism.de/publications/. [Accessed: 16.01.2024].

Bundesverband RIAS (2023b). *Jüdische Perspektiven auf Antisemitismus in Deutschland 2017–2020*. https://www.report-antisemitism.de/publications/. [Accessed: 16.01.2024].

Fischer, J. M. K., & Wetzels, P. (2024). Die Verbreitung antisemitischer Einstellungen in Deutschland: Befunde aktueller repräsentativer Befragungen zu Trends seit 2021 und den Einflüssen von Migrationshintergrund, Religionszugehörigkeit und Religiosität. *Zeitschrift für Religion, Gesellschaft und Politik*. https://doi.org/10.1007/s41682-024-00167-6.

Jikeli, G. (2019). Antisemitismus unter Muslimen in Deutschland und Europa. In O. Glöckner, & G. Jikeli (Eds.), *Das neue Unbehagen: Antisemitismus in Deutschland heute*. Georg Olms Verlag.

Öztürk, C., & Pickel, G. (2023). Antisemitismus unter Muslim:innen: Ein Problemfeld potentieller Radikalisierung oder nur ein Instrument rechter Akteure? In S. Pickel et al. (Eds.), *Gesellschaftliche Ausgangsbedingungen für Radikalisierung und Co-Radikalisierung*. Politik und Religion. Springer VS. https://doi.org/10.1007/978-3-658-40559-5_11.

Öztürk, C., & Pickel, P. (2022). Der Antisemitismus der Anderen: Für eine differenzierte Betrachtung antisemitischer Einstellungen unter Muslim:innen in Deutschland. *Zeitschrift für Religion, Gesellschaft und Politik, 6*(1),189–231. https://doi.org/10.1007/s41682-021-00078-w.

Reimer-Gordinskaya, K. & Tzschiesche, S. (2020). Antisemitismus als kollektive Handlungsproblematik in einer Gesellschaft der Vielen. F*orum Kritische Psychologie Neue Folge 3* (pp. 34–55). Argument Verlag.

Salzborn, S. (2020). *Globaler Antisemitismus: Eine Spurensuche in den Abgründen der Moderne.* Beltz Juventa.

Schütz, A. (1974). *Der sinnhafte Aufbau der sozialen Welt: Eine Einleitung in die verstehende Soziologie.* Suhrkamp.

Zick, A., Hövermann, A., Jensen, S., Bernstein, J., & Pearl, N. (2017). *Jüdische Perspektiven auf Antisemitismus in Deutschland. Ein Studienbericht für den Expertenrat Antisemitismus.* Universität Bielefeld, Institut für interdisziplinäre Konflikt- und Gewaltforschung.

Chapitre 6 : Entre méfiance et espoir de reconnaissance : effets d'interaction dans les relations entre l'État, la société et les musulmans

Jörn Thielmann, Tina Brosi, Charlotte Jawurek, Patricia Wiater, Inken Okrug, Katharina Weinmann, Stephanie Müssig, Tarek Badawia, Fatma Aydinli, Ertuğrul Şahin, Nina Nowar et Serdar Aslan (Projet de recherche WECHSELWIRKUNGEN)

1. Contexte

Le projet WECHSELWIRKUNGEN (« Interactions : la radicalisation islamiste dans son contexte social et politique ») repose sur la conviction que la radicalisation et la radicalité émergent d'un enchevêtrement complexe de forces interdépendantes, qui interagissent entre-elles et s'influencent mutuellement. En d'autres termes, elles naissent de relations dynamiques d'interaction qui composent le tissu social lui-même.

Afin de dépasser les approches centrées presque exclusivement sur un seul aspect des processus de radicalisation, ce projet place la perspective musulmane au cœur de l'analyse. Les chercheur·euse·s se sont notamment interrogé·e·s sur les points suivants : Quels effets exercent les mesures législatives ou les interventions administratives menées au nom de la « lutte contre le terrorisme » sur les droits fondamentaux et les droits humains ? Comment les discours médiatiques et la discrimination sociétale influencent-ils les attitudes des personnes musulmanes ? Quelle image préservent les musulman·e·s de l'action de l'État et des débats politiques dans des domaines tels que l'enseignement religieux islamique ? Comment font-ils face, dans les espaces urbains, aux confrontations avec les « critiques de l'islam » ? Et comment est-ce qu'ils négocient entre eux les formes d'une vie islamique pieuse en Allemagne, par exemple sur des groupes Facebook ou dans des sermons rituels ?

L'objectif principal du projet était d'identifier les sources potentielles — ou les fertilisants — du terreau diffus de la radicalisation, tout en mettant à jour les facteurs de résilience des communautés musulmanes face à ces dynamiques. La contribution présentée ici explore ainsi différentes facettes des interactions entre personnes et organisations musulmanes, d'une part, et les acteurs étatiques ou issus de la société civile, d'autre part. Pour ce faire, l'étude c'est construite divers champs d'action et de discours, et à des niveaux d'analyse multiples.

2. Méthodologie

La recherche a été conçue comme multi-, inter- et transdisciplinaire. Les lieux d'étude choisis en Allemagne de l'Ouest et de l'Est ainsi que les types de données recueillies étaient très variés : incluant des textes législatifs et jugements, discussions sur Facebook, sermons rituels religieux, observations participantes, entretiens individuels et de groupe, jeux de rôle modérés, expériences en ligne et méta-analyses de données d'enquêtes, le tout composant ensemble un design méthodologique mixte (*Mixed-Methods*). En ce qui concerne l'analyse des perspectives et des attitudes, différents niveaux d'analyse ont été pris en compte : national, européen et international, ainsi qu'individuel et collectif.

Pour analyser si et dans quelle mesure les mesures légales de prévention du terrorisme affectent un large éventail de personnes et dans quelle mesure ils portent atteinte, au-delà des seuls « acteurs terroristes », aux droits fondamentaux et humains des personnes musulmanes, l'étude a à la fois pris en compte le niveau national et le niveau international, en se concentrant notamment sur les sanctions de l'Union européenne et des Nations unies. Les aspects suivants ont été examinés d'un point de vue juridique : les lois nationales et européennes, les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, ainsi que les décisions des tribunaux administratifs

nationaux, de la Cour constitutionnelle fédérale allemande, de la Cour européenne des droits de l'homme et de la Cour de justice de l'Union européenne.

Un sondage en ligne impliquant 135 participants a été mené pour étudier l'impact de la discrimination sur la confiance politique. Plus précisément, il s'agissait de déterminer si des informations sur la discrimination envers les femmes musulmanes dans le domaine particulier du marché du travail, influençait plus largement la confiance des musulman·e·s dans les institutions politiques. Pour contextualiser et différencier les résultats du l'enquête en ligne, sept discussions de groupe ont été organisées en deux vagues de collecte, entre octobre 2021 et juin 2022, puis fin janvier 2024. Chaque groupe était composé de trois à sept personnes, perçues de manière variable par leur environnement comme plus ou moins « musulmanes » dans le quotidien. Par ailleurs, un *scoping review systématique* a été réalisé pour synthétiser l'état actuel de la recherche sur l'influence de la discrimination sur les intentions d'action, tant que l'engagement civique, chez les personnes issues de l'immigration, y compris les musulman·e·s.

Les expériences de la « communauté musulmane » au cours des processus d'institutionnalisation, de conception, de mise en œuvre et de mise en place scolaire de l'enseignement religieux islamique (ERI) ont été explorées au moyen d'entretiens narratifs semi-directifs. Entre octobre 2020 et septembre 2024, 67 entretiens de groupe (avec enseignants et parents) et 26 entretiens individuels (avec des parents) ont été réalisés, impliquant des expert·e·s issues d'associations et d'institutions, des enseignant·e·s dispensant l'ERI et des parents dont les enfants suivent ou ont suivi l'ERI.

L'étude s'est également penchée sur les confrontations dans l'espace urbain entre musulman·e·s et « critiques de l'islam », ainsi que sur leur médiation par différentes institutions étatiques et de la société civile. Cela a impliqué des analyses de discours et de documents (par exemple des flyers d'invitations à des forums et débats publiques), des observations participantes de formats de modération, ainsi que 63 entretiens qualitatifs avec des expert·e·s académiques, des professionnel·le·s à expertise régionale ou locale, ainsi que des modérateur·rice·s pratiques et des musulman·e·s de différents groupes, concentrés dans deux villes de l'Allemagne de l'Ouest et deux villes de l'Allemagne de l'Est.

Une autre partie de l'étude a porté sur les discussions dans des groupes de femmes musulmanes sur Facebook, afin de comprendre comment les normes religieuses sont négociées au quotidien, en interaction avec certains événements ou débats sociaux, et comment les membres se protègent éventuellement contre des tentatives d'influence islamiste, y compris les essais dits subtiles. En 2021, 1 550 fils de discussion de femmes musulmanes germanophones, non radicalisées et indépendantes de cercles extrémistes, ont été analysés.

Enfin, les sermons publics des deux grandes associations turco-allemandes, la Türkisch-Islamische Union der Anstalt für Religion (DITIB) et l'Islamische Gemeinschaft Millî Görüş (IGMG), ont été collectés et analysés pour leurs thèmes sociopolitiques. Le corpus comprend plus de 730 prêches de la DITIB de 2011 à 2024 et plus de 1 000 prêches de l'IGMG de 2003 à 2024.

3. Résultats principaux

Les données montrent que les musulman·e·s sont trés fréquemment victimes de discrimination. Le scepticisme, voire la méfiance, qu'ils et elles ressentent à l'égard de la politique, des médias et de la société, se traduit par des attitudes réciproques, parfois marquées par la défiance. Cependant, il subsiste une forte confiance générale dans l'État et ses institutions, ainsi qu'une volonté encouragée par les associations musulmanes de s'engager activement dans l'ensemble de la société. Les musulman·e·s espèrent reconnaissance et acceptation, tant pour eux-mêmes en tant qu'individus que pour leurs associations et clubs, ainsi que pour leurs contributions à la vie civile. Ils s'attendent à ce que la discrimination diminue, voire disparaisse avec le temps.

Effets des mesures législatives et administratives contre le terrorisme islamiste sur les droits fondamentaux et humains

Les mesures nationales de lutte contre le terrorisme affectent souvent également les droits fondamentaux des musulman·e·s non radicalisé·e·s. Les lois antiterroristes restreignent de plus en plus les droits fondamentaux,

en particulier pour les personnes non citoyennes. Bien que ces mesures visent à combattre la radicalisation, elles ont souvent des effets sociaux inattendus, tels qu'une augmentation de la discrimination. Au niveau européen et international, certaines mesures affectant également les membres de la famille des personnes radicalisées qui sont originalement ciblées, ainsi que des acteurs de la société civile et humanitaires non-impliqués.

Discrimination, stratégies de gestion et attitudes politiques des musulman·e·s

La discrimination, qu'elle soit perçue subjectivement ou vécue objectivement, constitue une part douloureuse du quotidien des musulman·e·s en Allemagne, laissant des traces émotionnelles mais aussi marquant leurs attitudes politiques et leurs comportements. Tandis que les perceptions de discrimination à l'échelle du groupe influencent particulièrement les attitudes politiques, la discrimination individuelle quant à elle déclenche davantage des stratégies de gestion sur le plan pratique.

Les résultats de l'expérience en ligne montrent que les musulman·e·s font moins confiance à la police lorsqu'ils ont été informés de la discrimination sur le marché du travail à l'égard des femmes musulmanes portant le hijab. Toutefois, aucun effet significatif n'a été observé sur la confiance envers d'autres institutions politiques comme le gouvernement, les tribunaux, les partis ou les politicien·ne·s. Les musulman·e·s fortement liée·s à leur communauté se sentent plus touché·e·s par la discrimination des femmes musulmanes au travail, ce qui réduit leur confiance non seulement envers la police mais aussi envers le Bundestag.

Les discussions de groupe ont montré que, bien que les institutions politiques puissent en principe protéger les musulman·e·s contre la discrimination, ces derniers n'ont pas le sentiment que le gouvernement soit particulièrement investi dans ce sens. Le gouvernement est parfois même perçu comme une source potentielle de discrimination par ses décisions, ses pratiques et certaines personnalités publiques. Néanmoins, les participant·e·s expriment le souhait de contribuer au maintien de la cohésion sociale et l'espoir que les expériences de discrimination diminueront à l'avenir.

L'analyse des discussions de groupe a également confirmé que les personnes victimes de discrimination utilisent des stratégies nombreuses et diverses pour faire face à ces expériences. Au total, 20 stratégies de gestion de la discrimination ont été identifiées, y compris l'humour.

Enseignement religieux islamique (ERI) : entre acceptation et rejet, confiance et scepticisme

Les parents interrogés ont exprimé à la fois des éléments d'acceptation et de rejet concernant l'ERI. Le contenu pédagogique est perçu positivement, en particulier pour sa capacité à fournir une traduction unifiée des contenus religieux islamiques, englobant toutes les cultures musulmanes dans un seul cours. L'inclusion d'élèves de différentes traditions théologiques et juridiques est jugée essentielle pour une compréhension approfondie de l'islam. L'importance de l'enseignant·e musulman·e est également soulignée : des connaissances solides et une transmission authentique du contenu sont cruciales. La qualité pédagogique et didactique est tout aussi importante pour permettre un apprentissage centré sur l'élève.

Les parents insistent aussi sur la coopération entre l'administration publique et les associations dans la structuration de l'ERI et la certification des enseignant·e·s. Toutefois, certains critiquent le manque de transparence dans les processus décisionnels et souhaitent une communication plus ouverte. En effet, trop d'ingérences de l'État ou des associations pourrait nuire à la neutralité et à l'indépendance du cours. Cela serait d'autant plus important que la confiance mutuelle entre acteurs étatiques et musulmans est essentielle pour l'acceptation de l'ERI.

Gestion des confrontations avec les « critiques de l'islam » dans les espaces urbains

Dans les quatre villes étudiées, des confrontations et des tendances à la polarisation sociale ont été observées, pouvant favoriser la radicalisation. La polarisation entre groupes construits — par exemple « Allemands » contre « Musulman·e·s » —, où la religion sert d'élément central d'attribution, a augmenté ces dernières années, surtout dans les villes de l'Est (cf. Pickel et Pickel 2023, p. 2). Différents facteurs de radicalisation apparaissent dans les entretiens : expériences de discrimination et de diffamation, perceptions et attributions réciproques,

schémas récurrents de motivation et de frustration. Les actes de violence contre les musulman·e·s — tels que l'attaque de Hanau (2020) ou le meurtre de Marwa El-Sherbini (2009) à Dresden, très présent dans la mémoire collective musulmane — possèdent un fort potentiel de polarisation et d'escalade. Les incidents comme les manifestations PEGIDA, les constructions de mosquées ou les attaques contre des lieux de culte renforcent également cette dynamique.

En Allemagne de l'Ouest, la prévention de l'extrémisme et de l'islamisme suscite méfiance et malaise parmi les musulman·e·s, qui se sentent souvent suspecté·e·s de manière généralisée. Dans les faits, de nombreuses activités associatives, projets sociaux ou éducatifs, ou initiatives pour la jeunesse ne sont soutenus que sous condition de prévention de l'islamisme, ce qui alimente un cercle de critique et de contre-critique entre musulmans et non-musulmans.

Normes religieuses dans les groupes de femmes musulmanes sur Facebook

Les groupes fermés ne constituent pas des espaces de radicalisation mais des espaces de protection, permettant aux participantes d'échanger sur les défis du quotidien et la pratique religieuse. Les messages véhiculant des idées extrémistes partagés sporadiquement, se caractérisent par une approche dogmatique de la religion, excluant l'environnement non musulman et ignorant les cadres politiques, économiques ou juridiques. Les discussions sur ces approches se soldent souvent par une rupture dans le ton des échanges. Les femmes musulmanes réagissent par un ton bienveillant, même en cas de désaccord, adoptant une approche pragmatique de la religion, centrée sur des solutions concrètes et pratiques. Elles discutent également de la compatibilité entre obligations religieuses et droit allemand, par exemple concernant les contrats de mariage islamiques ou la pratique religieuse au travail. Le recours aux érudits et aux sources islamiques constitue une étape indispensable dans les discussions afin d'étayer ses propres arguments et de légitimer les solutions proposées, tout en manifestant de fortes incertitudes quant au droit allemand.

Les discussions intègrent aussi des débats de société plus larges, exprimant le sentiment que la polarisation et l'islamophobie croissantes en Allemagne sont injustes et menaçantes. Les réactions vont de la désaffection politique, en incluant des appels à l'activisme, jusqu'au cynisme politique extrême et aux théories du complot. Enfin, de nombreuses femmes rapportent des expériences quotidiennes de discrimination, souvent attribuées à une méconnaissance de l'islam par autrui ou à l'ignorance sur les besoins des femmes musulmanes.

Thèmes et messages dans les « prêches mainstream » en Allemagne

En général, les fidèles ne sont pas confrontés à des prêches de haine, mais reçoivent des conseils pour une vie religieusement et moralement éthique. Les sermons rituels du vendredi abordent principalement trois grands thèmes : doctrine religieuse (*aqida*), pratique religieuse (*sharia*) et éthique/morale/caractère (*akhlaq*).

De nombreux prêches traitent également des relations interpersonnelles, de l'éducation, de la vertu et de la spiritualité. Les thèmes sociopolitiques, bien que moins fréquents, incluent la guerre et la paix, le terrorisme, l'intégration, la migration, la participation sociale, le racisme, la discrimination et l'islamophobie.

Concernant le racisme, la discrimination et l'extrémisme islamiste, les associations musulmanes reconnaissent les expériences négatives vécues, les interprètent religieusement et encouragent à une résolution constructive et pacifiste. L'extrémisme et la radicalité sont considérés comme des problèmes existentiels aussi bien pour la communauté musulmane que pour la société allemande. Les autorités religieuses prônent ici le rejet des extrêmes et de la violence, et encouragent un engagement respectueux des lois pour l'ensemble de la société. Le potentiel préventif de ces prêches est toutefois limité : le turc restant dominant dans de nombreux sermons, une partie des jeunes fidèles ou des musulmans n'est pas atteinte efficacement, du fait de leur manque de maitrise de la langue ou de leur provenance d'autres pays.

4. Conclusion et recommandations

Les musulman·e·s sont intégrés dans un réseau dense d'interactions et y participent activement. La discrimination et la stigmatisation, le scepticisme et la méfiance, le désir de reconnaissance et d'appréciation, ainsi que la confiance dans l'État et ses institutions, structurent ces interactions.

Toutefois, un point central est l'état d'esprit des musulman·e·s. En effet, la méfiance qu'ils et elles perçoivent de la part de la politique, des médias et de la société se manifeste en retour par du scepticisme, voire de la défiance. La discrimination entraîne à court terme une confiance moindre envers certaines institutions étatiques. Cependant, il existe toujours une forte confiance générale dans l'État et ses institutions et, surtout, une volonté très marquée — encouragée par les associations musulmanes — de s'engager activement dans l'ensemble de la société. Les musulman·e·s espèrent ainsi obtenir reconnaissance et acceptation, tant pour eux-mêmes que pour leurs associations et clubs ou pour leurs contributions. Ils s'attendent à ce que la discrimination diminue ou disparaisse progressivement.

Recommandations pour la politique

Il est impératif de reconnaître et de prendre au sérieux les expériences et les préoccupations des musulman·e·s, sans les rejeter précipitamment. Après plus de soixante ans de présence musulmane visible en Allemagne, il est temps de reconnaître juridiquement les associations musulmanes comme partenaires de l'État et de ses organes dans le cadre du droit constitutionnel des religions. Cela permettrait d'intégrer ces associations de manière transparente dans les « res mixtae », par exemple dans le cadre de l'enseignement religieux islamique, avec droits et devoirs clairs, permettant ainsi une participation réelle, la garantissant même. La confiance et l'identification à l'État, à ses organes et à l'ensemble de la société pourrait ainsi se développer. Par ailleurs, il est nécessaire de modifier le langage et la rhétorique dans l'espace public concernant les musulman·e·s et l'islam. La dévalorisation constante, les stigmatisations et les généralisations, ainsi que l'association croissante avec les discours sur la sécurité et la migration par les politiques ou les représentants d'organes étatiques, favorisent le terreau de la radicalisation. Les médias ont également un rôle essentiel à jouer à cet égard.

Recommandations pour les communautés musulmanes

Les associations et communautés musulmanes devraient multiplier leurs offres en langue allemande, notamment pour les enfants et les jeunes. Des imams et enseignant·e·s religieux parlant allemand et familiers avec la vie locale sont indispensables. La coopération avec les écoles et les structures de jeunesse associatives crée des espaces de rencontre et favorise la professionnalisation. La mise en place de lieux protégés et proches du domicile (par exemple des cafés pour femmes) ainsi que des services de conseil juridique apparaissent comme autant de mesures préventives efficace pour lutter contre la déprivation sociale des femmes musulmanes. Cela a le potentiel de contrer les tentatives de recrutement d'extrémistes par le bas et à renforcer le lien avec l'État de droit allemand.

Recommandations pour l'ensemble de la société

La sensibilisation et l'éducation peuvent réduire les expériences de discrimination, facteurs favorisant la radicalisation et influençant négativement les processus de co-radicalisation. La société majoritairement non musulmane devrait recevoir une formation sur l'islam afin de déconstruire ses préjugés. Le personnel médical, éducatif et social devrait être sensibilisé aux besoins spécifiques des femmes musulmanes, afin de prévenir dès le départ les situations conflictuelles. ■

Bibliographie

Pickel, S., & Pickel, G. (2023). Radikaler Islam vs. Radikaler Anti-Islam: Gesellschaftliche Polarisierung und wahrgenommene Bedrohungen als Triebfaktoren von Radikalisierungs- und Co-Radikalisierungsprozessen bei Jugendlichen und Post-Adoleszenten. In S. Pickel, G. Pickel, O. Decker, I. Fritsche, M. Kiefer, F. M. Lütze, R. Spielhaus, & H.-H. Uslucan (Eds.), *Gesellschaftliche Ausgangsbedingungen für Radikalisierung und Co-Radikalisierung* (pp. 1–30). Springer VS. https://doi.org/10.1007/978-3-658-40559-5.

Chapitre 7 : Discours de surenchère salafistes dans le champ de l'islam en Allemagne : analyses du discours liées à la sociologie de la connaissance et recommandations d'action

Youssef Dennaoui (Projet de recherche Deutungsmacht[1])

1. Contexte

L'étude sociologique du salafisme en tant que « phénomène de radicalisation » (Zick 2017) en Allemagne s'est consolidée au cours des dix dernières années. Alors qu'elle s'intéressait d'abord surtout à l'analyse des développements historiques et des concepts théologiques, la recherche s'est progressivement recentrée sur l'exploration des manifestations locales du salafisme. Ces deux courants de recherche ont pour objectif d'examiner les dimensions centrales des idéologies salafistes, leurs structures organisationnelles et de stratégies de mobilisation, ainsi que de penser des approches de prévention. Restent toutefois largement inexplorées les questions portant sur les luttes de concurrence internes, d'une part entre les différents courants salafistes eux-mêmes, d'autre part entre les acteurs salafistes en général et d'autres groupes ou acteurs musulmans. Du côté salafiste, ces rivalités se caractérisent avant tout par une stratégie de compétition agressive et polémique, fondée sur l'exacerbation des positions et visant à « surpasser » les adversaires par tous les moyens, licites ou illicites. Selon l'hypothèse avancée ici, ce sont précisément ces stratégies de surenchère qui constituent non seulement le potentiel conflictuel propre aux dynamiques internes du salafisme, mais aussi leur tendance à favoriser la radicalisation religieuse.

La question directrice de cette recherche est donc la suivante : comment, et sous quelles conditions, les discours rivalisant de surenchère salafistes peuvent-ils conduire à des conflits susceptibles de favoriser la radicalisation religieuse ?

Pour y répondre, six débats salafistes survenus entre 1990 et 2024 ont été analysés dans deux contextes distincts : le Maroc et l'Allemagne. La contribution présente résume les résultats de l'analyse d'un débat salafiste allemand, survenu entre 2013 et 2015, désigné ici sous le nom de *débat sur le modernisme*. Il s'agit d'une controverse initiée par des acteurs salafistes sous la forme d'attaques unilatérales contre des approches théologiques réformatrices, dans le contexte de l'institutionnalisation académique des théologies islamiques au sein des universités allemandes. Le prédicateur salafiste Pierre Vogel s'est exprimé de manière particulièrement virulente et polémique contre le Centre de théologie islamique de l'université de Münster à partir de 2013. Dans son *exposé du problème*, il exploite le conflit déjà existant entre les associations islamiques et le Centre, afin de présenter devant ses adeptes sa propre position comme étant la seule véritable et légitime.

2. Méthodologie

Sur le plan méthodologique, l'étude s'appuie sur une analyse du discours ancrée dans la sociologie de la connaissance (*wissenssoziologische Diskursanalyse,* Keller 2011), afin d'examiner les contenus de savoir et les concepts religieux de l'islam, ainsi que leur interprétation disputée par des acteurs collectifs ou individuels au sein des débats sociaux publics. Le corpus de données se compose de 55 vidéos en ligne (YouTube), visionnées à plusieurs reprises et replacées dans leur chronologie. Pour l'analyse finale, 19 vidéos d'une durée totale de 808 minutes ont été retranscrites, codées et préparées pour une analyse approfondie.

[1] Le Pouvoir de l'Interprétation

3. Résultats Principaux

D'un point de vue conceptuel, les stratégies de surenchère religieuse constituent des formes particulières de concurrence, qui apparaissent le plus souvent dans des situations de conflit et se déroulent sans égard pour les règles religieusement ou institutionnellement établies. Elles remplissent une fonction compensatoire, utilisée principalement par des acteurs non institutionnels (en l'occurrence : des salafistes activistes) pour compenser leur déficit en capital religieux institutionnalisé. Ces stratégies agissent de manière compensatoire en conférant temporairement aux acteurs salafistes une forme de « pouvoir religieux » aux yeux de leurs partisans, et en les faisant apparaître comme les égaux des acteurs institutionnels du champ islamique. Sur le plan de l'analyse du discours, deux résultats centraux peuvent être dégagés.

Premièrement, les discours de surenchère salafistes doivent être compris comme des attaques contre les processus officiels de réforme et d'institutionnalisation religieuse au sein du champ islamique. Du point de vue salafiste, ces approches institutionnelles de réforme apparaissent comme des dénaturations de l'islam, qu'il convient de combattre par tous les moyens. Le contenu de la stratégie de surenchère consiste dès lors en une *auto-autorisation religieuse et théologique*, c'est-à-dire la revendication d'agir au nom de l'islam et des musulman·es, tout en se présentant, face aux institutions théologiques officielles, comme le « véritable » et « authentique » messager et sauveur de la foi islamique menacée de dévoiement.

Deuxièmement, il existe une connexion intrinsèque entre les stratégies de surenchère et des *affects de perte* tels que la peur, la menace, l'amertume, la haine ou la colère. Les discours salafistes de surenchère sont largement structurés autour de perceptions de perte d'une version de l'islam considérée comme la seule véritable et qu'il s'agirait de réanimer. Ces discours peuvent ainsi être qualifiés de *discours de perte*, animés par des affects de perte et de deuil et susceptibles, sous certaines conditions, de se transformer en violence verbale ou symbolique. Les notions de perte et de salut apparaissent ainsi comme les schèmes interprétatifs fondamentaux qui soutiennent la persistance des attaques salafistes par surenchère. Cette stratégie explique également l'attractivité du discours salafiste auprès des jeunes, en quête de sens et d'offres identitaires religieuses qu'ils ne trouvent pas, ou plus, dans un langage intelligible pour eux, dans les mosquées établies. Les résultats présentés ici visent donc à attirer l'attention sur l'imbrication entre forts affects négatifs de perte et discours de surenchère, et à comprendre cette imbrication comme une force motrice essentielle de la radicalisation salafiste. Celle-ci est entretenue sur le long terme par le travail minutieux de certains *prédicateurs de la perte,* qui mobilisent durablement ces affects.

4. Conclusion et recommandations

Les stratégies de surenchère religieuse ne se présentent pas comme des réalités objectives. Elles doivent être interprétées et contextualisées sur la base du matériel premier pour être reconnues comme telles. C'est pourquoi elles sont souvent sous-estimées ou ignorées en tant que facteur de radicalisation. Les décrire dans leur contexte et en reconstituer les modes de fonctionnement peut contribuer à développer des contre-stratégies préventives capables de contrer les dynamiques de radicalisation à un stade précoce.

Renforcer les processus d'institutionnalisation religieuse de l'islam en Allemagne et consolider la théologie islamique académique

Les processus d'institutionnalisation religieuse (dans les domaines de la politique religieuse, du droit, de l'éducation, etc.) entraînent, dans les milieux salafistes politisés, des distanciations et réinterprétations négatives de ce qui constitue pourtant des avancées positives pour les musulman·es. Ces réactions donnent lieu à des contre-offres en mode de surenchère, prenant ces événements positifs pour prétexte afin de promouvoir une version propre de l'islam, de plus en plus détachée de la société dans laquelle elle est vécue. La théologie islamique académique devrait donc analyser ces contre-théologies externes et développer des outils pédagogiques pour les déconstruire. Une telle approche permettrait de renforcer la compétence des futur·es enseignant·es d'islam dans la gestion des stratégies salafistes de surenchère.

Sensibiliser les enseignant·es et les acteurs de prévention dans les établissements éducatifs à la reconnaissance des pratiques de surenchère

La « pratique religieuse confrontative » (*konfrontative Religionsausübung*, Kiefer 2021) peut être comprise comme une forme spécifique de surenchère religieuse. Elle se caractérise par une conception rigoriste de la foi, qui mobilise l'islam pour justifier certaines attitudes ou pratiques provocatrices. Une telle forme de religiosité peut engendrer des conflits scolaires, dont la gravité dépend de la capacité des enseignant·es à identifier le contenu religieux d'une déclaration confrontative et à le distinguer d'autres facteurs (pubertaires, personnels, familiaux, ethniques, etc.) (Nordbruch 2022 ; Schiffauer 2015). Lorsqu'elles sont perçues par les enseignant·es comme des pratiques délibérées de surenchère, ces expressions peuvent faire l'objet d'un travail préventif ciblé et de mesures visant à éviter leur répétition.

Étudier les processus de surenchère religieuse dans une perspective multidimensionnelle

La focalisation actuelle sur les formes discursives de la surenchère ne signifie pas que celles-ci soient exclusivement discursives. Elles se manifestent également sous forme d'états affectifs, de mises en scène corporelles, de représentations audiovisuelles ou encore de modes d'organisation. Si l'attention portée aux discours de surenchère religieuse constituait une tâche urgente — faute d'études existantes sur ce phénomène spécifique —, les autres dimensions (affects, pratiques corporelles, mises en scène audiovisuelles, structures organisationnelles, etc.) (cf. Krech 2021) requièrent d'autres approches méthodologiques, notamment ethnographiques. À l'avenir, le phénomène devrait donc être étudié non seulement dans sa dimension discursive, mais aussi dans ses manifestations matérielles, audiovisuelles et publiques.

Mettre en réseau la recherche sociologique, la recherche théologique et la recherche de religions comparée et leur permettre d'éclairer le phénomène de surenchère religieuse de manière transdisciplinaire

Dans une perspective comparative, les recherches sur la surenchère salafiste pourraient être davantage intégrées à l'étude des processus de co-radicalisation. Cela permettrait d'analyser, à l'aide de méthodes qualitatives et reconstructives (cf. Becker et Dennaoui 2025), les dynamiques d'amplification mutuelle et les processus d'apprentissage réciproques entre différents discours de perte (par exemple entre salafistes radicaux et extrémistes de droite). Ce thème pourrait ainsi être approfondi dans une optique comparative, en vue de développer une théorie sociologique consistante des pratiques religieuses de surenchère. ■

Bibliographie

Becker, P., & Dennaoui, Y. (2025). Religious fundamentalism in a global context. Exploring new dynamics and paradoxes using the example of global Salafism and evangelicalism. (submitted)

Keller, R. (2011). *Diskursforschung. Eine Einführung für SozialwissenschaftlerInnen* (4. Ed.). VS Verlag für Sozialwissenschaften.

Kiefer, M. (2021). *Konfrontative Religionsausübungen von muslimischen Schülerinnen und Schülern, Analysen & Argumente* (No. 425), Konrad Adenauer Stiftung.

Krech, V. (2021). *Die Evolution der Religion. Ein soziologischer Grundriss* (1. Ed.). Transcript.

Nordbruch, Götz (2022). Konfrontative Religionsbekundung?! Pädagogische Zugänge zu Konflikten jenseits von religiösem Othering und Alarmismus. In C. Bossong, D. Dipçin, P. A. Marquardt, F. Schellenberg, & J. Drerup. *Islamismusprävention in pädagogischen Handlungsfeldern. Rassismuskritische Perspektiven* (Vol. 10718, pp. 163–178). Bundeszentrale für Politische Bildung.

Schiffauer, W. (2015). *Schule, Moschee, Elternhaus. Eine ethnologische Intervention: „Brücken im Kiez" - ein Projekt der Stiftung Brandenburger Tor* (1. Ed., Vol. 2699). Suhrkamp.

Zick, A. (2017). *Salafismus als Phänomen der Radikalisierung: Ein Blick auf den viralen Salafismus und die Frage der Forschungsnotwendigkeiten.* CoRE NRW, Forschungsberichte. www.uni-bielefeld.de/ikg/core/. [Accessed: 26.07.2024].

Chapitre 8 : Considération des facteurs spatiaux dans l'analyse de vulnérabilité à la radicalisation : une étude comparative

Sebastian Kurtenbach, Armin Küchler, Linda Schumilas, Yann Rees, Gerrit Weitzel et Andreas Zick (Projet de recherche RadiRa)

1. Contexte

La littérature n'intègre jusqu'à présent aucune prise en compte systématique de l'espace comme facteur explicatif de la vulnérabilité à la radicalisation. Selon cette logique implicite, une radicalisation islamiste serait aussi probable pour une personne à Kaboul qu'à Cologne, ce qui n'apparaît guère plausible. Dans le contexte allemand et plus largement européen, ce sont avant tout les disparités intra-urbaines qui s'avèrent déterminantes, souvent plus marquées que les différences entre les villes elles-mêmes (El-Mafaalani et al., 2015). Il importe en effet de savoir si la vie quotidienne se déroule dans un environnement marqué par la pauvreté concentrée, les problèmes urbanistiques, et un climat social perçu comme oppressant, ou bien dans des conditions plus favorables.

L'intérêt d'une approche spatiale réside dans la possibilité de prendre en compte les conditions contextuelles en les cadrant sous la forme du milieu résidentiel quotidien. On peut supposer que les caractéristiques susceptibles de favoriser la vulnérabilité à la radicalisation sont inégalement réparties à l'échelle d'une ville. Les effets contextuels des quartiers résidentiels sur cette vulnérabilité restent toutefois très peu étudiés (Hüttermann, 2018 ; Kurtenbach et al., 2024). L'avantage potentiel d'une mise en évidence empirique de tels effets contextuels réside également dans la possibilité de les mobiliser à des fins de prévention — notamment pour réduire la vulnérabilité à la radicalisation — ou d'atténuer les désavantages structurels liés au cadre spatial. Adopter une perspective spatiale sur la radicalisation représente donc un progrès à la fois explicatif et préventif.

Le projet de recherche « Radikalisierende Räume » (RadiRa, ou « Espaces qui radicalisent ») poursuivait ainsi l'objectif de déterminer dans quelle mesure l'espace exerce un effet sur la vulnérabilité individuelle à la radicalisation.

2. Méthodologie

L'enquête a été conçue comme une étude de cas comparée menée dans trois villes allemandes, Dortmund (quartier Nordstadt), Bonn (quartier Neu-Tannenbusch) et Berlin (nord de Neukölln). Les trois quartiers analysés présentent un profil socio-structurel défavorisé similaire, caractérisé par un taux de pauvreté élevé et une forte proportion de populations issues majoritairement de pays musulmans. Les recherches préliminaires ont révélé des différences dans la nature de l'activité des milieux islamistes selon les sites.

Une étude par sondage a été conduite entre septembre et novembre 2022 avec l'objectif d'examiner les effets contextuels sur la vulnérabilité à la radicalisation. Pour cela, un échantillon de référence de 2 029 personnes a été interrogé au niveau national, puis comparé aux trois échantillons locaux : Dortmund (2 075 personnes), Bonn (2 006 personnes) et Berlin (2 062 personnes). Sur la base d'une étude antérieure (Kurtenbach et al., 2018), plusieurs facteurs de risque ont été sélectionnés afin de construire le concept de vulnérabilité à la radicalisation : (1) Méfiance envers la démocratie, (2) Attitude autoritariste, (3) Expériences de discrimination. L'hypothèse était que la combinaison de ces trois caractéristiques accroît la vulnérabilité individuelle et rend donc plus probable un processus de radicalisation. Les variables explicatives consistaient des facteurs suivants : le contrôle de soi, les contacts numériques avec des contenus politiques, la satisfaction personnelle à l'égard du revenu, le cynisme envers le système juridique et la confiance interpersonnelle au sein du voisinage.

Une étude par entretiens portait sur l'influence de l'espace sur la vie quotidienne et sur le rôle de l'offre locale de services sociaux dans la prévention de la radicalisation. Dans chaque quartier, dix entretiens d'expert·es

ont été réalisés auprès de professionnel·les du travail social, ainsi que dix entretiens avec des habitant·es participant·es à des programmes sociaux et dix autres avec des habitant·es n'y participant.

Dans chaque quartier, une observation ethnographique de longue durée (un an) a permis d'analyser le rôle de la scène islamiste locale et ses interactions avec la société du quartier. L'étude a également pris en compte le rôle de l'espace numérique dans la vie quotidienne des habitant·es, et les mouvements de protestation, notamment dans le contexte du conflit au Proche-Orient (2023–2024). La phase de terrain a débuté par des observations de l'espace public et de la vie quotidienne, complétées par des entretiens ethnographiques informels, menés sous forme de conversations ordinaires. Ces observations et échanges ont permis d'établir des contacts avec des personnes "initiées", disposant d'un savoir local précieux et capables de faciliter l'accès à d'autres informateurs et informations. Les données ont été consignées dans des journaux de terrain, puis enrichies d'entretiens formels et de matériaux ethnographiques complémentaires (documents, images, etc.). L'ensemble des protocoles et entretiens a ensuite été analysé selon les principes de la *Grounded Theory*.

3. Résultats principaux

Étude par sondage : schémas spatiaux de la vulnérabilité à la radicalisation

Les résultats montrent que, dans tous les sites étudiés, des scores plus élevés en matière d'autocontrôle, de satisfaction subjective à l'égard du revenu et de confiance interpersonnelle dans le voisinage sont associés à une moindre vulnérabilité à la radicalisation. En revanche, le cynisme à l'égard du droit (internationalement connu comme le concept de *legal cynicism*) ainsi que l'origine migratoire corrèlent avec une vulnérabilité accrue à la radicalisation, également dans tous les sites d'enquête. Seule la corrélation avec la confiance interpersonnelle dans le voisinage est moins marquée dans l'enquête nationale que dans les enquêtes menées dans les villes, ce qui peut indiquer l'influence du contexte local et de la dynamique sociale propre aux territoires étudiés.

Une autre différence entre l'enquête nationale et les enquêtes urbaines réside dans les pratiques numériques : dans ces dernières, les personnes qui s'informent davantage sur des sujets politiques et religieux en ligne présentent une vulnérabilité plus élevée à la radicalisation, tandis que ce lien n'apparaît pas au niveau national.

L'appartenance religieuse musulmane est significativement corrélée à la vulnérabilité à la radicalisation à Bonn et à l'échelle nationale. À Dortmund et à Berlin, on observe, à l'inverse, une corrélation négative, mais non significative. Cela signifie que les personnes musulmanes interrogées tendent à indiquer une vulnérabilité moindre à la radicalisation.

Un facteur significatif mais de faible intensité à Dortmund est la part de la mobilité résidentielle dans le quartier : plus cette part est élevée, plus la vulnérabilité à la radicalisation tend à diminuer. À Berlin, la proportion de moins de 18 ans dans le quartier est légèrement corrélée à une vulnérabilité accrue. Aucun autre lien statistiquement significatif n'a été observé ailleurs. En conclusion, on peut affirmer que les facteurs individuels rapportés jouent un rôle dominant dans le processus de vulnérabilité à la radicalisation, tandis que les caractéristiques socio-structurelles de l'espace dans lequel évoluent les personnes interrogées semblent y jouer un rôle secondaire.

Étude par entretiens : perceptions locales des facteurs de vulnérabilité à la radicalisation

L'analyse des entretiens menés avec les habitant·es et les professionnel·les des trois quartiers d'étude montre que les acteur·rices concernés sont conscient·es des effets contextuels susceptibles d'accroître la vulnérabilité à la radicalisation. Les stratégies préventives développées par les habitant·es reposent d'une part sur la coexistence pacifique, qui vise avant tout à éviter les conflits à court terme, sans pour autant atténuer les effets contextuels.

D'autre part, le contrôle social exercé dans l'espace local peut avoir un effet préventif, décrit comme un apprentissage issu d'expériences passées d'emprise islamiste sur le quartier. Le voisinage assume alors une fonction protectrice et peut, dans une certaine mesure, compenser les carences de l'offre institutionnelle

locale. L'espace peut ainsi potentiellement réduire la vulnérabilité à la radicalisation, notamment lorsque les dispositifs existants présentent des lacunes. Cela peut se produire quand il existe un flou dans la répartition des responsabilités sur les questions liées au quartier — et en particulier à la (prévention de la) radicalisation.

Ethnographie de terrain : l'islamisme comme fragment du quotidien

Les transformations récentes de la scène islamiste ont d'abord conduit à une baisse de l'agitation publique. Cependant, à la suite des événements du 7 octobre 2023 et des réactions qui ont suivi à Berlin et ailleurs en Allemagne, on observe un retour marqué de la présence islamiste dans l'espace public, y compris de la part d'acteur·rices auparavant surtout actifs sur les réseaux sociaux. Ceux-ci instrumentalisent le conflit et la situation horrifiante d'un point de vue humanitaire à Gaza pour mobiliser leurs sympathisant·es, diffuser des récits anti-israéliens et antisémites, et promouvoir simultanément leurs propres messages tels que le retour au califat ou le renforcement de l'unité et de l'identité musulmanes (présumées).

Parallèlement, il est apparu que tous les sites étudiés comptent des institutions relevant de l'islam légaliste. Ces groupes disposent souvent de structures établies et sont présents dans l'espace local sans toutefois chercher à s'imposer publiquement ni à s'approprier le territoire. Ils s'insèrent dans la structure locale et fonctionnent principalement selon un modèle de type « structure d'accueil » (les personnes doivent venir à eux). Ils véhiculent une vision séparatiste mais légale de l'islam. Ce type d'offre agit aussi sur le plan identitaire, en promettant de résoudre la (supposée) tension entre « tradition islamique » et « culture occidentale » au profit d'une identité islamique affirmée.

4. Conclusion et recommandations

Dans l'ensemble, le projet montre que l'espace joue un rôle significatif dans la vulnérabilité à la radicalisation. Les individus organisent leur quotidien dans des mondes locaux qui exercent une influence sur eux. Cet effet peut être défavorable, mais il ouvre également des perspectives d'action préventive.

En croisant les résultats des trois sous-études, on observe que le monde quotidien des individus — tout comme les quartiers où ils vivent — les confronte à un processus de négociation avec leur environnement. Dans ce processus, ils rencontrent à la fois des contraintes et des ressources, qu'ils mobilisent en fonction de leurs caractéristiques individuelles. Lorsque la solidarité et la convivialité locales sont faibles, que les structures sociales de proximité ne constituent pas des points d'ancrage quotidiens, et que l'environnement social est perçu comme pesant, la vulnérabilité à la radicalisation peut s'en trouver accrue.

Particulièrement là où les personnes vivent des expériences d'exclusion ou se sentent invisible et invisibilisées dans les débats politiques, il est essentiel de ne pas laisser le terrain libre aux acteurs islamistes et de développer des offres alternatives. Le renforcement des relations sociales de proximité et de la solidarité dans le voisinage apparaît comme une voie prometteuse pour prévenir la vulnérabilité à la radicalisation. Ainsi, la prévention doit porter une attention spécifique à la dimension spatiale et au numérique, tout en évitant la stigmatisation territoriale de certains quartiers comme « zones à risque ».

Elle doit renforcer les services sociaux et les dispositifs locaux en tant qu'expression d'une politique sociale communale, favoriser la confiance envers les institutions publiques et consolider la cohésion sociale locale. Cela requiert une coopération entre l'État fédéral, les Länder et les communes, ainsi qu'une gouvernance partagée entre acteurs publics et société civile. Encore peu répandus, les plans d'action municipaux offrent néanmoins un cadre organisationnel qui pourrait améliorer la gestion des interventions afin de créer des espaces de collaboration entre les niveaux étatique, associatif et local. ■

Bibliographie

El-Mafaalani, A., Kurtenbach, S., & Strohmeier, K.P. (2015). Vorwort. In A. El-Mafaalani, S. Kurtenbach, & K.P. Strohmeier (Eds.), *Auf die Adresse kommt es an* (pp. 9–17). Beltz.

Hüttermann, J. (2018). Neighbourhood effects on jihadist radicalisation in Germany? *International Journal of Conflict and Violence,* 12, 1–16. https://doi.org/10.4119/UNIBI/ijcv.649.

Kurtenbach, S., Küchler, A., & Zick, A. (2024). Radicalizing spaces: Neighborhood effects on susceptibility to radicalisation. *European Journal of Criminology,* Advance online publication.

Kurtenbach, S., Linßer, J., & Weitzel, G. (2018). *Anfällig für Radikalisierung?* BICC.

Chapitre 9 : Expériences d'humiliation, ressentiment et radicalisation au sein de la population musulmane

Evelyn Bokler, Sarah Demmrich, Özkan Ezli, Mouhanad Khorchide, Olaf Müller, Detlef Pollack et Levent Tezcan (Projet de recherche Ressentiment)

1. Contexte

Les causes de l'islamisme et des tendances à la radicalisation parmi les musulman·es évoqués le plus souvent par la recherche académique sont les préjugés à l'égard de l'islam, les mécanismes d'exclusion culturelle, les processus de discrimination sociale, les tendances à la ségrégation ainsi que les difficultés d'intégration (Pollack 2014, 2016 ; Pickel et Pickel 2019). En revanche, le lien entre les états émotionnels et affectifs et la radicalisation a reçu peu d'attention. C'est précisément sur ces dimensions émotionnelles et affectives des musulman·es (ou, plus largement, des personnes migrantes) que s'est centré le projet Ressentiment (« Le ressentiment comme fondement affectif de la radicalisation »).

Ce projet a contribué à dépasser la focalisation unilatérale sur les aspects sécuritaires de la radicalisation, en mettant davantage en lumière les racines culturelles, religieuses et sociales à partir desquelles se développent les attitudes et comportements radicaux. Il s'est concentré sur les liens entre sentiments d'humiliation, ressentiment et radicalisation. Le terme *ressentiment* désigne ici la cristallisation d'un sentiment d'humiliation, plaçant au centre les expériences sociales négatives et dévalorisant les expériences positives. L'articulation de (1) forts sentiments d'humiliation et (2) d'images d'ennemis bien ancrées, combinée à (3) une faible disposition à l'apprentissage et (4) une faible capacité critique ou réflexive, peut, sur le long terme, nourrir des attitudes négatives envers l'environnement social et favoriser des processus de radicalisation.

Le projet cherchait à comprendre quelle signification les états affectifs du ressentiment peuvent avoir dans les dynamiques de radicalisation, et de quelle manière ils sont liés aux sentiments d'humiliation, aux attributions collectives, aux schèmes de perception et aux expériences d'abaissement. Le ressentiment a été abordé sous plusieurs angles : ses formes d'expression ont été étudiées, de même que les conditions sociales et individuelles favorisant son émergence.

L'enquête s'est intéressée à la fois au rôle que peuvent jouer ces états affectifs dans un processus de radicalisation et à la question de la prévalence du ressentiment au sein des populations musulmanes. Elle a également exploré la corrélation entre une appartenance à l'islam rapportée et ressentie subjectivement, avec la mesure dans laquelle le ressentiment s'est formé et avec les effets de ce ressentiment chez les musulman·es.

2. Méthodologie

Le projet a combiné des méthodes quantitatives et qualitatives. Entre juillet 2023 et avril 2024, une enquête quantitative a été menée auprès de 1 887 musulman·es issu·es de l'immigration jusqu'à la troisième génération. Les participant·es ont été interrogé·es sur les quatre facteurs constituant le concept de ressentiment selon la définition utilisée dans l'étude :

(1) les sentiments collectifs d'humiliation,

(2) les images de l'ennemi (anti-occidentales, antisémites, anti-musulman·es assimilé·es),

(3) la disposition collective à l'apprentissage, et

(4) la capacité collective de critique et de réflexion.

Entre octobre 2021 et mai 2024, 81 entretiens ont été réalisés auprès de 131 participant·es, comprenant 50 entretiens individuels et 26 entretiens de groupe. La majorité des participant·es étaient d'origine turque, avec une minorité de personnes d'origine arabe. Les thèmes abordés incluaient notamment la participation et l'inclusion sociale, la perception de l'islam en Allemagne, les expériences vécues de discrimination, les enjeux d'identité personnels et les relations avec les personnes perçues comme « Allemand·es ».

En outre, 23 entretiens qualitatifs ont été menés, en partie avec des personnes radicalisées incarcérées, en partie avec d'anciens radicalisé·es. Ces entretiens portaient sur le rôle du ressentiment et de la religion dans les démarches de prévention et de déradicalisation.

Pour mieux différencier la relation entre ressentiment, sentiment d'humiliation et radicalisation, ainsi que pour comprendre comment les musulman·es vivent et surmontent les humiliations et quel rôle joue la foi dans ce processus, 17 personnes de confession musulmane, principalement d'origine arabe, ont été interrogées. L'échantillon a été constitué de manière hétérogène selon le sexe, l'âge, l'origine et le niveau d'éducation. La variable indépendante était la foi musulmane, considérée comme un élément déterminant de la construction identitaire, pouvant, selon la compréhension individuelle de la foi, conduire à différentes manières de gérer les humiliations (variable dépendante).

Enfin, une analyse qualitative de textes a été réalisée pour examiner comment des acteurs islamistes interprètent et mobilisent les expériences d'humiliation et les discours victimaires afin de rallier à leur cause des personnes traversées par le ressentiment et de les inciter à s'opposer à la société allemande perçue comme étrangère. À cette fin, plusieurs vidéos YouTube du prédicateur islamiste Abul Baraa ont été analysées pour déterminer dans quelle mesure un lien entre extrémisme et ressentiment s'y manifeste.

3. Résultats principaux

Ressentiment et radicalisation d'un point de vue quantitatif

Les quatre variables constitutives du ressentiment se retrouvent chez les répondant·es à des degrés et combinaisons différents. Environ 20 % de l'échantillon présente un fort sentiment d'humiliation et des images de l'ennemi marquées, tout en affichant une faible disposition à l'apprentissage et une faible capacité critique ou réflexive. À l'opposé, 29 % des répondant·es montrent un profil sans ressentiment : de faibles sentiments d'humiliation et peu d'images de l'ennemi s'accompagnent d'une forte disposition à l'apprentissage et d'une capacité critique élevée. Les 51,2 % restants présentent des valeurs moyennes ou faibles pour les quatre variables.

L'analyse des liens entre ressentiment et variables socio-démographiques, structure sociale, intégration, religion, ainsi que les calculs préliminaires du lien avec la radicalisation, révèle des différences significatives entre le groupe avec un vécu de ressentiment et le groupe sans ressentiment :

Le groupe avec ressentiment est significativement plus jeune, appartient plus souvent à la deuxième ou troisième génération migrante, possède moins fréquemment un niveau d'éducation supérieur et gagne en moyenne moins que le groupe sans ressentiment. De même, les musulman·es du groupe avec ressentiment évaluent leurs compétences en allemand comme meilleures que le groupe sans ressentiment, mais sont moins intégrés émotionnellement (sentiment d'attachement à l'Allemagne) et moins intégrés socialement (contacts avec des non-musulman·es). Ils montrent également une moindre disposition à l'intégration et sont plus enclins à considérer que les musulman·es ne devraient pas s'intégrer dans des sociétés non musulmanes. Des différences apparaissent également sur divers indicateurs de religiosité : le groupe avec ressentiment manifeste une religiosité subjective plus élevée, fréquente davantage la mosquée, et est plus orthodoxe et fondamentaliste que le groupe sans ressentiment.

Mais les différences les plus marquées se trouvent au niveau de la radicalisation : Concernant la radicalisation sans violence, plus de la moitié du groupe avec ressentiment adhère à des positions islamistes (islam comme autorité politique ultime, soutien à la charia). Environ un tiers participerait à des manifestations non autorisées pour les droits des musulman·es. Dans le groupe sans ressentiment, l'adhésion à ces positions varie entre 2 et 8 %. Concernant la radicalisation marquée par la violence, un tiers du groupe avec ressentiment

accepte la violence réactive, 16 % considèrent le Coran comme justification de la violence, et 11 % utiliseraient la violence pour défendre les intérêts des musulmans. Dans le groupe sans ressentiment, ces pourcentages se situent entre 0 et 5 %.

Les premières analyses approfondies indiquent que le ressentiment constitue un prédicteur autonome et hautement significatif de la radicalisation, acceptant ou non la violence, même lorsque l'on contrôle de nombreuses autres variables indépendantes, telles que la structure sociale, l'intégration, la perception de la discrimination et la religiosité.

Ressentiment en tant qu'état affectif

Les humiliations seules ne suffisent pas à générer le ressentiment. Les affects négatifs associés (haine, colère, jalousie, impuissance face à la subordination, expériences de violence et blessures) peuvent être traités ou réparés dans le cadre de conflits sociaux et institutionnels. Le ressentiment se développe lorsque l'humiliation perçue ne peut pas être exprimée, que les personnes se retrouvent dans une situation d'impuissance et cherchent à attribuer la responsabilité de leur malaise émotionnelle. Cette responsabilité est alors imputée à un acteur abstrait et malveillant ou à un système perçu comme injuste. Toutefois, le ressentiment ne permet pas de surmonter l'humiliation ou l'injustice, mais conduit à leur reproduction constante de ces dernières dans l'expérience subjective.

Le rôle des grandes narratives dans le processus (de)radicalisation

Les entretiens avec des personnes radicalisées montrent qu'il convient de distinguer les facteurs favorisant la radicalisation des récits de radicalisation. Le terme « récit », et plus spécifiquement « grand récit narratif », désigne des récits fortement chargés émotionnellement, qui façonnent la vision de soi et du monde et sont constitutifs de l'identité, plutôt que des arguments religieux ou politiques rationnels ou des faits objectifs.

Chez tous les interviewé·es radicalisé·es, un grand récit narratif fortement anti-occidentale se dégage, centrée sur les injustices infligées par l'Occident aux musulman·es dans le monde, utilisées pour justifier leur position radicale. Certains narratifs évoquent la discrimination des musulman·es dans les sociétés européennes, mais comme phénomène abstrait, et non comme expérience personnelle vécue. Ce grand récit est partagé tant par les personnes violentes que par celles qui adhèrent à l'islamisme mais rejettent la violence. Pourquoi toutes les personnes utilisant ces narratifs négatifs ne se radicalisent pas ou ne recourent pas à la violence relève de facteurs individuels, souvent d'ordre socio-psychologique, comme l'analyse des biographies de radicalisé·es incarcéré·es le suggère.

Le rôle de la foi dans le traitement des humiliations

Pour la majorité des participant·es, la foi musulmane contribue à renforcer la résilience, à créer du lien communautaire, et à protéger contre le ressentiment, voire la radicalisation. Bien que des expériences d'humiliation soient rapportées, de nombreuses personnes développent, en référence consciente à leur foi, des stratégies alternatives pour traiter ces expériences sans céder au ressentiment ou à la radicalisation.

Le traitement des humiliations dépend largement de l'interprétation islamique suivie : certaines lectures fondamentalistes renforcent les affects de ressentiment. Il est toutefois important de préciser que tous les radicalisé·es ne ressentent pas de ressentiment, et toutes les personnes qui connaissent le ressentiment ne se radicalisent pas. Cependant, les résultats indiquent que des récits religieux peuvent agir comme ponts entre ressentiment et radicalisation.

Le ressentiment dans l'approche des islamistes

L'analyse des vidéos YouTube montre que certaines grandes récits narratifs du ressentiment et de l'idéologie extrémiste ciblent efficacement les musulman·es avec des ressentiments ou ayant subi des humiliations, en incitant à l'action radicale. Le récit victimaire est central et, utilisé pour l'auto-valorisation, il permet d'interpréter les expériences négatives comme des épreuves de foi.

Des islamistes comme Abul Baraa renforcent le sentiment d'exclusion (humiliation) et le relient à l'élection divine des « vrais musulmans », donnant un sens et une légitimité à cette exclusion. Les humiliations sont attribuées à la société majoritaire, et le ressentiment est instrumentalisé pour diviser la communauté et radicaliser les personnes avec des ressentiments.

4. Conclusion et recommandations

Le ressentiment semble résulter de la conjonction de forts sentiments d'humiliation et d'images de l'ennemi, associées à une faible disposition à l'apprentissage et à la réflexion collective. Ce profil se retrouve chez environ un cinquième des musulman·es interrogé·es. Cependant, le projet montre que les humiliations ne mènent pas nécessairement à un ressentiment cristallisé, et que le ressentiment n'est pas systématiquement un terreau pour la radicalisation. Certaines formes de religiosité peuvent jouer un rôle clé comme ponts alternatifs, tant vers la radicalisation que vers d'autres voies.

Un facteur central de radicalisation est constitué par les grand récits narratifs religieux, qui donnent un sens personnel et appropriable aux tendances radicales. Il apparaît également que les contre-récits seuls ne suffisent pas pour perturber les narratifs de radicalisation : il faut soit des expériences personnelles positives, difficiles à concilier avec les récits radicaux, soit des contre-récits dans lesquels les individus puissent se reconnaître et s'identifier.

En matière de prévention, l'objectif est de mettre en place et générer des grands récits narratifs servant de contrepoint à la radicalisation : Les narratifs sur un Occident islamophobe peuvent être contrecarrés par des narratifs sur la contribution positive des sociétés occidentales liées à un islam prenant partie dans la vie sociale. Ils peuvent également être contrecarrés par des actions et investissements dans l'éducation, le travail de la jeunesse et les médias au sein de la communauté musulmane, ou encore aumoyen d'une communication individuelle et collective expressément émotionnelle. La création de lieux d'expériences positives est essentielle pour établir une vision du monde positive et préventive, tant sur l'Occident que sur l'islam et les musulman·es eux-mêmes, par exemple en les valorisant comme ressource pour la société.

Enfin, la prévention nécessite de parler de discrimination et de marginalisation des musulman·es de manière équilibrée, sans stigmatiser la société majoritaire comme coupable ni les musulman·es comme victimes. L'usage excessif du terme discrimination peut renforcer les récits narratifs de radicalisation. La recherche doit également contribuer à mieux définir et analyser les critères du racisme anti-musulman. ■

Bibliographie

Abay Gaspar, H., Deitelhoff, N., Daase, C., Sold, M., & Junk, J. (2019). Vom Extremismus zur Radikalisierung: Zur wissenschaftlichen Konzeptualisierung illiberaler Einstellungen. In C. Daase, N. Deitelhoff, & J. Junk (Eds.), *Gesellschaft Extrem: Was wir über Radikalisierung wissen* (pp. 15–44). Campus.

Pickel, G., & Pickel, S. (2019). Der „Flüchtling" als Muslim–und unerwünschter Mitbürger? In O. Hidalgo, & G. Pickel (Eds.), *Flucht und Migration in Europa: Neue Herausforderungen für Parteien, Kirchen und Religionsgemeinschaften* (pp. 279–323). Springer.

Pollack, D. (2014). Wahrnehmung und Akzeptanz religiöser Vielfalt in ausgewählten Ländern Europas: Erste Beobachtungen. In D. Pollack, O. Müller, G. Rosta, N. Friedrichs, & A. Yendell (Eds.), *Grenzen der Toleranz. Wahrnehmung und Akzeptanz religiöser Vielfalt in Europa* (pp. 13–34). Springer.

Pollack, D., Müller, O., Rosta, G., & Dieler, A. (2016). *Integration und Religion aus der Sicht von Türkeistämmigen in Deutschland.* Universität Münster. https://www.uni-muenster.de/imperia/md/content/religion_und_politik/aktuelles/2016/06_2016/studie_integration_und_religion_aus_sicht_t__rkeist__mmiger.pdf.

Chapitre 10 : « Un islam allemand » entre racisme antimusulman et « islamisme » : la coproduction d'un concept controversé

Özgür Özvatan (Projet de recherche D:Islam)

1. Contexte

L'islamisme représente un défi considérable tant pour la société majoritairement non musulmane que pour les communautés musulmanes en Allemagne. Depuis quelque temps déjà, on avance que des acteurs islamistes cherchent délibérément à délégitimer les communautés musulmanes sous le couvert d'une prétendue trahison, et à qualifier de « non islamiques » des modes de vie alternatifs. Parallèlement, un discours à tonalité ethno-nationaliste prend de l'importance au sein de ces communautés, diffusant – à travers des récits nostalgiques de la glorieuse histoire des musulmans – des valeurs culturelles supposément authentiques. C'est dans ce contexte que Markus Kerber, secrétaire d'État au ministère fédéral de l'Intérieur, formule, lors de la Conférence allemande sur l'islam de 2018, la vision d'un « islam allemand ». Celui-ci doit être façonné et porté par les musulman·es vivant en Allemagne eux-mêmes. Cette proposition suscite des réactions controversées : certain·es y ont vu la possibilité de développer un islam adaptatif, ancré localement, tandis que d'autres la rejettent en affirmant que l'islam est une religion universelle, qui ne saurait être nationalisée.

Le projet « Un islam allemand comme alternative à l'islamisme ? » (D:Islam) s'est attaché à examiner si un « islam allemand » s'est formé de façon positiviste, indépendamment de prescriptions normatives ou politiques, au sein des communautés, des associations et de la société civile. Il a également analysé la substance et les contours que ce concept a pu acquérir dans le champ de tension entre racisme antimusulman et extrémisme islamiste.

Le volet thématique (1), consacré aux stratégies *d'hameçonnage (phishing) islamistes*, a étudié la manière dont ces acteurs tentent de recruter en ligne des membres des communautés musulmanes.

Le volet thématique (2), intitulé *Community Defense*, s'est centré sur la façon dont les communautés musulmanes réagissent aux tentatives d'influence islamistes. L'attention principale a été portée sur la manière dont les organisations de femmes musulmanes font face aux menaces.

Enfin, le volet thématique (3), intitulé « *Islam allemand* », a permis d'examiner un concept intégrateur, en tirant des deux volets précédents des éléments empiriquement fondés sur la théorisation du concept de « l'islam allemand ».

2. Méthodologie

Le projet a adopté une approche mixte (Mixed Methods), combinant des méthodes qualitatives et quantitatives. Les stratégies d'hameçonnage islamistes et les mécanismes de radicalisation numérique ont été analysés à partir de 3 000 vidéos TikTok produites par des créateurs de contenu musulmans. L'offre programmatique de comptes extrémistes et de comptes de déradicalisation a notamment été comparée sous l'angle du travail narratif de persuasion (Ali et al., 2023).

Par ailleurs, des entretiens qualitatifs ont été menés avec six organisations de femmes musulmanes, afin de recueillir leurs expériences face au racisme antimusulman et à l'extrémisme religieux. Ces entretiens ont permis d'analyser la conception de soi, la perception des menaces et les stratégies de défense. Ils ont été réalisés entre juin et décembre 2022, en présentiel et en ligne, puis évalués selon la méthode de la théorie ancrée (*Grounded Theory*, Glaser et Strauss, 1998).

Enfin, la négociation sociale autour d'un « islam allemand » a été étudiée comme une réponse aux approches islamistes révisionnistes et essentialistes-particularistes. L'analyse a pris en compte la manière dont les communautés musulmanes se situent entre racisme antimusulman et l'influence islamiste, et les constructions identitaires hybrides qui en résultent.

3. Résultats principaux

Stratégies islamistes d'hameçonnage dans le monde numérique

Les acteurs islamistes exploitent délibérément les plateformes de réseaux sociaux – en particulier TikTok – afin de recruter de jeunes musulman·es. Ils s'appuient sur le renforcement algorithmique de contenus personnalisés, ciblant les expériences d'incertitude et d'exclusion. Ces récits renforcent une conception simplifiée et hybride de l'islam, composée d'éléments religieux, des images de masculinité, des éléments appartenant à une culture populaire plus généralement répandue et des images faisant allusion à la puissance (Ceylan et Jokisch, 2014). Il apparaît également que les stratégies islamistes en ligne ne visent pas les personnes susceptibles de se radicaliser, mais celles déjà radicalisées, afin de consolider leur ancrage idéologique. Ces stratégies reposent sur des savoirs exclusifs et des présupposés idéologiques spécifiques, souvent imperceptibles pour les acteurs non impliqués (Ali et al., 2023).

Community Defense : stratégies des organisations de femmes musulmanes

Les organisations de femmes musulmanes sont fortement touchées par le racisme antimusulman. Celui-ci se manifeste sur le plan discursif, par des préjugés subtils ou explicites, par la méfiance, la suspicion généralisée, la diffamation ou la calomnie. Sur le plan matériel, ces organisations font face à des exclusions de groupes de travail ou à des rejets de demandes de financement (El Sayed, 2023). Les entretiens soulignent que les femmes musulmanes, en tant que représentantes de leurs organisations, ne sont pas perçues comme des partenaires à égalité et qu'on leur dénie souvent la capacité de jugement objectif (ibid.).

L'influence islamiste a été perçue comme une menace moins immédiate, mais certaines organisations ont rapporté des tentatives de diffamation ou d'instrumentalisation par des acteurs islamistes, en particulier celles qui occupent une position médiatique ou politique forte.

Les stratégies de gestion de ces interactions incluent la confrontation, le refus de réponse, la suppression de publications sur les réseaux sociaux, ainsi que des actions de sensibilisation au sein des communautés et des groupes vulnérables. Les processus de délimitation vis-à-vis des extrémistes religieux tendent à consolider des frontières déjà existantes, qui ne se définissent pas selon les catégories de genre, de religion ou de race, mais selon l'attitude politique. Ce mode de démarcation peut être interprété comme un signe pour une définition de soi post-migratoire, où ce ne sont plus les catégories identitaires sociales qui fondent les frontières, mais la position politique elle-même.

« Islam allemand » comme champ de conflit

Le projet montre que la genèse d'un « islam allemand » est largement déterminée par des conflits sociétaux. Il se déploie dans un champ bipolaire de tensions entre racisme antimusulman et extrémisme islamiste. Ces deux pôles cherchent à entraver la négociation d'un modèle d'islam adaptatif et pluraliste en Allemagne. Les acteurs islamistes diffusent le narratif d'un "islam trahi", tandis que les acteurs antimusulmans exploitent l'idée d'un "islam étranger" pour justifier des discours d'exclusion.

Les transformations technologiques, notamment les stratégies de radicalisation amplifiées par les algorithmes, jouent un rôle déterminant. Des études montrent que les systèmes de recommandation sur des plateformes comme TikTok peuvent renforcer la diffusion de contenus radicaux (Weimann, 2016). Le travail de plaidoyer islamique numérique constitue dès lors un contrepoids essentiel, en soutenant des processus de négociation hybrides et ouverts à l'ambivalence.

4. Conclusion et recommandations

L'étude montre que l'avenir d'un « islam allemand » dépend fondamentalement des processus de négociation sociétale. Tandis que les courants islamistes et antimusulmans cherchent à empêcher le développement d'un modèle d'islam pluraliste en Allemagne, les communautés musulmanes façonnent activement des modèles identitaires alternatifs. Le monde numérique y joue un rôle croissant – à la fois comme espace de radicalisation et comme plateforme pour des formes innovantes de plaidoyer islamique. À long terme, le débat autour d'un « islam allemand » exige une analyse nuancée et scientifiquement fondée, tenant compte à la fois de la polarisation sociale et des processus adaptatifs d'intégration.

Recommandations :

- Soutenir les organisations de la société civile : Les organisations de femmes musulmanes et d'autres réseaux musulmans progressistes devraient être spécifiquement soutenus afin de renforcer leur rôle de passeurs entre la société majoritaire et les communautés musulmanes.

- Éducation numérique et esprit critique : Les initiatives éducatives devraient viser à sensibiliser les jeunes musulman·es aux stratégies islamistes en ligne et à encourager une pensée critique face aux contenus radicaux.

- Transparence algorithmique et responsabilité des plateformes : Les entreprises de réseaux sociaux devraient investir dans des mécanismes de détection précoce de la propagande islamiste et limiter la diffusion de contenus extrémistes. Cela inclut la vérification et l'ajustement des algorithmes susceptibles d'amplifier ces contenus.

- Lutter contre le racisme antimusulman : La politique et la société devraient aborder de manière plus cohérente les discriminations envers les musulman·es, afin de favoriser leur participation sociale et de prévenir des réactions extrémistes.

- Relier recherche et pratique : Pour mieux comprendre les dynamiques de cohésion sociale, la recherche future devrait davantage prendre en compte les rapports de pouvoir sociétaux et mettre en relation les expériences de discrimination avec les stratégies de réponse des organisations musulmanes (en particulier féminines). Il est tout aussi essentiel de promouvoir une coopération transdisciplinaire étroite entre recherche, pratique et communautés musulmanes, afin de concevoir et d'évaluer des approches innovantes dans des cadres co-créatifs. ■

Bibliographie

Ali, R., Özvatan, Ö., & Walter, L. (2023). The narrative foundations of radical and deradicalizing online discursive spaces: A comparison of the cases of Generation Islam and Jamal al-Khatib in Germany. *Religions, 14*(2), 167.

Ceylan, R., & Jokisch, B. (2014). *Salafismus in Deutschland: Entstehung, Radikalisierung und Prävention.* Peter Lang Edition.

El Sayed, F. (2023). Confronting anti-Muslim racism and Islamism: An intersectional perspective on Muslim women's activism in Germany. *Journal of Women, Politics & Policy, 44*(4), 486–507. https://doi.org/10.1080/1554477X.2023.2249619.

Glaser, B., & Strauss, A. (1998). *Grounded Theory. Strategien qualitativer Forschung*. Hans Huber.

Weimann, G. (2016). Why do terrorists migrate to social media? In A. Aly, T. Chen, L. Jarvis, & S. Macdonald (Eds.), *Violent Extremism Online: New Perspectives on Terrorism and the Internet* (pp. 45–64). Routledge.

Chapitre 11 : Communication de crise des associations musulmanes après des attentats à connotation islamiste

Gerrit Hirschfeld et Sabrina Hegner (Projet de recherche OKAI)

1. Contexte

Les attentats terroristes n'ont pas seulement des effets physiques sur les victimes directes, mais entraînent également de nombreuses conséquences indirectes, telles que le renforcement des préjugés (Frey, 2022). Des attitudes négatives envers les musulman·es et des préjugés à l'égard de l'islam apparaissent fréquemment après des attentats islamistes (Saleem et al., 2017). Les communautés musulmanes sont alors associées aux actes commis par quelques fondamentalistes islamistes et tenues collectivement responsables des actions de ces individus (Bruneau et al., 2018 ; Abdullah 2015).

Dans les pays non musulmans, les associations musulmanes jouent souvent un rôle central de point de contact et de dialogue, notamment après des attentats à motivation islamiste. En Allemagne, ces associations publient généralement, après de tels événements, des communiqués de presse condamnant les actes. Cependant, l'efficacité de ces prises de position reste jusqu'à présent incertaine. Le projet de recherche OKAI (« Communication de crise optimisée après des attentats à motivation islamiste en Allemagne ») visait à apporter des éléments de réponse à cette question.

Bien qu'il n'existe pas encore d'études spécifiques sur l'efficacité des stratégies de communication de crise après des attentats terroristes, la recherche montre des liens robustes entre la responsabilité perçue et la dégradation de la réputation, ainsi que des indications selon lesquelles une communication de crise efficace peut protéger la réputation d'une organisation dans divers contextes (voir Ma et Zhan, 2016, pour une synthèse). On peut donc supposer que la prise de position d'une association musulmane après un attentat islamiste pourrait influencer positivement la perception de cette association et améliorer les attitudes à l'égard des musulman·es et de l'islam (Paolini et al., 2006 ; Aberson 2015 ; Kauff et al., 2017). L'étude visait ainsi à déterminer dans quelle mesure la communication de crise émanant d'associations musulmanes en réaction à un attentat islamiste peut influencer la perception publique de ces associations, la perception générale des musulman·es et les préjugés envers l'islam, afin de contrer les stéréotypes potentiels.

Quatre questions de recherche guidaient l'enquête :

(1) Dans quelle mesure les organisations musulmanes tentent-elles, après un attentat, de participer au discours public par leurs communiqués de presse, et quelles stratégies de communication utilisent-elles ?

(2) Quelle influence les déclarations d'organisations musulmanes exercent-elles sur la perception de ces organisations, sur celle des musulman·es en général, et sur les préjugés envers l'islam ?

(3) Dans quelle mesure ces déclarations affectent-elles non seulement les attitudes explicites, mais aussi les processus implicites d'attention individuelle ?

(4) Comment transférer ces résultats dans la pratique ?

2. Méthodologie

Stratégies de communication des organisations et associations musulmanes

Afin d'établir l'état des lieux des stratégies de communication des organisations et individus musulmans, plus de 200 déclarations et communiqués de presse ont été analysés qualitativement et quantitativement. Les communiqués de 14 associations musulmanes nationales et de 7 associations régionales, publiés après des attentats entre 2015 et 2020, ont été examinés. Par ailleurs, des recherches complémentaires ont été effectuées dans la presse régionale (*WAZ, MAZ*), la presse nationale (*Bild, Zeit, Süddeutsche Zeitung, TAZ, Spiegel*) ainsi que sur des portails en ligne (*Spiegel Online, Tagesschau.de*), à partir des noms de responsables et d'associations, pour identifier d'autres réactions publiques.

Au total, 27 déclarations relatives à des attentats islamistes et, à titre de comparaison, 22 déclarations relatives à des attentats à motivation islamophobe, ont été recensées.

Influence des déclarations sur la perception et les préjugés

Afin d'étudier les effets de différentes stratégies de communication, trois expériences en ligne ont été menées, au cours desquelles les participant·es ont lu des déclarations fictives d'associations musulmanes. Au total, 1 500 participant·es ont pris part (500 par expérience). Tous, sauf le groupe témoin, ont d'abord lu un article de presse fictif décrivant un attentat islamiste à Berlin. À la fin de l'article figurait la réaction d'une organisation musulmane, formulée selon l'une des quatre stratégies de communication de crise issues de la *Situational Crisis Communication Theory* (SCCT) de Coombs & Holladay (1996). Enfin, les participant·es ont rempli un questionnaire portant sur leurs attitudes envers l'organisation musulmane, les musulman·es en général et l'islam.

Une autre expérience, menée auprès de 599 participant·es, a utilisé cette fois des déclarations réelles publiées après des attentats terroristes. La principale différence résidait dans le fait que ces déclarations combinaient souvent plusieurs stratégies de communication. Ces participant·es ont là encore évalué leurs attitudes envers l'organisation musulmane, les musulman·es et l'islam. La perception de la distanciation, l'engagement social perçu de l'organisation, ainsi que le degré d'émotion perçu dans la déclaration ont également été mesurés. L'étude s'appuyait sur des communiqués réels de dix associations musulmanes, publiés après l'attentat du marché de Noël de Berlin (2016).

Influence des déclarations sur les processus attentionnels implicites

Des études menées dans le domaine de l'économie (Claeys & Cauberghe, 2014) ont déjà montré que des articles négatifs sur une entreprise incitent les lecteurs à accorder plus d'attention à de futures informations négatives la concernant. Ces processus implicites d'attention pourraient constituer un mécanisme par lequel des informations négatives isolées se transforment en stéréotypes stables.

Une expérience de suivi oculaire (*eye-tracking*) a donc été réalisé avec 202 participant·es, afin d'examiner si la stratégie de communication d'une organisation musulmane influence la durée d'attention accordée à des informations ultérieures négatives sur les musulman·es. Les points de fixation du regard (zones regardées plus longuement) ont été enregistrés. Les participant·es ont lu douze articles de presse répartis sur quatre captures d'écran. Le premier article décrivait un attentat islamiste fictif à Berlin, suivi d'une réaction d'une organisation musulmane (formulée selon la SCCT). Les articles suivants traitaient d'autres sujets (Netflix, Bitcoin, NASA). Sur la dernière capture, deux articles concernaient les musulman·es : l'un à tonalité positive, l'autre à tonalité négative. Après lecture, un questionnaire recueillait les données sociodémographiques, la compréhension des articles, les attitudes envers les différents acteurs, et des questions d'évaluation de la présentation médiatique. La variable dépendante principale était la direction de l'attention après lecture des différentes variantes d'articles, mesurée par la durée de fixation sur les articles négatifs concernant les musulman·es. Le questionnaire mesurait également l'évaluation explicite de l'organisation musulmane mentionnée.

Transfert dans la pratique

Enfin, pour adapter les recommandations pratiques issues des résultats de l'étude à leurs destinataires, douze ateliers et réunions ont été organisés entre juin et septembre 2023, réunissant au total 30 représentant·es de communautés religieuses musulmanes, d'associations, de centres culturels et de communautés locales.

3. Résultats principaux

Dans l'ensemble des enquêtes, il apparaît qu'une communication de crise active contribue de manière décisive à favoriser des attitudes positives à l'égard des organisations musulmanes. Les résultats montrent que le simple fait de publier une déclaration a un effet plus important que la stratégie de communication de crise choisie. Aucune stratégie ne permet certes d'éliminer complètement les effets négatifs sur la réputation liés à un attentat islamiste, mais toute déclaration testée a entraîné une perception plus positive que l'absence de déclaration.

Stratégies de communication des organisations et associations musulmanes

Un total de 226 déclarations à la suite d'attentats a été identifié, dont 137 concernant des attentats islamistes et 89 des attentats islamophobes. Les réactions sont inégalement réparties : les attentats commis dans les capitales suscitent plus souvent des déclarations que ceux perpétrés dans de plus petites villes. Sur les sept attentats islamistes survenus en Allemagne entre 2015 et 2020, quatre n'ont donné lieu à aucune réaction publique. Le Conseil central des musulmans d'Allemagne (ZMD) et l'Union turco-islamique (DITIB) ont publié le plus grand nombre de communiqués de presse, aussi bien dans la presse écrite que sur les réseaux sociaux.

Les associations recourent à un large éventail de stratégies de communication de crise. Les réactions aux attaques islamophobes contiennent plus souvent des précisions sur le lieu, le moment et les dommages, ainsi que davantage de références religieuses, que les déclarations relatives aux attentats islamistes. Les résultats suggèrent donc que les associations musulmanes adaptent leurs stratégies de communication au type d'attentat (islamiste vs islamophobe).

Influence des déclarations sur la perception et les préjugés

Les expériences réalisées à partir de scénarios fictifs montrent que les déclarations publiques d'organisations musulmanes après des attentats islamistes renforcent la confiance dans ces associations. Les participant·es ayant lu une déclaration manifestaient davantage de confiance et des attitudes plus positives envers l'organisation que ceux et celles n'ayant lu que l'article sans déclaration, ou ayant appris qu'aucune déclaration n'avait été publiée. Les études fondées sur des déclarations réelles révèlent qu'une prise de distance par rapport aux auteurs des attentats n'a pas d'effet sur la perception publique. En revanche, la mise en avant de l'engagement social et des actions positives de l'organisation améliore à la fois la perception du groupement et les attitudes envers les musulman·es. Cette stratégie agit non seulement sur l'organisation elle-même, mais influence également la perception de la communauté musulmane dans son ensemble.

Par ailleurs, il existe une forte corrélation entre la responsabilité collective attribuée au terrorisme et les attitudes négatives envers les organisations musulmanes, les musulman·es et l'islam.

Influence des déclarations sur les processus attentionnels implicites

L'étude par eye-tracking n'a révélé aucune différence significative dans le temps de lecture consacré aux articles négatifs sur les musulman·es, que les participant·es aient été exposé·es ou non à une communication de crise active. De même, la stratégie de communication adoptée n'a pas influencé systématiquement l'orientation de l'attention. Cependant, un effet a été observé sur la réputation perçue de l'organisation. En effet, après lecture d'articles contenant une déclaration, les participant·es manifestaient une attitude plus positive envers l'organisation que celles et ceux ayant lu des articles sans déclaration. Dans l'ensemble, ces résultats confirment ceux des autres études, selon lesquels il est préférable de recourir à des stratégies de communication de crise actives.

4. Conclusion et recommandations

Les attentats terroristes renforcent les clivages sociaux existants. Un remède efficace réside dans l'ouverture au dialogue, tant du côté des associations musulmanes que de la société majoritaire et des médias.

Recommandations pour les associations musulmanes

De nombreuses organisations musulmanes hésitent à publier des déclarations après un attentat islamiste, par crainte d'être associées aux auteurs, même lorsqu'elles se distancient explicitement. L'étude montre qu'elles devraient surmonter cette appréhension et utiliser activement leurs canaux de communication. Plus leurs messages sont émotionnels et mettent en avant un engagement social crédible, plus elles sont perçues positivement.

Une professionnalisation accrue est également nécessaire : les communiqués de presse devraient être rédigés de manière plus professionnelle et publiés le jour même de l'attentat. Cela suppose une définition claire des responsabilités et une planification préalable des stratégies de communication.

Recommandations pour la société civile et les médias

La société majoritaire peut soutenir les organisations musulmanes en leur laissant la liberté de se distancier à leur manière, plutôt qu'en imposant certaines formes de prise de position (par exemple des manifestations publiques). Faute de quoi, ces organisations peuvent se sentir restreintes dans leur capacité d'action et développer une attitude de retrait.

Les journalistes peuvent également contribuer à réduire les clivages sociaux en intégrant plus systématiquement les associations musulmanes dans leur couverture médiatique. Les déclarations de ces organisations sont publiées avec une fréquence inégale et citées de manière variable dans les articles traitant des attentats. L'établissement de normes journalistiques communes pour la couverture médiatique des attentats serait souhaitable à cet égard.

Recommandations pour la recherche

Le projet a étudié la manière dont les organisations musulmanes sont perçues après des attentats islamistes et comment elles peuvent optimiser leur communication. Cependant, la recherche prescriptive doit être menée avec prudence, car les associations musulmanes pourraient percevoir certaines recommandations comme une ingérence dans leur autonomie.

La recherche sur l'extrémisme bénéficierait également d'un surcroît de données expérimentales, afin d'éviter des erreurs d'interprétation. Il reste en effet pour l'instant en suspens la question de savoir si la couverture médiatique négative des musulman·es découle uniquement de l'association avec des attentats, ou si la diminution des contacts interculturels joue un rôle plus important. Alors que les protocoles expérimentaux sont courants dans d'autres domaines, ils restent rares dans la recherche sur l'extrémisme : une analyse de 14 000 études sur la prévention de l'extrémisme n'a montré que neuf incluant un groupe témoin (Jugl et al. 2020). Quiconque souhaite produire un réel changement devrait donc recourir davantage à des conceptions expérimentales dans la recherche. ■

Bibliographie

Abdullah, M. A. S. (2015). Muslims in pre-and post-9/11 contexts. *International Journal of Comparative Literature and Translation Studies, 3*(3), 52–59.

Aberson, C. L. (2015). Positive intergroup contact, negative intergroup contact, and threat as predictors of cognitive and affective dimensions of prejudice. *Group Processes & Intergroup Relations, 18*(6), 743–760.

Bruneau, E., Kteily, N., & Falk, E. (2018). Interventions highlighting hypocrisy reduce collective blame of Muslims for individual acts of violence and assuage anti-Muslim hostility. *Personality and social psychology bulletin, 44*(3), 430–448.

Claeys, A.-S., & Cauberghe, V. (2014). What makes crisis response strategies work? The impact of crisis involvement and message framing. *Journal of Business Research, 67*(2), 182–189.

Coombs, W. T., & Holladay, S. J. (1996). Communication and attributions in a crisis: An experimental study in crisis communication. *Journal of Public Relations Research, 8*(4), 279–295.

Jugl, I., Lösel, F., Bender, D., & King, S. (2020). Psychosocial prevention programs against radicalization and extremism: A meta-analysis of outcome evaluations. *The European Journal of Psychology Applied to Legal Context, 13*(1), 37–46. https://doi.org/10.5093/ejpalc2021a6.

Frey, A. (2022). Getting under the skin: The impact of terrorist attacks on native and immigrant sentiment. *Social Forces, 101*(2), 943–973.

Kauff, M., Asbrock, F., Wagner, U., Pettigrew, T. F., Hewstone, M., Schäfer, S. J., & Christ, O. (2017). (Bad) feelings about meeting them? Episodic and chronic intergroup emotions associated with positive and negative intergroup contact as predictors of intergroup behavior. *Frontiers in Psychology, 8*, 1449. https://doi.org/10.3389/fpsyg.2017.01449.

Ma, L., & Zhan, M. (2016). Effects of attributed responsibility and response strategies on organizational reputation: A meta-analysis of situational crisis communication theory research. *Journal of Public Relations Research, 28*(2), 102–119.

Paolini, S., Hewstone, M., Voci, A., Harwood, J., & Cairns, E. (2006). Intergroup contact and the promotion of intergroup harmony: The influence of intergroup emotions. In R. Brown, & D. Capozza (Eds.), *Social identities: Motivational, emotional, and cultural influences,* 209–238. Psychology Press.

Saleem, M., Prot, S., Anderson, C. A., & Lemieux, A. F. (2017). Exposure to Muslims in Media and Support for Public Policies Harming Muslims. *Communication Research, 44*(6), 841–869. https://doi.org/10.1177/009365021561921.

Chapitre 12 : L'éducation religieuse islamique face à la tension entre attentes et réalité : potentiels et limites du travail de prévention contre la radicalisation islamiste

Margit Stein, Alexandra Schramm et Veronika Zimmer (Projet de recherche UWIT)

1. Contexte

L'école constitue un lieu central où l'ensemble des enfants et des adolescents d'une même génération peuvent être atteints, et où ils passent obligatoirement une grande partie de leur jeunesse au sein de groupes hétérogènes de pairs. On attribue à l'école une multitude de tâches et de fonctions, dans la mesure où de grands espoirs et attentes sont placés dans sa capacité de socialisation, d'éducation et de prévention (Körs 2023 ; Zimmer et Stein 2024). Au sein du canon des disciplines scolaires, l'enseignement religieux se distingue par le fait qu'il est la seule matière d'enseignement explicitement ancrée dans la Constitution (article 7 de la Loi fondamentale). Compte tenu du nombre croissant d'élèves musulman·e·s dans plusieurs Länder – notamment dans les Länder dits occidentaux, où vivent de nombreuses personnes de confession musulmane –, un enseignement religieux islamique (ERI) est déjà proposé dans de nombreuses écoles (Ströbele 2021 ; Zimmer et Stein 2024). Les projets pilotes de cet enseignement, notamment en Rhénanie-du-Nord–Westphalie, le Land le plus peuplé d'Allemagne, ont été accompagnés scientifiquement et ont rencontré une bonne réception auprès des parents et des élèves (Uslucan 2015).

Sur le plan socio-politique, l'ERI est confronté à de multiples attentes poursuivant des objectifs ambitieux : l'intégration des enfants et des jeunes musulman·e·s dans la société, la promotion de la visibilité de l'islam en Allemagne et, par là même, la reconnaissance des personnes musulmanes, ainsi qu'un effet préventif vis-à-vis de la radicalisation. Les acteur·rice·s pédagogiques, en particulier les enseignant·e·s, jouent ici un rôle central et doivent être préparé·e·s à ces missions et défis. Dans la formation des enseignant·e·s de religion islamique et des théologien·ne·s – qui pourront à leur tour agir comme multiplicateurs contre les tendances radicales –, les enseignant·e·s universitaires des centres et instituts de théologie islamique jouent un rôle décisif.

Le projet UWIT (« Causes et effets de l'islam radical du point de vue des (futur·e·s) théologien·ne·s ») a cherché à comprendre le rôle spécifique que peut jouer l'école, et surtout l'enseignement religieux (islamique), dans la promotion de compétences interculturelles et réflexives susceptibles d'agir de manière préventive contre la radicalisation et de contribuer à la construction identitaire. Les perspectives des enseignant·e·s et des étudiant·e·s sur leur propre champ d'action et sur les problématiques de leur contexte professionnel ont constitué le cœur de l'étude.

2. Méthodologie

Une analyse documentaire a porté sur la manière dont la thématique de la radicalisation est abordée dans les cursus de théologie islamique. Les contenus des programmes de licence et de master en théologie islamique, religion, pédagogie religieuse et enseignement religieux dans les cursus de formation des enseignant·e·s en Allemagne ont été examinés à partir de documents tels que les descriptions, manuels et plans de modules ainsi que les règlements spécifiques à la discipline, d'études et d'examens. La recherche, effectuée en février 2022, a couvert l'ensemble des sites universitaires allemands : Erlangen–Nuremberg, Francfort-sur-le-Main (y incluant Giessen), Münster, Osnabrück, Tübingen, Berlin, Hambourg, ainsi que les hautes écoles pédagogiques de Karlsruhe, Ludwigsburg, Weingarten et Fribourg.

Vingt-six enseignant·e·s et dix-neuf étudiant·e·s issu·e·s de onze des treize centres et instituts de théologie islamique d'Allemagne ont été interrogé·e·s sur leurs explications de la radicalisation islamiste et sur les éventuels effets positifs de l'ERI. Il s'agissait de comprendre comment les personnes interrogées conçoivent, en tant

qu'enseignant·e·s ou étudiant·e·s, la préparation aux cas de radicalisation et la prévention de la radicalisation dans le cadre de leurs études.

Une enquête nationale menée auprès de 864 étudiant·e·s a par ailleurs examiné dans quelle mesure les étudiant·e·s des disciplines en sciences sociales et des cursus de formation à l'enseignement sont confronté·e·s, au cours de leurs études, à des thèmes tels que l'interreligiosité, l'interculturalité, la pédagogie démocratique et la radicalisation à fondement religieux, ainsi que leur évaluation de la préparation professionnelle dans ces domaines.

3. Résultats principaux

Analyses documentaires

Les analyses des documents relatifs aux programmes de licence montrent que la formation se concentre, d'une part, sur l'étude des écoles juridiques et des courants théologiques de l'islam, afin de rendre compte de sa diversité et de son hétérogénéité, et, d'autre part, sur le développement méthodologique des compétences de jugement et de communication destinées à encourager la réflexivité des élèves. Bien que la promotion d'une compréhension de la démocratie et de l'ouverture soit généralement valorisée, la (prévention de la) radicalisation n'est abordée que de manière limitée et rarement explicite dans les descriptions de modules. Les contenus visent surtout à développer les compétences d'interprétation, de jugement et de dialogue, essentielles pour une approche réfléchie des questions religieuses et socio-politiques dans l'enseignement.

Les masters en théologie islamique visent à préparer les étudiant·e·s à exercer de manière réfléchie et compétente la fonction d'enseignant·e en ERI. Le renforcement des compétences dans ces programmes de master manifeste une nette progression par rapport aux licences, notamment quant aux capacités nécessaires pour analyser les défis sociétaux et concevoir pédagogiquement l'enseignement religieux.

Les cursus de licence et de master insistent sur la perception et l'interprétation des phénomènes religieux ainsi que sur la formation d'un jugement critique. L'accent est mis sur la réflexion théorique plutôt que sur la mise en pratique face à la radicalisation.

Enquête qualitative auprès des enseignant·e·s et étudiant·e·s

L'ensemble des enseignant·e·s interrogé·e·s et presque tous les étudiant·e·s perçoivent un lien entre les difficultés du développement identitaire (religieux) et la propension à des orientations radicales.

Les étudiant·e·s en théologie islamique considèrent le manque de connaissances sur l'islam ainsi qu'une faible estime de soi dans les situations de crise ou de conflit identitaire comme les principales causes de vulnérabilité face à la propagande islamiste et aux orientations radicales.

Ils et elles estiment donc que leur mission principale consiste à transmettre un savoir solide sur l'islam et à accompagner les élèves dans leur construction identitaire. Bien qu'ils disposent manifestement de connaissances et d'expériences sur le développement religieux des jeunes et sur les facteurs potentiels de radicalisation, leurs explications restent souvent simplificatrices, leurs modèles explicatifs manquant de la complexité multifactorielle requise. À l'inverse, les enseignant·e·s universitaires proposent des analyses plus complexes, situant la radicalisation sur plusieurs niveaux : ils insistent moins sur les facteurs individuels et davantage sur les causes sociétales globales telles que la discrimination, l'exclusion ou les conflits internationaux.

La prévention de la radicalisation occupe, selon les enseignant·e·s, une place importante et essentielle dans la conception de l'enseignement religieux, mais elle est moins explicitement abordée que la transmission d'un savoir réflexif et fondé sur l'islam. La prévention est envisagée comme une mission globale d'un enseignement religieux réflexif, mais aussi comme une tâche holistique et continue, impliquant parents, établissements préscolaires, écoles et acteurs de l'éducation non formelle. Elle ne saurait être réduite à une fonction d'alibi du seul enseignement religieux.

La collaboration de l'école avec d'autres instances de socialisation est jugée essentielle. L'importance de l'ERI et de ses enseignant·e·s est perçue comme particulièrement grande, malgré ces limites.

Concernant la formation des futur·e·s enseignant·e·s, les enseignant·e·s universitaires indiquent qu'il n'existe généralement pas de cours spécifiquement consacrés à l'extrémisme islamiste ou à la radicalisation, mais que le thème est transversalement pris en compte dans toutes les formations.

Les étudiant·e·s confirment que la radicalisation est davantage traitée de manière implicite qu'explicite dans leur formation, tout en regrettant le manque d'offres permettant d'aborder le sujet à partir de situations concrètes et ancrées dans la réalité.

Enquête quantitative auprès des étudiant·e·s

Les étudiant·e·s déplorent un manque de formation approfondie en inter-religiosité, interculturalité, pédagogie démocratique et radicalisation à fondement religieux. Les étudiant·e·s en formation d'enseignant·e·s rapportent notamment une moindre exposition à ces thèmes. Un quart à un tiers d'entre eux déclarent rencontrer de nombreux conflits d'origine religieuse dans la vie scolaire, mais ne pas y avoir été suffisamment préparés. Des constats similaires sont faits par les travailleur·se·s sociaux·ales et les éducateur·rice·s dans le champ de la jeunesse (intra- et extrascolaire).

Seuls 23,4 % des étudiant·e·s de master en formation à l'enseignement (contre 7 % en licence) déclarent avoir abordé dans leurs études des contenus relatifs à la radicalisation religieuse et à sa prévention, tandis que cette proportion est légèrement plus élevée chez les étudiant·e·s en travail social (master : 14,7 %, licence : 20,1 %) et en sciences de l'éducation (master : 40 %, licence : 46,2 %). De même, les thématiques liées à l'islam et à la vie musulmane ne sont traitées que par 17,8 % des étudiant·e·s de licence et 19,1 % de master en formation à l'enseignement, contre 49,8 % et 46,1 % respectivement dans les cursus de travail social et 40 % / 67,3 % en sciences de l'éducation. Cette disparité souligne la nécessité d'une révision des curricula et des plans de modules, en particulier dans la formation des enseignant·e·s , afin d'assurer une préparation adéquate aux exigences professionnelles.

4. Conclusion et recommandations

En résumé, la préparation des futur·e·s enseignant·e·s aux défis sociétaux liés aux élèves musulman·e·s peut être qualifiée de globale et holistique, bien que certains aspects, tels que la radicalisation, soient rarement abordés explicitement. Cette lacune crée une tension avec les attentes politico-sociales placées dans l'ERI. Les enseignant·e·s et acteur·rice·s pédagogiques ne se sentent pas suffisamment préparé·e·s aux défis liés à l'interreligiosité, aux conflits religieux et à la radicalisation dans la vie scolaire. Les résultats montrent en outre que, si le thème de la radicalisation est souvent abordé implicitement dans divers cours, il est rarement traité comme objet principal de séminaires.

Il apparaît donc nécessaire d'intégrer davantage ces thématiques dans la formation des futur·e·s enseignant·e·s, ainsi que de renforcer la recherche, notamment sur l'efficacité de cette formation en matière de prévention de la radicalisation et de promotion d'une société pluraliste.

Pour une prévention globale, les questions de conflits interreligieux et interculturels, de compréhension mutuelle, de lutte contre le racisme et de promotion de la démocratie devraient être davantage intégrées dans les curricula de toutes les filières de formation à l'enseignement et des disciplines des sciences sociales.

L'objectif doit être de préparer les enseignant·e·s et les acteur·rice·s pédagogiques à concevoir des dispositifs et des stratégies intégrant la réalité de vie des jeunes (musulman·e·s) et à développer des modèles d'études interdisciplinaires alliant savoirs théoriques et compétences pratiques : promotion du dialogue interreligieux et interculturel, pensée critique et empathie. Les étudiant·e·s doivent être outillé·e·s pour comprendre, respecter et aborder de façon constructive la diversité de leur environnement, afin de promouvoir une société inclusive et juste.

Outre une formation solide des futur·e·s enseignant·e·s et acteur·rice·s pédagogiques, il est essentiel de développer des offres adaptées et intégratrices à destination de tou·te·s les jeunes, pour renforcer la compréhension interreligieuse, interculturelle et démocratique. Cela permettrait de réduire les difficultés rencontrées par les jeunes musulman·e·s dans les sociétés occidentales, entre intégration et attachement à leur religion. Parallèlement, la compréhension et la compétence démocratique interreligieuses et interculturelles devraient être promues à l’échelle de l’ensemble de la société, de manière à inclure non seulement les jeunes musulman·e·s, mais aussi les jeunes de toutes confessions, origines ethniques et appartenances sociales, afin de leur offrir un cadre sûr pour leur développement (religieux) identitaire. ■

Bibliographie

Körs, A. (Ed.) (2023). Islam in der Gesellschaft. I*slamischer Religionsunterricht in Deutschland: Ein Kaleidoskop empirischer Forschung.* Springer VS.

Ströbele, C. (2021). Der islamische Religionsunterricht in Deutschland: Entwicklungen und Wirkungen. *Religion*, 135, 1–23.

Uslucan, H.-H. (2015). *Zwischenbericht zur wissenschaftlichen Begleitung der Einführung des islamischen Religionsunterrichts (IRU) im Land Nordrhein-Westfalen*. Zentrum für Türkeistudien und Integrationsforschung.

Zimmer, V., & Stein, M. (2024). *Zwischen Tradition und Moderne. Eine Studie zu Studierenden der (Islamischen) Theologie und Religionspädagogik in Deutschland.* Springer.

Chapitre 13 : Défis et conditions de réussite de la prévention et du désengagement individuel des jeunes vis-à-vis de la radicalisation islamiste

Eike Bösing, Yannick von Lautz, Mehmet Kart et Margit Stein (Projet de recherche Distanz)

1. Contexte

La radicalisation islamiste et les tentatives d'y répondre par des approches préventives et interventionnelles constituent des enjeux actuels et urgents. De nombreuses recherches ont montré que les processus de radicalisation sont influencés par l'interaction entre des facteurs multidimensionnels. Ceux-ci incluent notamment des événements biographiques critiques, des attitudes autoritaires, mais aussi des conflits identitaires typiques de l'adolescence, des expériences de distanciation vis-à-vis de la société majoritaire ou encore des vécus de discrimination (Akkuş et al. 2020 ; Aslan et al. 2018 ; El-Mafaalani 2017 ; Schramm et al. 2023 ; Weitzel et Kurtenbach 2023 ; Wolfowicz et al. 2020 ; Zimmer et al. 2022 ; 2023).

En Allemagne, un paysage d'offres diversifiées s'est développé dans le champ de la prévention de la radicalisation et de l'accompagnement des processus de sortie. Les acteurs et actrices de la prévention sont chargés d'encourager les personnes radicalisées à se distancier des groupes et des idéologies islamistes et, à long terme, de permettre une réhabilitation et une réintégration. Pour ce faire, ils et elles conseillent l'entourage social des personnes concernées ou travaillent directement avec celles-ci, souvent sur plusieurs mois, voire plusieurs années. Ils et elles acquièrent ainsi une connaissance approfondie des univers de vie des publics accompagnés et peuvent jouer un rôle clé dans les processus de distanciation. Néanmoins, leurs expériences et leurs perspectives restent souvent peu documentées. Cela vaut également pour les professionnel·les des structures éducatives classiques, qui constituent fréquemment les premiers points de contact pour les jeunes. L'analyse systématique de leurs expériences et de leurs pratiques permettrait pourtant de renforcer la professionnalisation du champ et d'élargir les connaissances relatives à la prévention et à la (dé)radicalisation.

Le projet « Causes structurelles du rapprochement et du désengagement individuel vis-à-vis de la radicalisation islamiste – Développement d'approches préventives et éducatives de conseil» (Distanz) visait à identifier les principales conditions de réussite d'une prévention efficace de la radicalisation ainsi que de l'accompagnement des processus de distanciation. Deux axes étaient au cœur du projet :

(1) l'identification des défis et des besoins des structures éducatives de droit commun pour répondre à des craintes de radicalisation de leurs bénéficiaires

(2) l'analyse des expériences des professionnel·les, de leurs pratiques d'intervention et des conditions de réussite dans la prévention de la radicalisation et le travail de déradicalisation.

2. Méthodologie

Afin d'analyser les défis et les besoins liés aux conflits à fondement religieux et à la radicalisation dans le contexte scolaire et dans le travail socio-éducatif extrascolaire, des enquêtes quantitatives et qualitatives ont été menées auprès de personnes travaillant avec des enfants, des adolescent·es et leurs parents.

L'enquête quantitative nationale réalisée en 2023 reposait sur un échantillon de 694 enseignant·es et professionnel·les de l'éducation. Le questionnaire portait sur trois domaines centraux :

a) la perception de la diversité religieuse à l'école ;

b) les expériences de conflits à caractère religieux dans le contexte scolaire ;

c) les expériences de radicalisation islamiste à l'école.

Par ailleurs, 70 entretiens ont été conduits avec des personnes travaillant avec des enfants, des jeunes et leurs parents, soit dans le cadre scolaire, soit dans des contextes extrascolaires, tels que des centres de jeunesse ouverts ou des structures d'hébergement pour jeunes. Le critère d'inclusion dans l'échantillon était le recours préalable à une aide interne ou externe à la suite d'au moins un conflit perçu subjectivement par les personnes interrogées comme relevant du champ religieux. Le guide d'entretien comportait des questions ouvertes portant sur le vécu de fardeau et de stress individuels et organisationnels, la gestion des conflits et, en particulier, sur la coopération avec des services de conseil externes et d'autres acteurs et actrices de la prévention.

Enfin, 25 entretiens menés auprès de praticien·nes de déradicalisation dans une perspective transversale se basant sur plusieurs cas, ainsi que neuf entretiens centrés sur des situations individuelles, ont permis d'analyser les pratiques professionnelles et les conditions de réussite dans la prévention et la déradicalisation.

3. Résultats principaux

Enquête quantitative sur les conflits à caractère religieux à l'école

Bien qu'environ 80 % des personnes interrogées considèrent la diversité religieuse comme un élément significatif, seules 52 % indiquent que cette thématique est abordée activement dans leur établissement. Malgré cet écart, environ 73 % des personnes interrogées déclarent se sentir confortables dans la gestion de la diversité religieuse. Environ la moitié des personnes interrogées (53,5 %) souligne néanmoins la nécessité de formations continues portant sur la diversité religieuse et la radicalisation islamiste dans le contexte scolaire.

Environ un tiers des personnes interrogées observe des conflits à caractère religieux entre élèves. Les conflits interreligieux sont mentionnés le plus fréquemment, suivis des conflits liés à l'interprétation et à la pratique religieuse, des conflits relatifs à l'égalité entre religions, des tensions intra-religieuses et enfin suivi des tentatives de prosélytisme. Bien que la question posée n'ait pas ciblé une religion spécifique, les personnes interrogées décrivent presque exclusivement des conflits interprétés comme étant liés à l'islam ou impliquant des élèves perçus comme musulmans.

Par ailleurs, 36,6 % des personnes interrogées se disent confronté·es à des défis liés aux pratiques religieuses des élèves. Environ un quart (26 %) témoigne d'expériences d'attitudes ou de propos islamistes dans leur établissement. Ces données reposent sur des évaluations subjectives et non sur des appréciations objectives ou des cas documentés. Les formes les plus souvent citées sont le sexisme justifié religieusement, le fondamentalisme, le rejet d'autres religions et l'hostilité envers les personnes queer fondée sur des arguments religieux. S'y ajoutent l'antisémitisme à motivation religieuse et le rejet des principes démocratiques. En revanche, les indicateurs établissant un lien direct avec l'extrémisme religieux – tels que des références positives à des groupes islamistes, à des attentats islamistes ou l'usage de symboles islamistes – sont mentionnés beaucoup plus rarement.

Plusieurs personnes interrogées opposent dans leurs descriptions des élèves « musulmans » à des élèves « allemand·s», suggérant implicitement l'incompatibilité de ces identités. Une telle perception peut contribuer à la stigmatisation des élèves perçus comme musulmans.

Enquête qualitative sur les conflits religieux à l'école et dans le travail de jeunesse extrascolaire

Les enseignant·es et professionnel·les de l'éducation identifient principalement les propos discriminatoires et dévalorisants à caractère religieux comme des défis du quotidien scolaire. Sur le plan structurel, des points de tension apparaissent notamment autour du jeûne religieux, des prescriptions vestimentaires, des temps de prière et des fêtes religieuses. Ces situations deviennent particulièrement problématiques lorsque

les élèves formulant des revendications religieuses se heurtent à une faible flexibilité de la part des directions d'établissement.

De nombreux·ses enseignant·es rapportent également des conflits d'ordre religieux dans le travail avec les parents, par exemple lorsque les modes de vie des élèves – en lien avec leur identité religieuse ou sexuelle, ou leur droit à l'autodétermination dans les relations affectives – ne sont pas acceptés, ou lorsque des élèves sollicitent aide et médiation, notamment en cas de mariage forcé.

Selon les personnes interrogées, les adolescents perçus comme masculins sont plus souvent considérés comme générateurs de conflits, tandis que les jeunes perçues comme féminines sont davantage vues comme affectées par ces conflits.

Une forte impression d'impuissance transparaît dans la gestion des conflits, des défis et des situations de radicalisation. Celle-ci conduit fréquemment à l'inaction, à l'évitement du problème ou, à l'inverse, à des réactions excessives. Les stratégies mobilisées reposent principalement sur une confrontation de contenus idéologiques, tandis que les approches relationnelles sont largement négligées. Le manque de temps et l'insuffisance de soutien sont fréquemment invoqués comme causes. Globalement, les personnes interrogées expriment un besoin élevé en matière de conseil, de formation initiale et de formation continue.

Entretiens d'expert·es : conditions de réussite de la prévention de la radicalisation

Les entretiens montrent que la déradicalisation constitue un processus complexe, dépendant des conditions socio-économiques, de l'environnement social et du soutien institutionnel. Une attention particulière doit être portée aux cadres structurels : des conditions de vie précaires et un accès insuffisant à l'éducation accroissent la vulnérabilité des individus face à la radicalisation islamiste. Par ailleurs, la discrimination et l'exclusion des personnes musulmanes ou perçues comme telles compliquent les processus de désengagement individuel de groupes extrémistes.

Les relations sociales jouent également un rôle central : la famille, les relations de couple et les interactions sociales dans les espaces analogues et numériques constituent des facteurs déterminants. Des impulsions positives vers le désengagement individuel peuvent émerger du travail sur les conflits familiaux et de l'intégration dans des réseaux sociaux soutenants. À l'inverse, les crises familiales, les relations de couple problématiques ou l'isolement au sein des groupes de pairs peuvent renforcer les dynamiques de radicalisation. La stabilité sociale fondée sur des relations proches et soutenantes apparaît ainsi comme un élément clé.

Enfin, les expert·es soulignent l'importance de la coopération entre les autorités de sécurité et les acteurs de la société civile, ainsi que la nécessité d'approches adaptées aux groupes cibles. Cette coopération peut toutefois être entravée par des tensions liées à la protection des données et à des logiques d'action divergentes, rendant nécessaires des approches transparentes et coordonnées.

Entretiens d'expert·es : pratiques professionnelles en prévention et déradicalisation

Quatre approches de la déradicalisation ont été identifiées. Dans la pratique quotidienne, il ne s'agit pas de modèles figés, mais de stratégies mises en œuvre de manière intuitive et souvent combinée :

(1) l'approche religieuse-idéologique, qui vise à questionner les convictions extrémistes par l'argumentation et le débat ;

(2) l'approche orientée vers l'acceptation, centrée sur le soutien personnel et l'expérience d'une reconnaissance inconditionnelle ;

(3) l'approche systémique, axée sur la stabilisation sociale des personnes concernées ;

(4) l'approche de gestion de la vie quotidienne, visant à renforcer la résilience et l'auto-organisation, par exemple au moyen d'un soutien psychologique ou économique.

En ce qui concerne les modalités d'action professionnelle, notamment l'organisation des relations et des interactions, trois types idéaux peuvent être distingués :

(1) le type *Engagement*, caractérisé par un investissement élevé et une forte implication émotionnelle dans la réussite du suivi, reposant sur un accompagnement global mais tendant à l'absence de limites personelles ;

(2) le type *Expertise*, qui met l'accent sur la maîtrise des contenus et le statut d'expert·e, avec le risque de contribuer à une forme de dévalorisation des personnes accompagnées ;

(3) le type *Plaidoyer*, marqué par une défense explicite des intérêts des bénéficiaires, visant à instaurer des relations de confiance et à permettre aux personnes accompagnées de se sentir reconnues.

4. Conclusion et recommandations

Le projet met en évidence l'importance de la promotion de la démocratie en tant que mission transversale et structurelle, ainsi que d'une prévention précoce et globale de la radicalisation, qui ne stigmatise pas certains groupes mais considère l'ensemble des jeunes comme des apprenant·es partageant un même espace social. Pour atteindre cet objectif, les structures de droit commun, en particulier l'école et les acteurs de l'èducation non-formelle et populaire , doivent jouer un rôle plus central qu'à ce jour. Une prévention globale de la radicalisation doit en outre soutenir de manière ciblée les professionnel·les de ces structures.

Les fortes incertitudes exprimées par les enseignant·es et éducateur·rices interrogé·es appellent des réponses par le biais de formations continues et d'une amélioration de la formation initiale. Des marges de manœuvre temporelles et financières doivent également être dégagées afin de permettre la mise en œuvre des missions transversales essentielles : cohésion des groupes-classes, éducation à la démocratie, dialogue interreligieux et interculturel et prévention de la radicalisation. L'intégration de partenaires externes peut contribuer à renforcer, de manière accessible à tou·te·s, les compétences démocratiques.

Les processus précoces de radicalisation et les premières tendances devraient, autant que possible, être traités au sein des systèmes existants, tant dans les familles que dans les contextes professionnels tels que l'école et le travail socio-éducatif.

Enfin, le champ de la prévention de la radicalisation et de l'accompagnement à la sortie nécessite des professionnel·les hautement qualifié·es, capables de gérer des situations complexes. Dans un domaine marqué par une forte rotation du personnel et un financement de projets à court terme, une professionnalisation précoce est indispensable. Il existe également un besoin de développer davantage les compétences en conduite d'entretien et en travail relationnel professionnel dans la formation initiale et continue. Malgré des exigences élevées, aucune profession de référence ne s'est encore imposée dans ce champ multiprofessionnel, où interviennent des groupes professionnels aux savoirs hétérogènes. Un ancrage plus fort dans le travail social et la pédagogie sociale apparaît favorable à la poursuite de la professionnalisation. Cet ancrage permettrait de renforcer globalement les personnes accompagnées et de rendre possibles des expériences d'empowerment, d'autonomie et d'efficacité personnelle au-delà des idéologies et des groupes radicaux. Cela pourrait également contribuer à apaiser les tensions entre les services de conseil et les acteurs de la sécurité. en permettant une position professionnelle cohérente dans la négociation des interprétations des problèmes et des stratégies de résolution. ■

Bibliographie

Akkuş, U., Toprak, A., Yılmaz, D., & Götting, V. (2020). *Zusammengehörigkeit, Genderaspekte und Jugendkultur im Salafismus.* Springer VS.

Aslan, E., Erşan Akkılıç, E., & Hämmerle, M. (2018). *Islamistische Radikalisierung*. Springer VS.

El-Mafaalani, A. (2017). Provokation und Plausibilität – Eigenlogik und soziale Rahmung des jugendkulturellen Salafismus. In A. Toprak, & G. Weitzel (Eds.), *Salafismus in Deutschland* (pp. 77–90). Springer VS.

Schramm, A., Stein, M., & Zimmer, V. (2023). Ursachen der islamistischen Radikalisierung aus Sicht der Dozierenden der Zentren und Institute für Islamischen Theologie. *ZepRa – Zeitschrift für praxisorientierte (De-)Radikalisierungsforschung, 2*(1), 36–91.

Weitzel, G., & Kurtenbach, S. (2023). *Literaturbericht zum Forschungsstand aus Frankreich, Spanien und dem Sprachenraum des Balkans zu räumlichen Einflüssen auf Radikalisierung.* Institut für interdisziplinäre Konflikt- und Gewaltforschung (IKG), Fachbereich Sozialwesen der FH Münster.

Wolfowicz, M., Litmanovitz, Y., Weisburd, D., & Hasisi, B. (2020). A field-wide systematic review and meta-analysis of putative risk and protective factors for radicalization outcomes. *Journal of Quantitative Criminology, 36*(3), 407–447. https://doi.org/10.1007/s10940-019-09439-4.

Zimmer, V., Stein, M., Kart, M. & Bozay, K. (2023). Islamistische Radikalisierung – Ein Überblick über Erklärungsansätze auf Mikro-, Meso- und Makroebene. In E. Arslan, B. Bongartz, K. Bozay, B. Çopur, M. Kart, J. Ostwaldt, & V. Zimmer (Eds.), *Radikalisierung und Prävention im Fokus der Sozialen Arbeit*, (pp. 57–70). Beltz Juventa.

Zimmer, V., Stein, M., Kart, M., Bösing, E., von Lautz, Y., & Ayyildiz, C. (2022). Gesellschaftliche Ursachen des radikalen Islam. *IU Discussion Papers Sozialwissenschaften, 2*(1), 1–24. https://res.cloudinary.com/iubh/image/upload/v1644222630/Presse%20und%20Forschung/Discussion%20Papers/Sozialwissenschaften/DP_Sozialwissenschaften_2022_1_Zimmer_et_al_Islamistische_Radikalisierung_mbq27l.pdf. [Accessed: 17.07.2024].